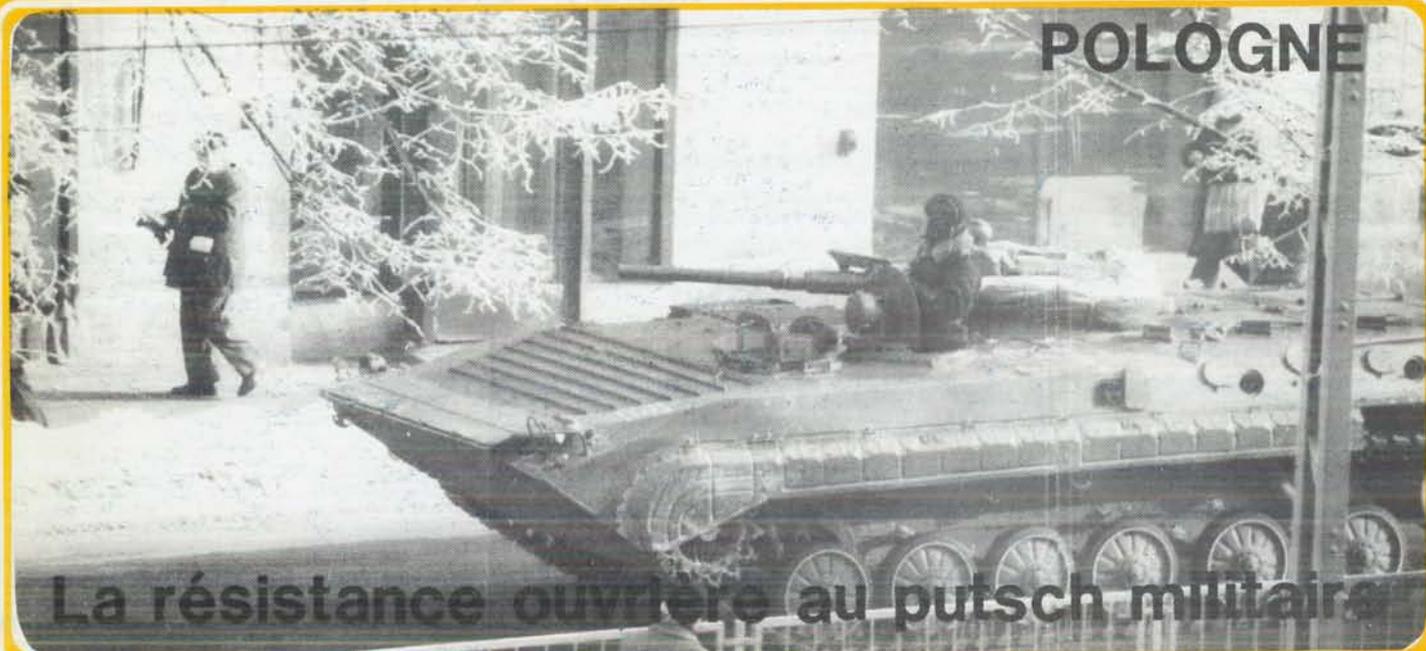


Numéro 116 du 11 janvier 1982 - 10 FF - 70 FB - 4 FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



POLOGNE

La résistance ouvrière au putsch militaire

CUBA

**"Pouvoir populaire"
et participation
des masses**



ITALIE

Le mouvement syndical et le Pacte social

Sommaire du numéro 116 du 11 janvier 1982

3	POLOGNE	Solidarité avec les travailleurs polonais !	Secrétariat unifié (SU) de la IVe INTERNATIONALE
6	—	La résistance au coup de force du général Jaruzelski	Cyril SMUGA
8	—	Le mouvement ouvrier international aux côtés de « Solidarnosc »	Jacqueline ALLIO
13	CUBA	Santé et Révolution	Fred DENFERT
17	—	Participation des masses et « pouvoir populaire »	Fred DENFERT
22	ISRAEL	La population palestinienne s'oppose à l'« administra- tion civile »	Michel WARSCHAWSKI
26	ITALIE	Le mouvement syndical face au Pacte social	Franco TURIGLIATO
32	FRANCE	La LCR a tenu son Ve Congrès	Daniel BENSAID
33	—	Lettre au Congrès de la section française de la IVe Internationale	Pierre FRANK
35	NORVEGE	Scission dans les Jeunesses socialistes	INPRECOR
35	IRLANDE	L'organisation « People's Democracy » rejoint la IVe Internationale	INPRECOR
36	DOCUMENTS	Les « Cahiers Léon Trotsky »	Institut Léon Trotsky (ILT)

*** * ***

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux li-
bellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inpre-
cor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil,
France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agen-
ce Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Mont-
reuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chè-
que postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays : 180 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique
du Nord : 200 FF ; Afrique et Amériques :
230 FF ; Asie : 245 FF.

Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres
pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé
par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Solidarité avec les travailleurs polonais !

Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale

La bureaucratie polonaise vient de déclarer la guerre aux travailleurs, aux étudiants, aux forces vives de la nation tout entière. Elle ne peut accepter la mise en pratique du vieux mot d'ordre : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !* » Elle lance une répression massive, brutale et sanglante contre la classe ouvrière et ses alliés.

Dix-huit mois après le début de la révolution politique anti-bureaucratique, le général Jaruzelski, ses acolytes et le Kremlin ont initié la contre-révolution par le coup d'Etat militaire du 13 décembre 1981. Leur but est net : revenir sur toutes les conquêtes politiques du prolétariat arrachées à la bureaucratie depuis des mois. Le programme de cette contre-révolution parle de lui-même : suspension et destruction du syndicat indépendant géré par les travailleurs eux-mêmes ; suppression du droit de grève ; abolition de la presse ouvrière libre non censurée ; suppression des « samedis libres » ; prolongation de la durée quotidienne du travail ; suspension de toutes les libertés démocratiques ; proclamation de la loi martiale. Les dirigeants syndicaux et les délégués d'entreprises, librement élus par les travailleurs, les militants de Solidarité ont été arrêtés par milliers ; tout l'espace d'activité politique, idéologique, culturel libre et indépendant des masses laborieuses est supprimé.

Cette répression est appelée à se durcir. La bureaucratie, une fois engagée sur cette voie, ne reculera pas devant des tueries et l'instauration de camps de concentration. Elle foulera aux pieds la dignité humaine la plus élémentaire.

Ce début de contre-révolution exprime la volonté de la bureaucratie polonaise — pressée par la bureaucratie soviétique et tous ses alliés — de conserver à tout prix le monopole du pouvoir politique en Pologne, base de ses privilèges matériels exorbitants. Des efforts pour le conserver en cherchant à contenir et à diviser la poussée des masses se sont succédés depuis l'été 1980. Les accords de Gdansk du 31 août 1980 eux-mêmes ne constituaient d'ailleurs, aux yeux de la bureaucratie, qu'une manœuvre pour gagner du temps.

Parallèlement à ses appels à la « *concorde nationale* », la bureaucratie n'avait cessé, depuis des mois, de préparer sa contre-offensive. L'attaque et l'évacuation de l'Académie des élèves-pompiers, le 2 décembre, avait constitué pour elle un

test : on allait vers un affrontement inéluctable. Les efforts des conciliateurs de tous les camps ont échoué.

Cet échec n'est dû ni aux « extrémistes » de Solidarité ni à « l'aile dure » de la bureaucratie. Il relève de l'*incompatibilité fondamentale entre la dictature bureaucratique et les droits syndicaux et démocratiques des travailleurs*. On ne pouvait à la longue défendre ces derniers qu'en renversant la première. On ne pouvait défendre la première qu'en supprimant ces derniers.

Au cours des semaines précédentes, la bureaucratie a compris que sa crédibilité baissait de plus en plus, que celle de Solidarité — en tant que véritable contre-pouvoir — s'élevait dans la même proportion aux yeux des masses. Le dernier sondage effectué par les sociologues polonais en témoignait. La base de Solidarité poussait à la mise en place d'un système de contrôle ouvrier sur la production et la distribution, à la constitution de conseils de travailleurs et de gardes ouvrières dans les entreprises.

Cette radicalisation a trouvé son expression au sein même de la Commission nationale (KK) de Solidarité, où les défenseurs de la modération n'avaient pourtant pas épargné leurs efforts.

Grève générale active et préparation d'un Plan d'urgence constituaient la riposte logique du prolétariat aux efforts de la bureaucratie pour disloquer le système de ravitaillement et en rendre responsable le syndicat. A tous ces menteurs et saboteurs au pouvoir, les travailleurs répondaient dans la pratique en faisant la démonstration au pays que, sous leur direction, la production allait très bien pouvoir fonctionner en se passant des bureaucratés et satisfaire les besoins de la population.

La révolution polonaise a révélé une fois de plus que les masses sont capables de déployer au cours d'une montée révolutionnaire des trésors de courage, d'esprit d'initiative, de capacité créatrice, de volonté de lutte. Sans ces qualités, il n'y a pas de révolution possible. Mais ces mêmes qualités ne suffisent pas pour assurer la victoire. La question du pouvoir reste décisive.

L'adversaire peut reculer. Il peut paraître désemparé. Il peut s'abstenir de frapper et même d'agir pendant un certain temps. Mais, aussi longtemps qu'il détient l'essentiel du pouvoir (un noyau de forces de répression opérationnel, le contrôle des télécommunications, la capacité d'agir centralement) et qu'aucun

contre-pouvoir centralisé ne lui est opposé à tous ces niveaux, il peut reprendre l'initiative décisive au moment, à l'endroit et dans les conditions qu'il choisit. La balance peut dès lors pencher de nouveau en sa faveur.

Pour empêcher cette issue négative, les masses doivent disposer d'organes de pouvoir centralisés, capables de concentrer leurs gigantesques forces et, sur cette base, capables de leur permettre de se présenter comme candidates au pouvoir. C'est autour de cette question qu'était d'ailleurs en train de s'opérer un processus de différenciation dans les rangs du syndicat. Ainsi étaient sur le point d'être réunis les éléments devant permettre l'émergence d'une direction capable de mobiliser les masses et de les mener à la riposte au moment décisif. Le pouvoir bureaucratique a parfaitement pris conscience du développement de ce processus de maturation politique. Il a frappé pour y mettre un terme.

Il a répondu en déclarant littéralement la guerre à sa propre classe ouvrière, tel un vulgaire Pinochet. Il l'a fait en violant cyniquement sa propre Constitution et ses propres lois, qui ne donnent le droit qu'à la Diète (le Parlement) de proclamer l'état de guerre. Mais c'est au nom et pour la bureaucratie tout entière que cette dictature militaire a été instaurée, et non au bénéfice d'une quelconque caste militaire.

Le but immédiat de la contre-révolution politique qui a débuté en Pologne n'est nullement de « *défendre le socialisme* » contre la bourgeoisie ou l'impérialisme. Il est de défendre le pouvoir et les privilèges de la bureaucratie contre la classe ouvrière, de supprimer les conquêtes ouvrières de ces dix-huit derniers mois. Mais derrière ce but politique immédiat se profile un but social et économique tout aussi important pour la bureaucratie.

Par son arbitraire, sa gabegie, sa corruption, par l'incohérence et la démesure de ses projets économiques antérieurs, par son recours aux crédits capitalistes d'une ampleur irresponsable, par les coups qu'elle a portés à la planification, la bureaucratie a provoqué en Pologne la crise la plus grave qu'un Etat ouvrier bureaucratisé ait connue depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La chute de la production industrielle et agricole, la désorganisation du système des transports et de l'approvisionnement de la population en biens de première nécessité et en services sociaux de base, ont précipité une tension sociale et économique insupportable.

Quiconque gouverne la Pologne est bien obligé de prendre des mesures radicales afin de remettre de l'ordre dans la maison et de redresser la situation économique.

Mais le contenu concret de toute « réforme économique » mise en place dans le pays n'exprime pas simplement des préférences techniques ou des choix idéologiques. Il exprime des priorités politiques et sociales, fonction d'intérêts de groupes sociaux bien particuliers. La « réforme économique » que le gouvernement de la bureaucratie cherche à réaliser, avec l'appui d'une aile de la technocratie et de l'intelligentsia, devra s'effectuer *au travers d'une sévère politique d'austérité aux dépens de la classe ouvrière* : réduction brutale des revenus réels ; suppression du droit au travail, c'est-à-dire licenciements massifs dans les entreprises ; prolongation simultanée de la durée du travail ; accélération des cadences de la production.

C'est parce que la bureaucratie est parfaitement consciente du fait qu'une telle réforme est irréalisable avec une classe ouvrière organisée et libre d'exprimer son opposition, que la contre-révolution en cours cherche à la désorganiser, à l'atomiser de nouveau pour la faire taire.

À la veille du coup d'Etat, le directeur de l'Institut du marxisme-léninisme du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), Jerzy Wiatr, avait énuméré, dans une conférence faite à Cracovie et rapportée par le quotidien stalinien local *Gazeta Krakowska*, les « quatre possibilités de solution politique » de la crise polonaise. La troisième était, selon lui, « l'instauration d'un gouvernement militaire (...), pouvoir autocratique bienveillant (...), s'appuyant sur la paysannerie et les cols blancs (...) très compétents ». Passons sur la compétence. Passons aussi sur la possibilité pour le général Jaruzelski d'élargir sa base sociale par un coup d'Etat. C'est plutôt du rétrécissement de cette base qu'il s'agit. On aura parfaitement compris le projet : « S'appuyant sur la paysannerie et les cols blancs », c'est-à-dire la bureaucratie. Contre qui ?

C'est dans le même sens qu'il faut comprendre la pression que le grand capital international — en premier lieu européen — a exercée sur la bureaucratie polonaise pour qu'elle « rétablisse l'ordre » dans son pays, pour que le flux des intérêts et du remboursement de sa dette puisse de nouveau couler sans entraves dans les coffres-forts des banques occidentales. Car ces ouvriers polonais — organisant sans cesse des grèves, empêchant les gens d'en haut de vaquer à leurs dignes occupations — risquaient de semer le désordre dans toute l'Europe, avec leur folle prétention d'être les maîtres chez eux et même de gérer leurs usines et leur Etat ! Selon le quotidien bourgeois de Suède, *Dagens Industri*, du 15 décembre 1981, ces banquiers seraient même intervenus discrètement en faveur d'un « gouvernement fort », avant le 13 décembre. Le *Sunday Times* du 13 décembre a rapporté des informations similaires en provenance d'autres sources.



Rassemblement devant le local de Solidarité de Varsovie pour échanger les premières informations après le coup d'Etat du 13 décembre. (DR)

D'ailleurs, dès les négociations pour la reconduction des emprunts venus à échéance au printemps 1981, et dès les pré-négociations pour l'adhésion au Fonds monétaire international (FMI) — à la demande de la bureaucratie polonaise — en automne, les capitalistes occidentaux avaient exercé une pression pour que le gouvernement polonais « s'engage à imposer des mesures d'austérité dures à son peuple qui, il l'avoue lui-même, réduiraient le niveau de vie et augmenteraient le chômage » (*New York Times*, 29 avril 1981).

Il suffisait d'écouter la réaction de tous les « responsables » du monde, au lendemain du 13 décembre, du pape Jean-Paul II à Ronald Reagan, en passant par Helmut Schmidt, Claude Cheysson et Mme Thatcher, pour s'apercevoir jusqu'à quel point cette véritable Sainte-Alliance mondiale avait peur du potentiel de combat du prolétariat polonais, voulait permettre à la camarilla de Varsovie de poser ses bottes sur la nuque des masses polo-

naises, pour que l'ordre continue à régner en Europe, et criait aux travailleurs polonais, sous des prétextes humanitaires hypocrites : « Modération ! Modération ! Surtout pas de résistance organisée ! Surtout pas d'initiatives "irresponsables" ! »

Mais les travailleurs polonais n'ont pas écouté ces voix qui les appelaient à la capitulation et à la résignation. Forts de leur nombre, de leur organisation, du poids qu'ils occupent dans la vie sociale et économique de leur pays, conscients du fait que toute la nation vit de leur travail et de leur effort, ils ont commencé à résister, à faire grève par centaines de milliers, à occuper des entreprises, à réclamer la libération de leurs camarades arrêtés, le rétablissement de leurs libertés et de leurs droits supprimés. *Poursuivant sur la lancée de juillet-août 1980, ils ont ainsi donné un magnifique exemple de solidarité et d'action de classe à tout le mouvement ouvrier international.* Ils ont constitué un Comité national de grève. Ils s'ef-

forcent de relancer des structures syndicales élémentaires. Ils appellent à la grève générale pour le 19 décembre.

Il est trop tôt pour savoir si cette riposte exemplaire sera rapidement couronnée de succès ou s'il faudra du temps pour saper la dictature militaire de la bureaucratie. Mais une chose est certaine : l'auto-organisation de la classe ouvrière a été et reste trop large, son impact sur toute la société a été trop profond, pour que la bureaucratie puisse en venir à bout rapidement. La lutte sera longue et dure.

La classe ouvrière internationale a bien compris ce message venu de Varsovie, de Gdansk, de Cracovie, de Wrocław, de Szczecin, de Poznan, de Katowice, de Lodz, de Lublin, un message de ses frères et sœurs de classe. Elle s'est mobilisée sur une vaste échelle — avant tout en France et en Italie —, mais également dans tous les pays d'Europe capitaliste et d'Amérique du Nord, et dans plusieurs pays du Tiers Monde, pour clamer sa solidarité avec les ouvrières et les ouvriers réprimés qui se défendent avec un courage exemplaire.

Une attaque contre vos syndicats est une attaque contre nos syndicats. Vos libertés supprimées, ce sont nos libertés menacées. Un pour tous, tous pour un ! Voilà la règle d'or de la solidarité ouvrière internationale, de l'internationalisme prolétarien.

Le caractère de classe de l'action des travailleurs polonais a ainsi déterminé la nature de classe de la riposte des masses dans les pays capitalistes. Bien plus que lors de la répression de la révolution hongroise à partir du 4 novembre 1956 par les chars du Kremlin, davantage même que lors de l'invasion de la République socialiste tchécoslovaque par les armées du Pacte de Varsovie le 20 août 1968, cette riposte a eu un caractère ouvrier prononcé. Les forces bourgeoises n'ont occupé qu'une place marginale dans les manifestations de rue. Elles en ont même été, par endroits, facilement écartées.

Ceux qui sont les avocats honteux des dictatures du Chili, du Brésil, d'Uruguay, d'Argentine, ceux qui font l'apologie de la répression du peuple palestinien et ne bougent pas le moins du monde contre les militaires turcs liés à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui ont supprimé les syndicats, le droit de grève et arrêté des syndicalistes par milliers, n'ont aucun droit moral — sinon celui que s'arrogent les Tartufes — pour élever la voix contre les atteintes aux droits et libertés des travailleurs de Pologne.

La vague de manifestations de solidarité avec la classe ouvrière polonaise doit donc s'organiser en vue de maintenir sa propre indépendance de classe et sa structure pour une action de longue haleine. Elle doit rassembler — sur la base unitaire la plus large — l'ensemble du mouvement ouvrier, avant tout les organisations syndicales, pour la défense des travailleurs et des syndicalistes réprimés en Pologne.

Certaines forces social-démocrates — surtout en Allemagne, en Autriche et en Grande-Bretagne — sont effrayées par

le potentiel révolutionnaire du prolétariat polonais et cherchent pour cette raison à capituler devant le fait accompli à Varsovie. Elles le font parce qu'elles craignent l'apparition dans leur propre pays et dans leurs propres rangs d'un syndicalisme de masse autogéré comme l'est Solidarité en Pologne, c'est-à-dire contrôlé démocratiquement et dirigé par les membres eux-mêmes et non par une bureaucratie de plus en plus intégrée à leur appareil d'Etat. Elles le font parce qu'elles jouent le jeu de leur propre bourgeoisie intéressée avant tout — en période de crise et de concurrence internationales intenses — à maintenir le commerce Est-Ouest ; les impératifs de ce commerce et de cette collaboration prennent chez les forces social-démocrates, depuis longtemps, le pas sur les exigences de la solidarité internationale des travailleurs. Elles le font parce qu'elles craignent tout ce qui ébranle le *statu quo* en Europe et dans le monde. Comme si l'humanité pouvait se débarrasser du système impérialiste, avec son cortège de sang et de famine, comme si elle pouvait se débarrasser du capitalisme — dont la crise coûte déjà trente millions de chômeurs dans les seuls pays industrialisés — sans ébranler le *statu quo*.

D'autres forces social-démocrates sont amenées à participer plus directement au mouvement de solidarité, tout en cherchant à en limiter l'ampleur, la durée et le sens de classe.

Plus grave, plus criminelle est l'argumentation hypocrite des partis communistes dans les pays capitalistes — les PC français, portugais, ouest-allemand en tête —, qui font l'apologie ouverte ou camouflée de la dictature militaire de la bureaucratie établie à Varsovie. Pour ces bureaucraties, le « socialisme » continue à s'identifier avec les intérêts de la caste au pouvoir au Kremlin ; les partis-Etats de l'Est continuent à « représenter la classe ouvrière », même quand celle-ci leur crache son mépris et sa haine au visage ; le bilan est « globalement positif », même celui de gens qui piétinent les droits des travailleurs et font tirer sur les grévistes ...

Il semblerait d'ailleurs — d'après ces PC — que ce soit la victime qui ait « provoqué » le bourreau en élaborant des « plans insensés » de riposte à la proclamation prévue de l'état de siège. C'est l'éternel argument de tous les flics du monde : si vous vous tenez tranquille, il ne sera pas nécessaire de vous réprimer ! Il faudrait croire, en outre, que la répression des libertés syndicales en Pologne serait une pure « affaire intérieure ». Bonne nouvelle pour les dictateurs qui mettent le Salvador et le Guatemala à feu et à sang, pour les candidats putchistes en Espagne : ils peuvent y aller, on ne se mêlera pas de ce qui se passe dans leur pays. A la fière devise de Marx et d'Engels, « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* », ces staliniens et leurs émules substituent maintenant le lâche mot d'ordre : « *Prolétaires de tous les pays, ne vous mêlez pas des affaires qui ne concernent pas vos pays respectifs !* » Ainsi vous serez battus les uns après les autres, puis tous conduits impuissants à l'abattoir ...

Les partis communistes qui se sont engagés dans l'orientation dite « euro-communiste » de manière plus durable, avant tout les PC italien et espagnol, ont condamné le coup d'Etat militaire et la répression anti-syndicale en Pologne. Mais ils se refusent à appuyer la résistance des travailleurs et d'en appeler à soutenir Solidarité. Ils proposent des solutions de conciliation du type « *Union nationale* ».

Il ne faut pas s'y tromper : c'est dans un même et seul élan que les travailleurs du monde s'opposent à l'intervention militaire en Pologne, qu'ils s'opposent aux préparatifs d'intervention impérialiste contre la révolution en Amérique centrale, qu'ils se mobilisent par millions contre l'escalade de la course aux armements nucléaires.

C'est dans de telles actions que la classe ouvrière internationale fait l'apprentissage de sa politique internationale de classe qu'elle doit opposer à la politique internationale du capital, si elle veut être capable d'arrêter la marche vers la troisième guerre mondiale nucléaire. Une classe ouvrière capable de défendre ses intérêts politiques internationaux, capable d'élan internationaliste, est une classe ouvrière capable d'empêcher la guerre. Une classe ouvrière incapable de réagir aux événements internationaux, absorbée par ses seules préoccupations « nationales » immédiates, est une classe ouvrière en voie de démobilisation et de dépolitisation, incapable de s'opposer aux crimes du capital et de la bureaucratie à l'échelle mondiale. Ce serait la voie ouverte à l'holocauste mondial.

C'est pourquoi, en nous mobilisant aujourd'hui pour la défense des travailleurs polonais, sur l'échelle la plus vaste et le plus unitairement possible, nous ne défendons pas seulement la révolution polonaise et nos frères et sœurs de classe de Pologne. Nous luttons également pour nos propres intérêts, pour ceux des travailleurs de tous les pays — à commencer par ceux de l'Union soviétique —, nous luttons pour les intérêts et pour l'avenir de toute l'humanité.

— Solidarité avec les travailleurs polonais !

— A bas la dictature militaire de la bureaucratie !

— Libération immédiate de tous les syndicalistes, de tous les intellectuels arrêtés, de tous les prisonniers politiques de Pologne !

— Rétablissement du droit de grève, de la liberté d'action de Solidarité, de tous les droits et libertés politiques et civils du peuple polonais !

Vive la solidarité internationale des travailleurs de tous les pays, avec toutes les luttes de libération, dans toutes les nations, en défense de tous les exploités et opprimés, qui ne forme qu'un seul et même combat pour le monde socialiste de demain ! ■

Secrétariat unifié (SU)
de la IVe INTERNATIONALE
Jeudi 17 décembre 1981.

La résistance au coup de force du général Jaruzelski

Cyril SMUGA

Près de trois semaines après le putsch du 13 décembre, la Pologne reste coupée du monde : le téléphone et le télex n'ont pas été rétablis, très peu de voyageurs traversent les frontières. Le courrier est soumis à la censure, les lettres arrivent découpées ou noircies, barrées d'un tampon « *Ocenzurowano* » (a été censuré). A l'intérieur du pays, les télécommunications n'ont pas non plus été rétablies et il est toujours interdit de se déplacer en dehors des limites du département. Dix jours après la proclamation de l'« état de guerre », Radio-Varsovie annonçait qu'il était dorénavant permis aux citoyens polonais d'envoyer des cartes postales, « à condition qu'il y ait un caractère d'urgence manifeste ». La population reste soumise au couvre-feu. L'armée et la milice restent présentes 24 heures sur 24 dans les rues comme sur les routes.

Il est évident, dans ces conditions, que les informations en provenance de la Pologne sont incomplètes et sujettes à caution. La bureaucratie elle-même cherche à désinformer, laissant se répandre des rumeurs qu'elle dément après avoir laissé passer plusieurs jours. Les rares sources d'informations qu'étaient les convois internationaux d'aide et les voyageurs étrangers revenant de Pologne, se tarissent. A la veille du nouvel an, l'armée a même été jusqu'à réquisitionner un convoi de poids lourds transportant de l'aide en provenance de RFA, ne laissant pénétrer sur le territoire polonais aucun des accompagnateurs.

Mais, même les informations tronquées diffusées par Radio-Varsovie et par la presse aux ordres laissent transparaître une résistance importante au coup d'Etat. L'ampleur de la répression également ...

UN COUP D'ETAT PRÉVU DE LONGUE DATE

Le 1er septembre 1939, les armées nazies ont pénétré sur le territoire de la Pologne, sans déclaration de guerre, lit-on dans les manuels d'histoire des écoliers polonais. Dans la nuit du 12 au 13 décembre 1981, la bureaucratie a engagé la guerre contre les travailleurs polonais, sans sommation, pourrait-on écrire, pour paraphraser les cours d'histoire. Mais cette guerre a été préparée longtemps à l'avance. Dès le printemps 1981, des militaires ont commencé à occuper les fauteuils ministériels, à remplacer certains préfets de *voïvodie* (régions). En mars-avril, selon

les informations de la BBC, un système de télécommunications militaire a été testé, avec l'appui des armées du Pacte de Varsovie. En novembre, il a été remis en place.

Simultanément, des opérations d'épuration du contingent ont commencé. En septembre, une majorité des appelés devant être incorporés à l'armée ne l'ont pas été : on craignait trop que, ayant vécu durant un an la lutte de Solidarité, militants syndicaux ou étudiants, ils ne soient un frein aux préparatifs du coup de force.

Dans le même temps, la durée du service militaire était prolongée pour ceux qui étaient arrivés au terme de leur service. Fin octobre enfin, des « groupes opérationnels » de l'armée étaient envoyés pour quadriller le pays, recueillir les informations, tester l'attitude de la population, aider à l'établissement des listes de suspects. Quelques semaines plus tard, les mêmes « groupes opérationnels » pénétraient dans les usines, officiellement pour « aider » à leur bon fonctionnement.

Premier ministre, premier secrétaire du POUP, chef de l'armée, le général Jaruzelski disposait des pleins pouvoirs. Il les a mis à profit pour tenter de restaurer la domination bureaucratique ébranlée par l'apparition sur la scène politique du syndicat indépendant Solidarité, fort de la légitimité que lui conféraient ses dix millions de membres et le soutien de la majorité de la population.

Une coexistence entre la dictature bureaucratique et une telle organisation indépendante de la classe ouvrière n'était pas possible à long terme. Pour rétablir l'entière du pouvoir bureaucratique, il fallait briser les liens tissés entre les travailleurs, casser leur organisation, créer un climat de peur et de suspicion : c'est cela qu'est en train de faire l'armée polonaise, aidée par la milice et les commandos de supplétifs, créés ici et là par l'appareil du POUP et des « syndicats de branche » — nouvelle appellation de la très ancienne courroie de transmission « syndicale » du POUP.

NOMBREUSES GREVES MALGRÉ LA RÉPRESSION

Dès la nuit du samedi 12 au dimanche 13 décembre, la plupart des dirigeants connus de Solidarité — tant au niveau national que régional et d'entreprise — étaient emprisonnés. Conduits dans les prisons et des camps d'internement sommairement aménagés, ils subissaient un

traitement digne des pires excès des coups d'Etat militaires.

« *Dans la cour, nous étions des dizaines rassemblés* », raconte une des personnes arrêtées, dans un témoignage diffusé par l'AFP. « *Beaucoup en pyjama et en manteau, comme moi, arrachés de leur lit. Nous sommes restés ainsi 14 heures d'affilée, obligés à rester debout, dans un froid terrible. Il faisait — 15 degrés. Ils nous avaient mis des menottes, les mains attachées derrière le dos pour certains. (...) Nous n'avions pas le droit de parler, il y avait des femmes qui pleuraient, on leur avait pris leurs enfants pour les conduire à l'orphelinat. (...) Au beau milieu de la nuit, de nouveaux prisonniers sont arrivés. Je les ai vus : plusieurs avaient été sauvagement battus, certains étaient transportés sans connaissance ...* »

Malgré la répression et le traumatisme du coup d'Etat, le lundi 14 au matin, nombre d'usines ont fait grève. Les informations manquent pour déterminer avec précision l'étendue de cette première vague de résistance. Mais l'on sait que la plupart des grands bastions ouvriers — les chantiers navals de Gdansk, Gdynia, Szczecin, Cegielski de Poznan, Polski-FIAT FSO, l'aciérie Huta Warszawa, la fabrique de tracteurs Ursus de Varsovie, le complexe sidérurgique Huta Lenina de Cracovie, celui de Huta Katowice, l'aciérie « Baildon », les mines de Silésie, l'usine d'avions WSK de Swidnik, Pafawag, l'usine de wagons de Wroclaw, etc. — étaient en grève.

Radio-Varsovie a annoncé également la condamnation à des peines de trois ans à trois ans et demi de prison, pour « avoir poursuivi, le lundi 14 décembre, leurs activités syndicales, organisé et dirigé une grève », de syndicalistes de toutes petites unités périphériques, telles l'Institut d'arboriculture de Kornik, le Centre de réhabilitation et d'orthopédie infantile de Nowy Sacz, etc. Cela permet de penser que le mouvement de grève était très largement suivi les premiers jours après le putsch.

Les structures de Solidarité, détruites, ont fait place à des réseaux de résistance, centrés sur les entreprises les plus importantes, tant que celles-ci étaient en grève, puis clandestins.

Deux dirigeants de Solidarité de la région de Varsovie, Z. Janas, président de la commission d'entreprise d'Ursus et W. Kulerski, vice-président de Solidarité de Varsovie, qui avaient échappé aux rafles, écrivaient, le mercredi 16 : « *Faut-il répondre par un silence approbateur, qui*



Les chantiers navals « Lénine » de Gdansk occupés par les travailleurs au lendemain du putsch. (DR)

fera de nous des esclaves, des bêtes de trait, ou bien faut-il signifier notre refus ? Répondre à cette question, c'est tester notre solidarité. » Et ils proposaient de refuser partout le travail, de ne céder que devant la contrainte physique, pour reprendre la grève passive dès que la pression se relâcherait. Ils appelaient à la création de caisses d'entraide, pour rétablir les liens de confiance et réagir devant le traumatisme du coup d'Etat.

Un Comité national de grève a été fondé par les quelques dirigeants nationaux de Solidarité qui ont échappé à la rafle de la Commission nationale (KK) réunie à Gdansk. Il a appelé à la grève générale pour le samedi 19 décembre. Peu d'informations ont filtré sur la réalité de ce mouvement.

UN MOUVEMENT PLEIN DE DÉTERMINATION

L'agence soviétique Tass parlait seulement d'un cinquième de travailleurs polonais en grève, deux jours plus tard, mais l'information ne peut être considérée comme fiable. Dans la journée du samedi 19, Radio-Varsovie annonçait par contre la réquisition des travailleurs des usines, les unes après les autres, rappelant que « la loi martiale s'appliquera avec toute sa rigueur » à ceux qui ne répondraient pas à l'ordre de réquisition. Il s'agissait — bien sûr — de lutter contre la ... neige, et non contre la grève ...

Le même jour, la radio annonçait que 7 mineurs avaient été tués et 39 autres blessés deux jours auparavant, dans la mine « Wujek » de Katowice, lorsque les forces de l'ordre avaient évacué les grévistes. Les mineurs auraient « attaqué » les forces de l'ordre « par des jets de pierres, à coups de pic et de hache ».

A Gdansk et à Varsovie, des manifestations ont été dispersées par la police, le jeudi 17. A Gdansk, toujours de source officielle, 164 « civils » et 160 miliciens auraient été blessés.

Après l'annonce de l'intervention armée contre les mineurs en grève de « Wujek », les grèves se sont durcies. Dans les mines, à « Piast » et à « Zimowit » — toujours selon l'agence Tass —, les grévistes se sont retranchés au fond, menaçant de faire sauter la mine. Selon *Wiadomości*, le bulletin de Solidarité de la région de Varsovie, il en était de même dans la mine « Manifest Lipcowy ». Le complexe sidérurgique « Huta Katowice » était également occupé, bien que la radio polonaise y ait annoncé par deux fois l'arrêt de la grève. Le mercredi 23 décembre, selon Radio-Varsovie, l'armée a « utilisé le matériel lourd » pour déloger les occupants. 300 travailleurs auraient été arrêtés à la suite de cette intervention. Les ouvriers avaient utilisé des camions et des wagons de chemin de fer pour se barricader. Ils publiaient régulièrement un journal de grève, *Wolny Związkowiec* (le Syndicaliste libre, bulletin qui avait été suspendu par la censure en octobre). Six jours après, Radio-Varsovie annonçait, citant le directeur de « Huta Katowice », que 70 % des ouvriers étaient au travail.

Le lundi 28 décembre, Radio-Varsovie indiquait que « la dernière grève », celle de la mine « Piast » de Tychy, était terminée. Les mineurs auraient annoncé par téléphone, depuis le fond de la mine, que le comité de protestation s'était dissous et qu'ils étaient prêts à remonter.

Le lendemain, les militaires clamaient : c'est le premier jour sans grève depuis quinze mois ...

Cependant, nombre d'entreprises ont été fermées après que l'armée et la milice aient délogé les travailleurs qui les occupaient. C'est en particulier le cas des chantiers navals « Lénine » de Gdansk, « Commune de Paris » de Gdynia, « Warski » et « Parnica » de Szczecin. Les travailleurs y avaient repris la grève — passive, sans occupation — dès qu'on les avait rappelés au travail. Et cela plusieurs fois de suite. Face à la détermination des ou-

vriers, les bureaucrates ont eu recours au lock-out. Le travail dans ces entreprises ne devait reprendre que le lundi 4 janvier.

Mais l'arrêt des grèves n'est pas — loin de là — l'arrêt de la résistance. Si Radio-Varsovie s'est vantée de l'arrestation des membres du Comité national de grève, d'autres structures clandestines se mettent en place. A Varsovie, Solidarité a publié et diffusé largement au moins quatre communiqués depuis la nuit du coup d'Etat, contenant des informations de la résistance dans plusieurs régions du pays. De plus, Zbigniew Bujak, président de Solidarité de la région de Varsovie, a réussi à s'échapper lors d'un transport de prisonniers, et est passé dans la clandestinité. En Silésie également, une « Organisation de résistance Solidarité-Silésie » a diffusé « les quinze commandements de la résistance passive ». Fait important, deux jours plus tard, ce tract était diffusé à Varsovie, distant de quelque 350 kilomètres.

« En cas de grève, ne crée pas de comité de grève ; il ne faut pas qu'il y ait de leader », y lit-on. « Travaille lentement, critique le désordre et l'inefficacité des chefs, laisse toutes les décisions aux commissaires militaires et aux collabos. (...) Crée le vide autour des salauds. (...) Suis à la lettre les instructions les plus idiotes. (...) La stupidité des règlements est ton alliée la plus sûre. Souviens-toi en même temps d'aider dans chaque situation ton camarade de travail ou ton voisin sans te soucier des règlements. (...) Prends le plus souvent possible des congés-maladie. Boycotte ouvertement les collabos. (...) Aide les familles des arrêtés et de toutes les victimes. Crée dans ton entreprise des caisses d'aide sociale. Peins des slogans sur les murs, colle les affiches, distribue les tracts et les écrits indépendants. »

Le texte caractérise enfin la lutte de libération nationale, pour les libertés civiles et syndicales.

Cette résistance passive organisée semble porter des fruits : durant une semaine, les 15 000 travailleurs de la fabrique de tracteurs d'Ursus n'ont produit ... qu'un seul tracteur. A Poznan, selon Solidarité Varsovie, les ouvriers de Cegielski sabotent la production. Enfin, les autorités ont dû reconnaître que le niveau de la production était — alors que, « pour la première fois depuis quinze mois, il n'y a pas de grève » — plus bas qu'à la veille du putsch ...

PAS DE COMPROMIS POSSIBLE

Dans cette situation, la bureaucratie agit sur deux fronts :

— d'une part, la répression s'abat lourdement sur les militants syndicaux emprisonnés — le procureur a fait appel de toutes les peines prononcées qui étaient inférieures à trois ans !

— de l'autre, il affirme sa volonté d'ouverture et de démocratie, remplaçant les proclamations « socialistes » par un discours de plus en plus ouvertement nationaliste. C'était jeudi, le 31 décembre encore, la tonalité du discours du président du Conseil d'Etat, Henryk Jablonski (officiellement la plus haute autorité ...), diffusé largement à la radio et à la télévision.

La bureaucratie cherche ainsi à semer

le doute et la confusion, tout en intimidant ceux qui voudraient résister. Dans ces manœuvres, elle utilise largement les tergiversations de la hiérarchie catholique. Celle-ci, soucieuse de préserver le degré de liberté dont elle disposait avant août 1980, lorsque les associations, revues et maisons d'édition catholiques étaient les seuls lieux d'activité indépendants de la bureaucratie. Cela a constitué un acquis et une force pour l'épiscopat polonais, lui permettant de regrouper autour de l'Eglise non seulement les croyants, mais encore nombre de laïcs qui y ont vu un espace échappant au strict contrôle de la bureaucratie.

Aujourd'hui, la hiérarchie catholique cherche, en parlant d'un compromis possible et en posant en même temps des conditions inacceptables pour la bureaucratie (la levée de l'« état de guerre ») à se préserver de tous les côtés. D'une part, elle espère sauvegarder sa place dans le jeu institutionnel, de l'autre, son influence sur les masses.

Mais ces tentatives de compromis sont illusoire : la bureaucratie se doit, pour mener à bien son putsch, de briser les travailleurs et leur résistance. Pour cela, elle est amenée à aller de plus en plus loin dans la répression. L'annonce des procès, le chiffre sans cesse plus élevé des emprisonnés qu'elle reconnaît (d'abord 1 000, puis 3 500 et maintenant 5 500), les menaces de réquisition chez les paysans, en témoignent. Mais, ce faisant, elle

accroît le rejet massif du nouvel ordre par la population, refus qui se retourne contre tous ceux qui tentent de pactiser avec lui.

Les récentes mesures économiques annoncées — autofinancement des entreprises, réduction des rations alimentaires, hausse faramineuse des prix industriels (1) — démasquent le projet de la bureaucratie de s'en prendre au niveau de vie des travailleurs. Ces mesures signifient en effet une réduction radicale des salaires, si elles sont pleinement appliquées. De plus, une libération des prix de détail — on prévoit des hausses de l'ordre de 300 à 400 % — a été introduite.

En février 1971, après avoir « pacifié » les grèves de la Baltique, Edward Gierk a dû reculer devant les grèves de femmes qui protestaient contre la baisse du niveau de vie. A l'époque déjà, le général Jaruzelski était un des principaux personnalités de la bureaucratie. ■

Cyril SMUGA
Samedi 2 janvier 1982.

1. Il s'agit des prix de gros auxquels les entreprises achètent les matières premières et produits intermédiaires indispensables à la production. Par exemple, le pétrole brut passe de 2 000 zlotys la tonne à 13 400 ; le charbon, de 467 zlotys la tonne à 1 870 ... La hausse touche la plupart des produits dérivés du gaz, du pétrole, du charbon, les métaux, le bois, les matériaux de construction, etc. Ces hausses sont entrées en vigueur le 1er janvier.

POLOGNE

Le mouvement ouvrier international aux côtés de "Solidarnosc"

Jacqueline ALLIO

Les réactions à chaud qui ont suivi l'annonce du coup d'Etat du 13 décembre en Pologne ont montré l'immense sensibilité qui existait au sein de la classe ouvrière des pays occidentaux face à la lutte des travailleurs polonais. Tous ceux qui, depuis seize mois, voyaient dans Solidarité un espoir et un exemple pour le prolétariat du monde entier sont descendus dans la rue pour crier leur indignation et manifester leur soutien au mouvement de résistance qui s'est engagé.

Après les premières manifestations spontanées qui ont rassemblé des milliers de travailleurs dès le dimanche 13 décembre dans la plupart des grandes villes européennes comme sur d'autres continents (voir *Inprecor* numéro 115, du 21 décembre 1981 et encart ci-après sur les réactions en Australie), la mobilisation devait se poursuivre de manière intensive durant toute la semaine suivante.

Plus de 50 000 personnes à la mani-

festation de Paris du lundi 14 appelée par les grandes confédérations syndicales (à l'exception de la CGT). 20 000 à Rome le mardi 15 à l'appel de l'ensemble des directions syndicales. 10 000 le jeudi 17 à Stockholm où la direction régionale de Stockholm de la centrale syndicale LO était co-organisatrice de la manifestation avec le Comité Solidarité-Pologne. 2 500 à Vienne et 2 000 à Copenhague le lundi 14, 1 000 à Lisbonne le lendemain, etc.

L'ampleur des mobilisations a en général été à la mesure de l'appui plus ou moins décidé que les directions des organisations du mouvement ouvrier ont apporté à ces initiatives. A l'exception des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne où le caractère massif des manifestations (15 000 à Londres) a été dû à une forte participation des communautés polonaises, avec une tonalité anti-communiste indéniable, il importe de souligner le caractère de classe et la composition avant tout ouvrière de la plupart de ces mobilisations.

LES PARTIS COMMUNISTES FACE AU PUTSCH

La répression brutale exercée par la dictature militaire et la violation insupportable des libertés démocratiques que représente la mise hors-la-loi de Solidarité devaient entraîner des réactions viscérales chez la plupart des travailleurs et provoquer des clivages sans précédent au sein du mouvement ouvrier.

Non seulement en France (voir encadré) où les événements polonais sont à l'origine de fissures profondes au sein de la CGT et du PCF, mais aussi au Portugal où, malgré les violentes déclarations du PCP soutenant à fond le général Jaruzelski, on a vu plusieurs directions nationales de la CGTP, la centrale étroitement liée au PCP, affirmer leur soutien à Solidarité et adopter des résolutions en rupture totale avec les positions de leur direction. Sous la pression du mouvement, la direction de la CGTP devait d'ailleurs infléchir son attitude, passant

de déclarations où elle justifiait le coup d'Etat à une position plus nuancée affirmant son attachement aux libertés syndicales.

En Italie également, après les déclarations très molles de la direction du PCI, « très alarmée par les mesures du gouvernement polonais » mais dénonçant par la même occasion les positions des extrémistes de tous les camps et prêchant l'unité nationale, le discours de Luciano Lama, dirigeant de la CGIL et membre du Bureau politique du PCI, lors de la manifestation centrale à Rome, a montré que l'attitude à adopter était loin de faire l'unité au sein de la plus haute instance du parti. « Je veux dédier la dernière partie de mon discours à mes camarades communistes, ces camarades qui n'ont pas eu le courage de condamner sans équivoque et sans réserve le coup d'Etat en Pologne, tout à fait équivalent à une invasion de l'extérieur. Il n'est pas possible de mettre en parallèle d'éventuelles erreurs de Solidarité avec ce coup d'Etat. (...) Quel type de socialisme peut bien défendre un régime qui met hors-la-loi 9 millions de travailleurs ? Nous ne voulons pas d'un régime de cette sorte », devait-il déclarer dans son allocution finale face aux 20 000 travailleurs descendus dans la rue.

L'éditorial de l'Unità, le quotidien du PCI, du mardi 14 décembre, affirmait pour sa part que ce coup d'Etat représentait un échec sans appel de la direction du POUP, montrant son incapacité à mener à bien la ligne de « renouveau » : « Si les groupes dirigeants des pays de l'Est ne comprennent pas les aspirations à la démocratie des travailleurs, les processus de renouvellement et d'émancipation — surtout dans ces pays hautement développés — finiront inévitablement par entrer en conflit avec la réalité même du socialisme réellement existant », ajoutait-il dans une phrase alambiquée.

Du coup, Enrico Berlinguer durcissait le ton à l'égard du POUP dans son apparition à la télévision le soir même de la manifestation, affirmant qu'il n'y avait plus d'espoir du côté du socialisme à l'Est et qu'il faudrait chercher ailleurs d'autres formes véritablement démocratiques.

La révolution polonaise a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire de la crise des partis communistes occidentaux. Les craquements et les ruptures qui se font jour dans les sphères les plus élevées de ces partis et des syndicats qu'ils contrôlent sont l'expression du refus d'un nombre toujours plus grand de militants de la base de suivre leurs directions sur le chemin de la trahison des intérêts du prolétariat.

LES SOCIAUX-DEMOCRATES ET LA POLOGNE

Quant aux directions social-démocrates, si elles s'en tirent mieux du fait de la démagogie affichée par la plupart d'entre elles, elles n'échappent pas aux critiques de leur base, impatiente de voir les déclarations tonitruantes des premiers jours suivies de si peu d'effets concrets.

En Allemagne fédérale, par exemple, la direction du DGB — la puissante centrale syndicale inféodée au SPD — a déclaré sa sympathie pour le syndicat indépendant Solidarité dès le lundi 14 (en soulignant néanmoins que la résolution de la crise était l'affaire du peuple polonais). Mais il a fallu l'action des Comités Solidarité avec Solidarnosc, impulsant les premières manifestations et les interpellations de directions nationales comme celles de l'IG Metall ou de directions régionales du DGB comme celle de Francfort, enjoignant la direction centrale d'appeler à des manifestations dans tout le pays et de soutenir celles qui étaient déjà prévues, pour que Vetter, le président du syndicat, émette des déclarations qui ne coûtent rien en annonçant — avec seulement quinze jours de retard — la mise en place d'un Comité de soutien au peuple polonais.

La passivité des directions syndicales dans les pays où le mouvement ouvrier est dominé par la social-démocratie explique que cette dernière apparaisse comme minoritaire dans les campagnes engagées, comme c'est le cas en Allemagne, où l'action des Eglises, des organisations de droite et de l'émigration polonaise anti-communiste occupe de plus en plus de place dans les mass media.

De même, en Grande-Bretagne, l'absence du Labour Party et des syndicats dans les manifestations organisées au lendemain du coup (ils s'étaient contentés d'y déléguer un porte-parole) a laissé le champ libre à la droite. En conséquence, à l'exception des cortèges organisés par l'extrême gauche, le courant socialiste est apparu comme extrêmement minoritaire dans la mobilisation.

Quant aux bureaucrates belges de la centrale syndicale FGTB, ils se sont donnés bonne conscience en appelant le vendredi 18 à une grève d'une heure dans tout le pays. Mais l'heure comme le jour choisis — 16 heures, à la veille du week-end — de même que le cynisme de la direction qui n'a rien fait pour mobiliser, explique que les manifestations régionales qui devaient être le point culminant de cette heure d'arrêt de travail n'aient pas rassemblé plus de 5 000 personnes dans tout le pays. A peine plus, autrement dit, que les premières mobilisations appelées à l'initiative des Comités 1er-Mai dès le dimanche 13.

L'EXEMPLE DES DOCKERS D'AARHUS

Dès lors, rien d'étonnant à ce que le nombre d'initiatives concrètes prises jusqu'ici au sein de la classe ouvrière pour soutenir le mouvement de résistance des travailleurs polonais ait été aussi limité. L'exemple des dockers d'Aarhus au Danemark fait pour l'instant figure d'exception. Ces derniers se sont en effet mis en grève durant quatre jours pour protester contre la venue dans leur port d'un bateau polonais dont le chargement avait été effectué en Pologne par des travailleurs ayant chacun un fusil dans le dos. Les dockers d'Aarhus ont notamment exi-

gé de la direction nationale de leur syndicat qu'elle prenne la tête de la mobilisation. Et leur action n'a pas été sans effet dans la mesure où le mouvement ouvrier danois tend à s'affirmer plus clairement dans une campagne qui, au départ, était surtout marquée par les initiatives des organisations humanitaires. Aujourd'hui, les directions syndicales protestent non seulement contre le coup d'Etat mais critiquent ces mêmes associations humanitaires qui organisent des convois alimentaires pour la Pologne sans se préoccuper de savoir s'ils seront véritablement distribués à la population laborieuse.

UNE PREMIERE TACHE : INFORMER

La passivité des directions syndicales n'est toutefois pas le seul obstacle à surmonter pour que puisse se développer une mobilisation de masse dans les pays occidentaux. L'une des tâches essentielles de ceux qui sont à la tête du mouvement de solidarité avec les travailleurs polonais doit consister à informer la classe ouvrière de leur pays de la nature véritable du syndicat Solidarité et de la lutte qu'il a menée depuis août 1980. Car la désinformation pratiquée systématiquement par la presse des partis communistes durant toute cette période n'est pas sans avoir laissé quelques traces dans la tête des travailleurs : on a pu le constater en Italie, notamment, où la faible ampleur des manifestations régionales, pourtant organisées unitairement à l'appel des syndicats, tenait notamment à la défiance de nombreux ouvriers italiens face à un syndicat qu'ils considéraient comme manipulés par l'Eglise catholique et dont ils avaient les plus grands doutes qu'il poursuivait des objectifs de classe.

L'un des éléments d'explication de l'absence quasi totale de réaction de la part, non seulement de la direction des Commissions ouvrières (CCOO) espagnoles, mais de la base de ce syndicat, réside également dans un anticléricalisme assez primaire auquel il faut répondre par une contre-information sur la nature et les objectifs réels de Solidarité.

POUR L'UNITE D'ACTION

D'une manière plus générale, la mobilisation pour le soutien à la résistance des travailleurs polonais impose une bataille pour l'unité d'action des diverses forces du mouvement ouvrier, que ce soit à propos des actions engagées pour l'aide alimentaire et le soutien financier à Solidarité, ou à propos des commissions d'enquête et des initiatives de parrainage visant à établir des liens directs avec les travailleurs polonais de telle ville, telle branche ou telle entreprise. L'exemple même de Solidarité — syndicat unique rassemblant en son sein 10 millions de travailleurs — est un puissant levier pour lutter contre la division et la dispersion des forces et répondre aux demandes d'aide adressées au mouvement ouvrier occidental par les représentants de Solidarité à l'étranger.

La solidarité des travailleurs français

Depuis le coup d'Etat militaire, c'est sans aucun doute en France que s'est développée, à l'échelle européenne, la campagne de solidarité la plus massive. Cela tient bien sûr à une situation favorable, compte tenu des positions adoptées par le gouvernement Mitterrand-Mauroy dont les déclarations — pour formelles qu'elles soient et au-delà des bavures de divers ministres — constituent un encouragement à la mobilisation de la classe ouvrière, contrairement à ce qui se passe en Allemagne fédérale, par exemple, où le chancelier Schmidt a décidé une fois pour toutes qu'il s'agissait d'une affaire intérieure à la Pologne et qu'il ne fallait surtout pas s'en mêler.

Mais l'ampleur de la mobilisation tient surtout au développement du mouvement de solidarité dès avant le coup d'Etat. Le très grand nombre de délégations syndicales ou d'entreprises qui s'étaient rendues en Pologne depuis août 1980, en général à l'initiative des militants les plus combattifs dans les syndicats, a constitué un levier pour impulser la riposte et affirmer — souvent de manière unitaire — le soutien des ouvriers français aux travailleurs polonais.

Les positions de pointe adoptées par la direction de la CFDT et l'unité qui s'est faite entre les principales centrales syndicales (à l'exception de la CGT) à l'occasion de diverses initiatives, sont elles aussi à mettre au compte de la pression exercée par les manifestations spontanées organisées un peu partout en France dès le dimanche 13 décembre.

Depuis lors, on a vu surgir dans la plupart des villes des comités de base ou des collectifs intersyndicaux en soutien au peuple polonais, mettant sur pied meetings et rassemblements, organisant ventes d'affiches et collectes de fonds afin de venir en aide au mouvement de résistance à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Les lycéens en particulier ont souvent été les premiers à descendre dans la rue, non seulement à Paris, mais dans des villes moyennes comme Meaux, Melun, etc. Dans beaucoup de milieux, des comités *ad hoc* se sont créés, tel celui des juristes réunissant des militants de toutes les organisations de gauche (PC compris) ainsi que des représentants du Syndicat des avocats de France (SAF) et du Syndicat de la magistrature (SM) et qui se donne pour tâche de

constituer des commissions juridiques capables de venir en aide à tous ceux qui sont victimes de procès.

L'un des aspects décisifs dans cette mobilisation a trait aux positions adoptées — en rupture avec la direction confédérale de la CGT — par plusieurs fédérations nationales de ce syndicat et par un nombre impressionnant de syndicats régionaux et de sections syndicales locales. Les directions nationales des finances, du syndicat des marins, de celui des officiers et capitaines de la marine marchande, du spectacle, des journalistes, de la police et du personnel pénitentiaire d'une part, qui s'étaient déjà démarquées de la politique de Séguy par le passé, notamment sur la question de l'unité PS-PC lors de la campagne présidentielle, mais aussi des instances syndicales comme la Fédération régionale des mineurs de fer et de sel de Lorraine, l'Union syndicale des métaux d'Angers, l'intersyndicale CGT-CFDT-FO d'Elf-France national, les dockers de Saint-Nazaire ou la Compagnie de raffinage de La Mède, sans compter les dirigeants d'une vingtaine d'usines de la métallurgie de Longwy, dont l'attitude jusqu'ici était de suivre sans discussion la ligne du Bureau confédéral. Il faut souligner, en outre, que le nombre important d'entreprises de la métallurgie et de la chimie (dont diverses usines des trusts Renault, Shell, Thompson, Pechiney-Ugine-Kuhlmann) représente un phénomène nouveau qui témoigne de la profondeur de la crise traversant les rangs du PC et de la CGT. La participation de très nombreux contingents CGT à la manifestation massive du lundi 14 décembre à Paris comme dans d'autres villes de province, de même que le meeting prévu le 12 janvier à la Bourse du Travail de Paris à l'appel de la coordination syndicale « CGT pour Solidarité » exprime le refus d'innombrables militants de ce syndicat de suivre leur direction au moment où celle-ci, par ses silences et ses mensonges, tente de nier la véritable dimension de la lutte des travailleurs polonais qui, depuis plus d'un an, ont bien montré qu'ils se battaient pour l'établissement d'un système socialiste, autogestionnaire et démocratique.

J. A.

Samedi 2 janvier 1981.

LE ROLE DES COMITÉS DE SOLIDARITÉ

Dans ce sens, les comités de solidarité avec *Solidarnosc* — quel que soit leur nom — ont un rôle essentiel à jouer. Non pour se substituer aux forces syndicales, seules à même d'impulser des mobilisations ayant un véritable caractère de masse, mais comme structures dont les initiatives sont susceptibles de forcer les réticences des directions du mouvement ouvrier à s'engager dans l'action et de donner l'exemple concret de ce qui peut être fait dans l'immédiat pour soutenir le mouvement de résistance en Pologne.

Ces comités ont d'ailleurs connu un développement fulgurant depuis le coup d'Etat militaire du 13 décembre. En France, où on n'en comptait que moins d'une dizaine avant cette date, il en existe aujourd'hui dans la plupart des villes importantes — une cinquantaine ayant déjà été recensés pour la seule région parisienne,

qu'il s'agisse de comités de quartiers, d'entreprises, de facultés ou de lycées.

En Belgique également, de tels comités se sont constitués dans les principales villes et ils envisagent d'organiser un meeting central pour la troisième semaine de janvier. Même chose en Allemagne fédérale, où la coordination nationale des comités, qui existait dès avant le coup d'Etat, organisera une semaine d'action avec Solidarité à la mi-janvier et mène dès à présent une offensive en direction des syndicats pour que ceux-ci engagent une campagne de parrainage visant à recueillir un maximum d'informations sur la situation des travailleurs emprisonnés ou internés et à forcer les militaires au pouvoir à les libérer.

En Suède, il existe aujourd'hui une quinzaine de comités dans diverses villes et celui de Stockholm a dû se subdiviser en huit comités sur la ville, pour faire face à l'affluence des participants. Ceux du Portugal, pour leur part, ont choisi les da-

tes des 29 et 30 janvier comme premier point culminant de la campagne qu'ils ont engagée. En Espagne, enfin, où la campagne ne fait que démarrer, on a pu constater l'importance des initiatives prises par de tels comités à l'occasion du premier meeting d'importance qui s'est tenu à Barcelone le 23 décembre en présence de 400 personnes à l'initiative du Comité Solidarité avec Solidarnosc, d'intellectuels et de quelques organisations d'extrême gauche.

Par la propagande et le travail d'information qu'ils effectuent — notamment au travers des bulletins que sortent la plupart d'entre eux —, ces comités peuvent être un levier pour les militants syndicaux qui cherchent à impulser le débat dans leurs organisations et qui ont besoin de pouvoir s'appuyer sur des propositions d'action concrètes pour imposer l'existence de collectifs intersyndicaux pour la Pologne sur leur lieu de travail.

Quel qu'ait été le caractère peu re-

présentatif de la coordination internationale des comités de solidarité avec Solidarnosc qui s'est tenue le dimanche 20 décembre à Paris, les trois axes de mobilisation qui ont fait l'accord de tous les participants à cette réunion, comme perspectives immédiates de mobilisation, peuvent être repris dans tous les pays. Cette coordination s'est en effet prononcée pour :

— « un accroissement de l'aide alimentaire et sanitaire au peuple polonais, distribuée par Solidarnosc et, aujourd'hui, par la seule organisation légale indépendante du pouvoir, l'Eglise, ainsi que toute organisation qui serait agréée par la coordination des représentants de Solidarité en Europe » ;

— « une aide financière à la résistance des travailleurs polonais, qui sera gérée par les représentants de Solidarité à l'étranger, en attendant le rétablissement du droit à l'existence et à l'activité de Solidarité en Pologne » ;

— « la libération immédiate de l'ensemble des prisonniers politiques, des informations sur le sort de tous les élus de Solidarité ».

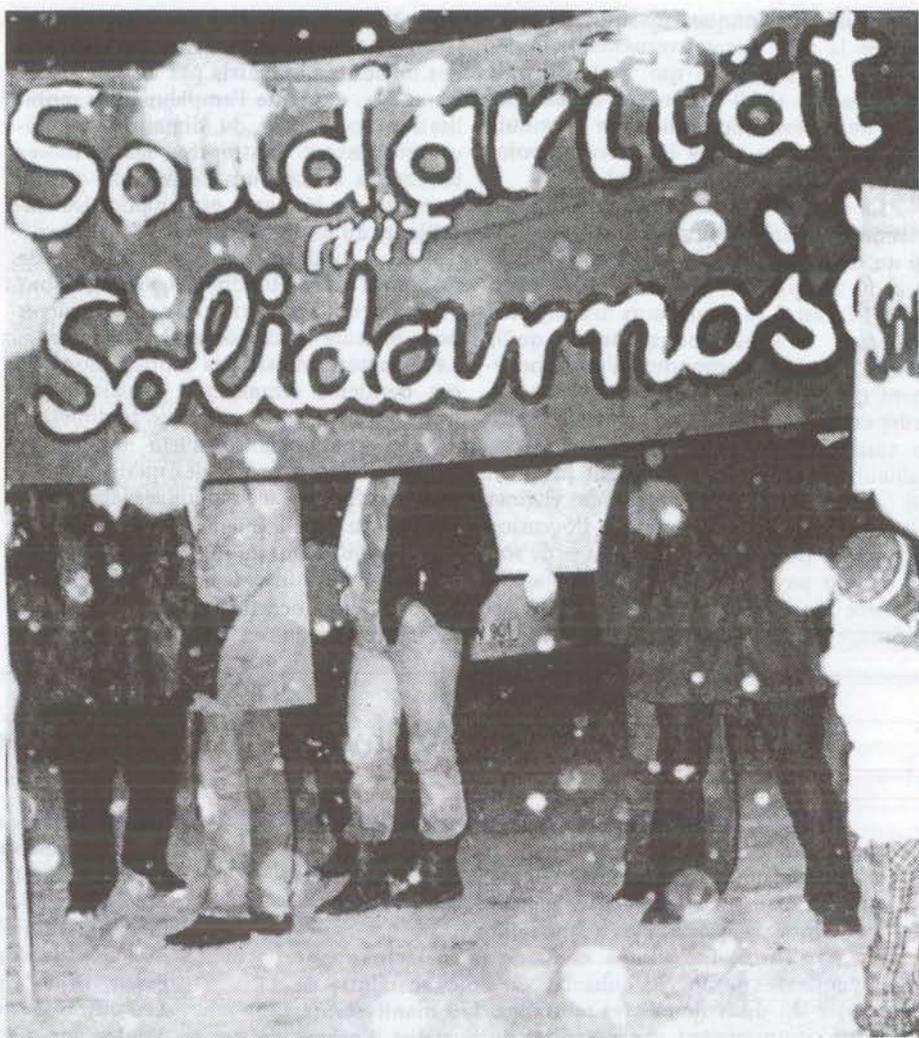
La coordination des comités européens propose donc de « maintenir les liens déjà existants avec les travailleurs polonais. Un des moyens les plus efficaces est le jumelage ou le parrainage de structures militantes des différents pays (syndicats, comités, sections d'entreprises) avec les structures correspondantes soumises à la répression en Pologne ».

L'essentiel de la campagne en défense des droits d'activité de Solidarité et contre la répression brutale par les militaires au pouvoir doit viser à créer le maximum de liens avec les travailleurs polonais. La tâche du mouvement de soutien à Solidarité, dans l'immédiat, c'est certes de dénoncer et d'isoler la dictature militaire, mais c'est avant tout de briser le mur du silence que cette dernière tente d'imposer au mouvement de résistance à l'intérieur du pays.

CONTRE TOUT BOYCOTT ECONOMIQUE

Dans ce sens, il faut s'opposer aux propositions de boycott économique reprises en Occident par une partie de la gauche. De telles mesures, loin d'aider à rompre l'encerclement actuel imposé par le Conseil militaire ne pourraient que couper un peu plus les travailleurs polonais de leurs frères de classe occidentaux. Et, surtout, elles ne pourraient que se faire sur le dos des travailleurs polonais eux-mêmes, au moment où la Junte militaire entend leur imposer le travail obligatoire, la semaine de six jours et la journée de douze heures. Elles ne pourraient qu'aider le pouvoir en place à imposer le Plan d'austérité qu'il essaie en vain d'introduire depuis des mois.

En outre, elles apportent de l'eau au moulin des gouvernements impérialistes, tel celui de Ronald Reagan, qui propose un embargo économique et qui entend



« Solidarité avec Solidarnosc », manifestation en RFA. (DR)

prétexter de l'ingérence soviétique pour justifier aujourd'hui son aide aux dictatures centro-américaines, demain une intervention directe en Amérique centrale et, plus généralement, l'accentuation de sa politique de remilitarisation. Ces gouvernements impérialistes se soucient du sort des travailleurs comme d'une guigne, qu'il s'agisse de celui des travailleurs polonais ou de celui de ceux de leur propre pays. Ce qui les intéresse, c'est de salir l'idée du socialisme aux yeux des ouvriers pour tenter d'empêcher la mobilisation de la classe ouvrière de leur propre pays. Quelles que soient les divergences tactiques qu'ils peuvent avoir sur la question des sanctions économiques (le refus de Helmut Schmidt de suivre Ronald Reagan sur la voie du boycott tient bien évidemment aux intérêts énormes que cela mettrait en jeu dans les échanges Est-Ouest, en particulier en ce qui concerne le commerce de l'Allemagne fédérale avec la Pologne), ils sont néanmoins tous d'accord sur un point : c'est pour affirmer que la responsabilité du coup d'Etat revient à Solidarité, ou du moins à son aile radicale.

« Avant dimanche dernier, des radicaux de Solidarité, convaincus qu'ils avaient l'appui de la nation, avaient usé de l'arme économique du syndicat — le droit de faire la grève — pour mener une guérilla incessante contre le parti. Ce faisant, ils ont acculé peu à peu leur dirigeant, M. Lech Walesa, à une position qu'il aurait préféré éviter. Leurs dernières

exigences — des élections libres et un référendum national pour savoir si le parti communiste était apte à gouverner — menaçaient le POUF de disparition. C'était aller trop loin : le contexte géographique dans lequel se situe la Pologne exige un minimum de respect pour le parti, tant que les Russes le demandent », affirme un éditorial de *The Economist* de Londres du samedi 19 décembre qui traduit bien la tonalité de la presse bourgeoise en général.

Autrement dit : il fallait bien rétablir l'ordre... Au-delà des protestations des gouvernements bourgeois face aux atteintes contre les libertés démocratiques et des larmes de crocodile qu'ils versent sur le sort des travailleurs polonais, ce qui apparaît donc clairement, c'est leur appréciation commune qu'« il ne faut pas aller trop loin ». Appréciation qui renvoie à une politique qui leur est commune à tous, celle de tenter d'imposer des programmes d'austérité à leurs classes ouvrières respectives en faisant tout pour limiter les revenus directs et indirects des travailleurs, en lançant des attaques systématiques contre les droits syndicaux (interdiction des piquets de grève, etc.) et en faisant tout ce qui est en leur pouvoir pour remettre en cause les conquêtes de la classe ouvrière arrachées depuis dix ans.

Face à cela, seul le soutien actif du mouvement ouvrier est à même de venir en aide aux travailleurs polonais en lutte,

et non de quelconques mesures de boycott de la part des gouvernements impérialistes. La solidarité qui s'est affirmée depuis août 1980 devant le développement de la révolution polonaise a conduit à créer des liens entre les ouvriers polonais et le prolétariat occidental.

La combinaison entre la crise du stalinisme et la crise du capitalisme a entraîné un début de prise de conscience de l'unité du mouvement ouvrier, à l'Est comme à l'Ouest. Les travailleurs des pays occidentaux se sont rendus compte qu'ils avaient tout à apprendre d'un mouvement qui se battait dans l'unité pour son indépendance et pour un système socialiste véritablement démocratique. Les travailleurs polonais qui n'avaient jusqu'ici du capitalisme que l'image de vitrines bien pleines et qui ont eu l'occasion — souvent pour la première fois — de sortir de leur pays, ont bien souvent réagi de manière violente face au phénomène du chômage et de l'inégalité de la distribu-

tion des richesses. Ces premiers pas sur la voie d'une reconnaissance de l'identité des objectifs poursuivis par les uns et par les autres, explique l'ampleur de la mobilisation spontanée du dimanche 13 décembre devant l'entreprise des militaires tendant à écraser un mouvement qui présente un immense espoir pour les travailleurs du monde entier.

C'est là-dessus, et sur la volonté de maintenir et d'étendre les liens qui ont commencé à se tisser qu'il faut s'appuyer pour étendre le mouvement de solidarité. Le caractère massif des mobilisations de ces dernières semaines a constitué une pression suffisante pour que la direction de l'Internationale socialiste — en dépit de ses divisions profondes quant à l'attitude à adopter face au gouvernement polonais, tant sur le plan diplomatique que sur le plan économique — finisse par se décider à faire une déclaration défendant les droits démocratiques et l'indépendance nationale, que ce soit en Pologne, en

Turquie, en Afghanistan ou au Salvador et affirmant par ailleurs : « Les violations systématiques des droits de l'homme et des droits syndicaux nous concernent tous. »

Il faut prendre les dirigeants sociaux-démocrates au mot, il faut exiger qu'ils mettent tout en œuvre pour obliger la dictature militaire polonaise à lever l'état de siège et à libérer les prisonniers politiques.

Rompre le silence, exiger des comptes sur ce que sont devenus tous les travailleurs polonais emprisonnés ou internés, envoyer des commissions d'enquête sur place, faire parvenir la voix de notre solidarité en Pologne même, telles sont les tâches de l'heure pour le mouvement ouvrier du monde entier et pour tous ceux qui se battent pour de véritables libertés démocratiques. ■

Jacqueline ALLIO
Samedi 2 janvier 1981.

Australie : la solidarité avec "Solidarnosc" n'a pas de frontière

Les militants du mouvement ouvrier et socialiste australien ont réagi rapidement aux nouvelles des attaques contre Solidarité. Des manifestations et des rassemblements ont été organisés dès le lundi 14 décembre dans six villes d'Australie :

— A Sydney : une centaine de personnes ont manifesté devant le consulat de Pologne contre la prise du pouvoir par les militaires. Les manifestants, qui comprenaient des membres du Socialist Workers Party (section australienne de la IV^e Internationale), de International Socialists, des membres de l'aile gauche de l'Australian Labor Party et quelques membres du Parti communiste australien, ont crié des slogans tels que : « Défendre Solidarité ! », « Défendre les droits des ouvriers polonais ! », « Défendre la démocratie socialiste ! Défendre les travailleurs polonais ! »

Parmi les orateurs qui ont pris la parole à ce rassemblement, il y a eu Rod Quinn, responsable du Trade Union Training Authority (organisme syndical de formation) ; Jim Percy, secrétaire national du SWP qui a assisté au I^{er} Congrès national de Solidarité en septembre dernier ; Diane Fieldes d'International Socialists ; John West, le secrétaire national de Resistance ; Max Pearce, un militant du Parti travailliste, et Charles Wyman, un membre de la communauté polonaise de Sydney lié à Solidarité.

Ce rassemblement a été convenablement couvert par la presse, spécialement par la chaîne de télévision nationale, mais aussi par d'autres chaînes de télévision.

Cette manifestation du mouvement ouvrier en solidarité avec Solidarité a été suivie d'un meeting organisé par la communauté polonaise de Sydney. Bien que ce meeting ait attiré un certain nombre d'anti-communistes droitiers, les organisateurs ont insisté sur le fait que leur principal objectif était de montrer que Solidarité bénéficiait d'un large soutien de la part des Polonais à travers le monde. Environ 400 personnes ont participé à cette initiative.

— A Perth : une manifestation chaleureuse organisée par le Comité de soutien à Solidarnosc a obtenu l'appui de la communauté polonaise aussi bien que de partisans des droits civiques, du Parti travail-

liste et de responsables syndicaux.

150 personnes ont défilé à travers le centre de Perth en criant : « Bas les pattes devant les travailleurs polonais ! Bas les pattes devant Solidarité ! » La manifestation s'est terminée sur une esplanade où le dirigeant de l'opposition travailliste de la province de Perth, Brian Burke, s'est adressé aux manifestants. Les autres orateurs ont été Peter Cook, secrétaire du Trades and Labor Council (chambre syndicale locale) ; Vic Slater, le secrétaire du Parti communiste australien de l'Etat de Perth et Peter Holloway, dirigeant du SWP de Perth.

— A Adelaïde : environ 200 personnes ont participé à un rassemblement sur les marches du Parlement. Y ont pris la parole Chris Summer, du Parti travailliste, qui a lu un message du leader de l'opposition travailliste dans l'Etat, John Bannon ; un représentant de l'association Dom Polski (regroupant la communauté polonaise) ; Peter Murphi du Parti communiste et Brett Trenergy du SWP.

— A Melbourne : 50 personnes se sont rassemblées sur une place du centre ville. Parmi les orateurs, il y a eu Jim McLroy du SWP et Tom O'Lincoln d'International Socialists. Une autre manifestation appelée un peu plus tard par la communauté polonaise a regroupé 200 personnes.

— A Brisbane : 50 personnes ont manifesté sur la place George-V. Mark Carey du SWP, ainsi que Phil Griffith et Ian Rintoul d'International Socialists ont pris la parole.

— A Wollongong : une manifestation de 90 personnes comprenant de nombreux membres de la communauté polonaise a eu lieu. Parmi les orateurs, il y a eu Andrew Jamieson pour le SWP ; George Petersen du Parti travailliste de Illawara ; des représentants de l'association locale des Polonais et Andrew Jacobowicz, un professeur de l'université de Wollongong.

Les manifestations de protestation ont généralement été bien répercutées par la presse, et ont réussi à faire prendre en compte le soutien à Solidarité par le mouvement ouvrier et socialiste.

D'après « Direct Action », organe du SWP
16 décembre 1981.

Santé et Révolution

LES deux articles sur Cuba que nous publions dans ce numéro d'*Inprecor* forment un ensemble. Le premier, consacré à l'étude du système de santé cubain, souligne les imbrications entre le fonctionnement de ce système sanitaire et le « pouvoir populaire ». Il met l'accent sur l'ampleur

des conquêtes sociales de la révolution et leur rôle dans les rapports établis entre les masses et la direction historique de cette révolution. Le second article analyse les rapports entre le « rôle dirigeant » du parti unique, les organisations de masse et le « pouvoir populaire ».

Fred DENFERT

Tout système sanitaire remplit d'importantes fonctions dans la reproduction et l'entretien de la force de travail. Ses caractéristiques sont nécessairement liées à la nature de l'Etat dans une société donnée, et il n'existe donc pas de modèle unique d'organisation du système sanitaire dont les caractéristiques ne seraient déterminées que par les progrès de la science et la richesse d'une société.

Lorsque l'on compare les paramètres statistiques de santé des sociétés capitalistes avec ceux des sociétés qui ne le sont plus, il est aisé de constater que le renversement du capitalisme — et *a fortiori* la planification économique — a abouti en règle générale à une amélioration de la protection de la population contre la maladie et les accidents. Que ce soit en URSS, en Chine ou à Cuba, l'abolition du marché et de la loi de la valeur comme loi dominante de la distribution des ressources a permis de réduire les inégalités sociales liées aux revenus ou aux disparités régionales.

Par contre, « aux Etats-Unis, l'ensemble de la population n'a pas accès à des soins adéquats, et cela est dû en partie à la répartition inégale des médecins, géographiquement et entre les différentes spécialités. Nous essayons, sans nous appuyer sur un système cohérent, d'étendre un système de soins de haute qualité disponibles pour certains à de plus larges fractions de la population. C'est le contraire qui se passe en URSS, où l'accent est mis sur l'amélioration des soins généraux qui sont accessibles à la majorité de la population (1) ».

L'exemple de l'URSS et des « démocraties populaires » montre cependant que l'on y retrouve les mêmes déformations dans le système sanitaire que dans le reste de la société lorsque celle-ci est bureaucratiquement dégénérée : gaspillage, inefficacité, inégalité d'accès aux soins (2), etc. De plus, en URSS par exemple, l'espérance de vie stagne, la mortalité cardio-vasculaire augmente (3), l'alcoolisme et le tabagisme sont très répandus. C'est là une façon de mettre en évidence le fait que la santé ne dépend pas seulement de la possibilité d'accès aux soins.

On trouve dans un rapport du ministère de la Santé des Etats-Unis sur la mortalité cardio-vasculaire, une conclusion qui n'étonnera aucun marxiste : « *Le plus grand facteur de longévité, c'est la satisfaction au travail. Le second, c'est le bonheur en général. (...) Il y a sans aucun doute d'autres facteurs importants, comme le régime alimentaire, l'exercice, l'assistance médicale et l'hérédité. Mais le résultat des recherches indique que ces facteurs ne représentent que 25 % des facteurs de risque des affections cardiaques, qui sont la cause principale de mortalité. (4)* » Autrement dit, l'aliénation tant politique qu'économique du travailleur par rapport au produit de son travail est un facteur essentiel de souffrance physique et psychique. Une société bureaucratiquement dégénérée, foulant au pied la démocratie socialiste, et dont l'Etat s'hypertrophie au lieu de commencer à dépérir, ne peut satisfaire les besoins sociaux surgissant du développement général de cette société.

Il n'est donc pas abusif de soutenir que ce n'est que dans une démocratie socialiste qu'apparaîtront les premiers éléments d'une réelle harmonie entre l'individu et l'organisation de son milieu. La santé se trouve être le reflet de cette équation.

L'institution médicale n'est pas épargnée par le processus de déperissement de l'Etat. Dans une société de transition, le système sanitaire devrait s'appuyer sur deux éléments : la planification centralisée et démocratique des options clés en matière de structure du dispositif sanitaire, et l'autogestion de ses différents éléments. Il devrait s'agir d'un système basé sur des centres de santé décentralisés, mettant l'accent sur le développement de soins de santé primaires et sur la prévention

sur le lieu de travail et le quartier (ou la commune), sous le contrôle de la population qui en a l'usage.

La priorité aux gros hôpitaux et, au sein de ceux-ci, aux branches les plus spécialisées de la médecine, correspond à une médecine sophistiquée et coûteuse impliquant automatiquement une sélection sociale, et à un poids très fort de la profession médicale. C'est le cas dans tous les pays impérialistes où, depuis la Seconde Guerre mondiale, les gros hôpitaux sont devenus la clé de voûte du système de santé. Mais c'est également le cas de l'URSS stalinienne depuis les années 1930, même si la médecine préventive et sur le lieu de travail y est plus développée que dans les pays capitalistes (5).

Jusqu'à la fin des années 1920, on discutait dans le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) de l'établissement d'un « réseau unifié de dispensaires », prioritairement implantés dans les campagnes où la pénurie de soins médicaux était la plus importante. Ce n'est qu'à partir du 1er Plan quinquennal (1928), de la priorité absolue accordée à l'industrie lourde et de l'urbanisation massive qui s'ensuivit, qu'ont été modifiés les objectifs de la politique sanitaire, alors que le réseau de dispensaires n'était pas encore — et de très loin — réalisé.

Il y a tout d'abord eu la priorité aux centres de santé industriels, puis le vaste plan de construction d'hôpitaux qui débute en 1936 et fait de l'URSS en quelques années le pays ayant le plus grand nombre de lits d'hôpitaux pour 1 000 habitants. La fonction des hôpitaux était triple :

— assurer l'entretien de la force de travail nécessaire à l'industrialisation et contrôler l'absentéisme ;

1. John A. D. Cooper, « USSR and US health policies » (éditorial), *New England Journal of Medicine*, numéro 286, 30 mars 1972, p. 722-724.

2. Voici comment Petr Uhl décrit le système sanitaire en Tchécoslovaquie : « Réseau insuffisant des services de santé ; files d'attente dans les centres de soins ; traitements médicaux et soins de mauvaise qualité ; augmentation incessante des dépenses directes de la population en médicaments, cures et traitements médicaux ; services médicaux disposant d'équipe-

ments techniques défectueux... », *Le Socialisme emprisonné*, Stock/La Brèche, 1980, p. 163.

3. Richard Cooper, « Rising death rates in the Soviet Union, The impact of coronary heart disease », *New England Journal of Medicine*, numéro 304, 21 mai 1981, p. 1259-1265.

4. Groupe spécial de travail du ministère de la Santé, de l'Éducation et du Bien-être des Etats-Unis, *Work in America*, Massachusetts Institute of Technology (MIT) Press, Cambridge, Massachusetts, 1973, p. 77-79.

5. John A. D. Cooper, *op. cit.*, p. 723.

— palier la crise du logement qui a accompagné l'urbanisation massive, ainsi que la prolétarisation des femmes, qui rendait difficile le maintien des malades à domicile ;

— offrir aux bureaucrates et aux spécialistes privilégiés des conditions de traitement d'une qualité proche de celle des pays capitalistes.

Qu'en est-il à Cuba ? L'analyse de l'organisation du système sanitaire cubain nous fournit un moyen indirect d'illustrer le fonctionnement du pouvoir populaire (*poder popular*) qui est l'objet de l'article suivant celui-ci.

LA « DIGNITÉ HUMAINE »

Il est difficile de comprendre la persistance pendant plus de vingt ans de la mobilisation des masses cubaines et de leur adhésion à la révolution si l'on ne tient pas compte de ce que représente dans leur conscience l'acquis le plus précieux de cette révolution : avoir donné à chaque individu la sécurité de voir satisfaits ses besoins fondamentaux. Ce que Fidel Castro appelle la « dignité humaine » et qui repose sur la gratuité et la généralisation de l'accès à l'éducation et à la santé, la disparition de la crainte permanente de la perte du revenu par la réalisation du droit au travail et à un salaire décent, la garantie d'une sécurité sociale intégrale, etc. En donnant les mêmes droits à tous les éléments de la société, la révolution cubaine a entrepris d'extirper le racisme — 55 % de la population est noire et 15 % mulâtre — qui a durablement affecté la société cubaine (6) et d'engager une lutte effective contre l'oppression des femmes.



La conscience du fait que cet acquis n'est pas lié à une conjoncture économique particulière mais à l'abolition du capitalisme est au cœur de l'adhésion massive au régime castriste et à la révolution.

La direction castriste a accordé une grande importance au développement de la législation sociale et à l'extension des services sociaux dès les premières années de la révolution. En tendant à réduire les inégalités entre la population urbaine et celle des campagnes, l'offre croissante de services devait permettre de consolider l'alliance entre les ouvriers et les paysans. La majorité de la population rurale étant

composée à Cuba de travailleurs agricoles des plantations de canne à sucre — les petits paysans ne jouant qu'un rôle de second plan —, le problème se posait de manière différente que dans l'URSS des années 1920. A Cuba, le développement prioritaire des services dans les campagnes a servi de contrepartie au drainage du surproduit agricole, principale source de revenus du pays (7).

Deux exemples tirés du développement du système sanitaire permettent d'illustrer les effets de cette politique. Que l'on prenne l'évolution des consultations externes (en *poli-clinico*) selon les provinces entre 1963 et 1974 (Tableau I),

ou l'évolution de la répartition des lits d'hôpitaux par province entre 1958 et 1976 (Tableau II) (8), on peut constater qu'il s'est produit une véritable décentralisation du système sanitaire aux dépens de la capitale La Havane. La majorité des dépenses d'infrastructure sanitaire ont été faites hors de La Havane, et bien que la capitale concentre toujours 40 % des lits d'hôpitaux (contre 61,7 % en 1958), c'est un progrès considérable puisque, dans tous les autres pays latino-américains, nous assistons au *processus inverse*, c'est-à-dire à une concentration croissante de la population et des services dans les grandes villes.

TABLEAU I

CUBA : ÉVOLUTION DU NOMBRE DES CONSULTATIONS EXTERNES PAR HABITANT, SELON LES PROVINCES (7) 1963 - 1974

PROVINCES	1963		1974	
	Nombre de consultations	Taux par habitant	Nombre de consultations	Taux par habitant
Pinar del Rio	533 745	1,15	1 446 021	2,48
La Havane	4 640 160	2,32	8 994 529	3,73
Matanzas	617 555	1,44	1 701 250	3,19
Las Villas	971 257	0,83	3 495 012	2,44
Camagüey	669 386	0,96	2 359 936	2,66
Oriente	1 616 829	0,63	6 606 297	2,03
TOTAL Cuba	10 223 963 (1)	1,39	24 603 065	2,71

1. Ce chiffre comprend 693 929 consultations en hôpital rural et 481 104 consultations dans des antennes médicales rurales non comptabilisées par province.

On pourrait citer des statistiques analogues en ce qui concerne la distribution de l'approvisionnement alimentaire, le développement de l'hygiène publique (9) et l'amélioration des conditions de logement. La priorité donnée au développement des services gratuits par rapport à celui des biens de consommation durables est l'expression d'une autre fonction que la direction castriste a voulu faire jouer aux services dans le cadre de la transition au socialisme : celle de *stimulants moraux collectifs*. Fidel Castro le soulignait dans son discours du 28 septembre 1966 : « Les réalisations de la révolution, cette conception des logements, des services médicaux, de l'éducation, de tout ce qui est donné au peuple sans contrepartie en argent, sans nécessité de ce signe dans la tête et de ce papier dans la poche, tend à créer peu à peu dans les masses une conscience sociale plus avancée, elle tend à créer un sens différent de la propriété, une attitude différente devant les biens

matériels, une approche différente devant le travail de l'homme. (10) »

Le problème de la priorité accordée aux stimulants moraux ou matériels se pose avec d'autant plus d'acuité si l'on considère les effets de la « sécurité de l'existence » sur la productivité du travail.

En société capitaliste, l'angoisse de perdre son revenu — accrue en période de crise — qui se combine à l'autoritarisme régnant dans l'entreprise et à la contrainte que constitue l'adaptation aux cadences de production, suscite un état de *stress* permanent. C'est là où réside l'un des secrets essentiels du haut taux de productivité dans l'entreprise capitaliste ...

Ces contraintes agissant sur le travailleur sont battues en brèche à Cuba par les lois régissant le travail : celle du *salaire historique* selon laquelle, dans une même branche, un travailleur ne peut jamais rétrograder de catégorie salariale, le licenciement d'un ouvrier n'étant par ailleurs possible qu'avec l'accord du syndicat

6. La sociologue chilienne Marta Harnacker, qui réside à Cuba depuis le coup d'Etat de 1973, décrit la condition d'Arturo Menendez avant la révolution : « Il y a seize ans, Arturo ne pouvait pas se baigner sur les belles plages cubaines. Il devait se contenter des quais du port de La Havane. Il ne pouvait pas non plus entrer dans les hôtels ni dans les restaurants pour touristes et une série d'emplois lui étaient interdits. Arturo Menendez est noir comme des milliers de Cubains. Aujourd'hui, il est ouvrier d'avant-garde dans l'usine d'autobus Giron », Cuba, los protagonistas de un nuevo poder, La Havane, 1979, p. 87. Au sujet de la situation des femmes avant et après la révolution cubai-

ne, cf. O. Lewis, *Trois femmes dans la révolution cubaine*, Gallimard, 1980.

7. MINSAP, *La salud en la revolución*, La Havane, 1975, p. 92.

8. CEPAL (Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine), *Cuba, estilo de desarrollo y políticas sociales*, Siglo XXI, Mexico, 1980, p. 139.

9. cf. Fred Denfert, « OMS, un "humanisme" sanitaire au service de l'impérialisme », *Inprecor* numéro 104, du 22 juin 1981.

10. Fidel Castro, discours du 28 septembre 1966, « Stimuler les facteurs moraux », dans *La Révolution cubaine*, Maspero, 1969, p. 172.

TABLEAU II

CUBA : EVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES LITS D'HOPITAUX
PAR PROVINCE (8)
1958-1976

PROVINCES	1958 LITS			1976 LITS			Croissance du nombre des lits en %		
	Nombre	% du total	Pour 1 000 habitants	% de la population totale	Nombre	% du total		Pour 1 000 habitants	% de la population totale
Pinar del Rio	941	3,3	2,2	6,4	2 457	5,2	4,0	6,3	161,1
La Havane	17 616	61,7	9,6	27,8	19 518	40,6	7,6	27,2	10,8
Matanzas	973	3,4	2,5	6,8	2 528	5,4	4,6	5,9	159,8
Las Villas	2 917	10,2	2,7	17,9	5 480	11,7	3,7	15,9	87,9
Camagüey	1 682	5,9	2,6	9,5	4 864	10,7	5,3	9,6	189,2
Oriente	4 407	15,5	1,9	31,6	12 327	26,5	3,7	35,1	179,7
TOTAL Cuba	28 536	100,0	4,3	100,0	47 174	100,0	5,0	100,0	65,3

(11). A quoi il faut ajouter l'abolition du travail des enfants avec l'institution de l'école obligatoire (12), la généralisation de la formation professionnelle et la journée de travail de 8 heures.

Une telle « sécurité de l'existence » et du travail se traduit certes par une baisse de la morbidité au travail, mais également — en l'absence de motivation — par une baisse de la productivité. C'est là une manifestation de l'héritage culturel bourgeois qui ne s'estompe pas spontanément. Trotsky avait déjà, à la suite de l'instauration de la Nouvelle politique économique (NEP) en 1921, mis l'accent sur « l'interdépendance dialectique » entre la sphère de la morale et celle de la production. Dans un article publié dans la *Pravda* du 11 juillet 1923, il écrivait : « La transformation critique de la morale (et des habitudes) est indispensable pour que les formes de vie traditionnelles ne continuent pas à survivre malgré les possibilités de progrès qui nous sont déjà offertes par nos ressources économiques ou qui, du moins, nous seront offertes dès demain. Par ailleurs, même le plus petit succès dans la sphère de la morale (et des habitudes) accroît notre capacité de rationaliser la production et de promouvoir l'accumulation socialiste en élevant le niveau culturel des travailleurs et des travailleuses. Cela nous offre, en retour, la possibilité de réaliser de nouvelles conquêtes. Il y a ainsi une interdépendance dialectique entre les deux sphères. »

Un premier bilan du Plan quinquennal 1975-1980, et de celui qui est actuellement en cours, montre que la productivité demeure très basse à Cuba. Il y a « des problèmes tenaces de manque de motivation et d'absentéisme chez une partie de la classe ouvrière (13) ».

La vie de tous les jours n'est pas simple à Cuba. La pénurie est une donnée permanente de la vie quotidienne. Il manque des logements et les séquelles de la politique d'urbanisation développée sous le régime antérieur se manifestent encore : il n'est pas rare qu'une seule pièce abrite toute une famille dans le vieux La Havane ; il est difficile pour des jeunes d'obtenir un appartement, avec tout ce que cela a comme répercussions sur l'organisation de la vie quotidienne. Les transports en commun ne satisfont pas les

besoins de transport entre le domicile et le lieu de travail d'une classe ouvrière industrielle qui s'est considérablement développée. Le blocus économique US aidant, il manque une foule de biens de consommation : les queues dans les magasins, devant les restaurants, aux arrêts de bus s'accompagnent d'un rationnement des produits de première nécessité et du marché noir et parallèle (14). Les difficultés économiques provoquées par la baisse du cours du sucre en 1980 risquent d'amplifier cette pénurie.

Un tel état de chose stimule la combine et la débrouillardise. D'autant plus que la pénurie est de plus amplifiée par les chicanes bureaucratiques dont chacun reconnaît l'existence, et qui créent des goulots d'étranglement tant au niveau de la production que de la distribution. Preuve en est la récente création d'un « marché libre » où les petits paysans peuvent écouler leur production excédentaire, ou bien la mise sur pied d'un marché de l'artisanat à La Havane, où l'on peut acheter au prix fort des chaussures, des habits et autres produits « artisanaux ». Ces deux innovations dans la distribution sont fort

bien accueillies par la population, malgré les prix exorbitants pratiqués par rapport au salaire moyen. Ces mesures ont également eu pour effet de réduire les prix d'une série de produits alimentaires sur le marché noir.

Néanmoins, les succès en matière de politique sociale (15) sont suffisants pour maintenir l'adhésion active de la très large majorité des masses au processus révolutionnaire et pour maintenir les liens étroits qui unissent ces dernières à la direction castriste. Mais le paternalisme de cette direction ne peut se substituer à l'instrument privilégié dont dispose une société de transition — à la fois stimulant moral essentiel et principal levier de révolution culturelle — et qui serait la socialisation du pouvoir de décision économique et politique entre les mains des travailleurs et des travailleuses.

LE POUVOIR POPULAIRE
ET LE SYSTEME SANITAIRE

Il y a à Cuba un système unique de santé, qui regroupe la totalité des institu-

11. Il est vrai qu'en 1981 la structure des salaires fixée en 1963 a été modifiée. Une différence de 1 à 5 peut dorénavant exister entre le salaire minimum d'un ouvrier et le salaire d'un technicien qualifié. De plus, pour la première fois, les heures supplémentaires sont introduites ; le droit pour les directeurs de licencier pour incapacité professionnelle ou pour violation de la discipline du travail fait partie de cette nouvelle réforme, entrée en vigueur en juillet 1981. Les primes à la production prennent aussi une place de plus en plus importante (voir reportage dans *El Pais*, 1er décembre 1981).

12. Malgré des réserves sur les méthodes pédagogiques — inspirées parfois de la pédagogie en honneur en URSS — Josep. Casas souligne que Cuba « est sur le point de gagner la bataille du "sixième grade" (six années d'études) qui verra tous les adultes atteindre un niveau au moins équivalent au certificat d'études primaires et tendre ensuite vers le "neuvième grade" (fin du secondaire "basique"), objectif fixé pour 1990. (...) Dans l'enseignement supérieur, le nombre des étudiants inscrits approche les 200 000 contre 25 000 en 1958-1959. Au total, plus d'un habitant sur trois (exactement 3 453 000 sur une population de 9 850 000) est inscrit dans un centre d'enseignement, c'est dire le large degré de développement de l'éducation à Cuba » (*Revue Tiers Monde*, tome XXII, « Education et développement à Cuba », Pres-

ses universitaires de France (PUF), janvier-mars 1981, numéro 85).

13. CEPAL, *op. cit.*, p. 51.

14. Il existe à Cuba un double marché. Toute une partie de l'approvisionnement se fait au moyen du carnet de rationnement grâce auquel une famille peut se procurer régulièrement — dans la même boutique — le sel, la farine, le lait, le riz, etc. Parallèlement, existe le secteur de la « vente libre » de certains produits qui ne sont pas rationnés, soit parce que produits en trop petite quantité pour être distribués à tous (l'huile par exemple), soit parce qu'il s'agit de produits non essentiels, soit enfin parce qu'il faut offrir un certain choix aux consommateurs comme pour l'habillement, les tissus, les chaussures, des ustensiles de cuisine, etc.

Ce double marché pose des problèmes très complexes. Si trop de produits sont rationnés, cela mène inévitablement au troc, qui favorise l'apparition d'intermédiaires et du marché noir. Si certains produits ne sont pas rationnés, alors les inégalités de distribution prennent la forme d'inégalités de revenus, et les mécanismes classiques du marché réapparaissent aux dépens des plus défavorisés.

15. La difficulté des conditions de vie et le refus de certains choix sociaux et économiques constituent les causes principales de l'exode de 1980 : plus de 120 000 personnes.

tions de soins, et dont la structuration tend à centraliser le domaine hospitalier (autrement dit le domaine dans lequel l'infrastructure technologique et la proportion de personnel hautement qualifié est grande) et à décentraliser le domaine ambulatoire (dont les caractéristiques sont inverses et qui se prête de la sorte mieux au contrôle des usagers eux-mêmes) (16).

L'unité de médecine ambulatoire est le dispensaire, le *policlinico* (ou dans les campagnes l'*hospita rural*), qui constitue la base de la couverture sanitaire du pays. Ils forment aujourd'hui un réseau serré couvrant l'ensemble du territoire. Le choix de prioriser les *policlinicos* ou les hôpitaux ruraux aux dépens des gros hôpitaux régionaux correspond à la volonté de réduire rapidement les inégalités sociales d'accès aux soins. Voici la définition qu'en donnait en 1971 le directeur du Groupe de planification et de statistique du ministère de la Santé publique (MINSAP) :

« Le contact du policlinico avec la population au niveau de son unité bio-sociale de base, la famille, et de son centre de travail, permet que s'établisse une qualité de relations différente entre l'organisation (sanitaire) qui a comme pivot le médecin, et les individus, parce qu'il permet la pratique d'une médecine intégrale, préventivo-curative, dont le contenu est orienté dans la pratique vers le biologique, le psychique et le social. Il modifie l'une des caractéristiques traditionnelles de l'assistance médicale, en substituant au médecin de famille d'antan une équipe pluridisciplinaire, qui se compose de médecins spécialistes (obstétriciens, pédiatres, etc.), en plus des dentistes, des infirmières, etc. Le policlinico ne se contente pas de travailler directement sur la population, mais également sur le milieu dans lequel elle vit (...) quand la santé, ou autrement dit l'état d'équilibre satisfaisant entre l'homme et son milieu, est rompu et que se produit la maladie. (17) »

En 1964, quand les premiers *policlinicos* furent mis sur pied, ils n'effectuaient que 32 % de toutes les consultations médicales. Cela reflétait le poids de l'héritage du système centré sur l'hôpital de la ville de l'époque précédant la révolution. En 1969, ils effectuaient déjà 65 % de toutes les consultations. Actuellement, ce chiffre semble être passé à plus de 70 %. En 1972-1974, la conception du *policlinico* s'est élargie à celle de la « médecine dans la communauté ». A chaque *policlinico* a correspondu un certain nombre de « secteurs » de quelque 2 000 personnes, auquel a été attribuée une équipe formée par un médecin spécialiste (pédiatre, gynécologue, etc.) assisté d'un(e) infirmier(e). Douze heures par semaine doivent être consacrées aux visites à domicile, au travail d'éducation sanitaire de la population et à des réunions avec les organisations de masse.

Un document du MINSAP définit la « médecine dans la communauté » comme « l'ensemble des activités planifiées d'assistance médicale intégrale qui, dans notre société socialiste, ont pour objectif d'at-



Exaltation du travail socialiste sur les immeubles de la place de la Révolution à La Havane. (DR)

teindre un plus haut niveau de santé de l'individu et de la communauté, combinant la méthodologie scientifique marxiste-léniniste avec l'utilisation optimale des ressources disponibles et la participation active des masses organisées (18) ».

Il est un fait que la participation des masses à la prévention ainsi qu'à la médecine sur le lieu de travail est une réalité à Cuba.

Les Comités de défense de la révolution (CDR) organisent les campagnes de don du sang, celles des vaccinations de masse ou pour l'élimination des foyers de reproduction des moustiques (comme ce fut le cas en 1981, dans la lutte contre l'*aedes aegypti* responsable de l'épidémie de dengue — maladie tropicale analogue à la grippe) ; ils participent également à l'éducation sanitaire de masse, qui est un aspect essentiel de la réforme de l'hygiène, etc.

La Fédération des femmes cubaines (FMC) a la responsabilité des campagnes de dépistage du cancer du col de l'utérus (test de Papanicolaou).

L'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP) participe aux campagnes de dépistage de la tuberculose et des maladies professionnelles dans le monde rural.

Chaque organisation de masse possède une commission de santé. Celles-ci sont regroupées au sein des « commissions populaires de santé » qui existent au niveau municipal, provincial et national, avec leurs responsabilités propres.

« Au niveau local, ces commissions ont la tâche de mobiliser la population pour accomplir les projets et les programmes du policlinico. Elles participent au nettoyage des rues, à la vaccination et au contrôle des maladies infectieuses, aux dons de sang, ainsi qu'à l'enregistrement sanitaire de toute la population (d'où la qualité des statistiques sanitaires cubaines. (...) En plus de ces activités, chaque organisation de masse est responsable d'un programme spécifique. (19) »

L'efficacité de la prise en charge par

les masses de certains aspects de la prévention peut être illustrée par les campagnes de vaccination contre la poliomyélite. Epidémie virale, ses ravages ne peuvent être limités que par la vaccination de masse. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 80 % des enfants de moins de 15 ans (plus de 2 millions) ont été vaccinés contre la poliomyélite en 11 jours en 1962. Le même objectif a été atteint en seulement 72 heures en 1969 ...

La participation populaire à l'administration des institutions de soins (*policlinicos* et hôpitaux) se fait au travers des organes de pouvoir populaire (*poder popular*). A chaque niveau, les assemblées de pouvoir populaire contrôlent leurs propres services sanitaires.

Mais, s'il y a participation des masses à l'administration, ni les « commissions populaires de santé » ni les organes du pouvoir populaire ne participent réellement à la détermination des options centrales en matière de santé, au contenu des programmes, etc. Ces tâches reviennent au Ministère de la santé (MINSAP) et à la Junte centrale de planification (JUCEPLAN), qui ont à concrétiser les grandes options établies par le Congrès du Parti communiste cubain (PCC).

Les masses sont donc doublement écartées des instances de décision déterminantes. Ce sont les instances centrales (et non pas le Congrès du PCC, comme on le verra plus loin) qui se substituent à elles au niveau de la planification centrale, déterminant la part du budget qui est consacrée au MINSAP. Et, en second lieu, c'est le MINSAP qui se substitue aux mas-

16. Pour plus de détails, cf. Vicente Navarro, « Health, health services and health planning in Cuba », *International Journal of Health Services*, vol. 2, numéro 3, 1972, p. 397-432.

17. Francisco Rojas Ochoa, « El policlinico y la asistencia a pacientes ambulatorios en Cuba », *Revista Cubana de Medicina*, mars-avril 1971, p. 207-225.

18. MINSAP, *Fundamentacion para un nuevo enfoque de medicina en la comunidad*, La Havane, 1977.

19. Vicente Navarro, *op. cit.*, p. 424.

ses au niveau de la planification sanitaire, du choix des programmes et de l'établissement des normes de fonctionnement des centres de soins. Les masses sont bien sûr consultées lors de l'établissement des projets, mais le véritable *brain trust* sanitaire est constitué par les sommets de la hiérarchie médicale.

Hormis le fait que les choix de la direction castriste ont jusqu'à présent cherché à satisfaire les intérêts des grandes masses plutôt que les privilèges d'une minorité, l'influence dominante de la profession médicale dans la planification sanitaire se fait sentir dans le caractère plus strictement « médical » des programmes de santé, orientés vers une conception plus étroite de l'éradication de la maladie, aux dépens d'une conception plus large de la santé de l'individu et de la communauté.

On peut se demander, par exemple, si les nouveaux progrès dans l'état de santé de la population cubaine dans la période à venir dépendent plus du développement d'hôpitaux modernes que de l'amélioration du logement et des transports. Ce phénomène de « médicalisation » se fait également sentir dans des domaines comme la sexualité (le Code pénal réprime sévèrement l'homosexualité), l'avortement et la contraception et la psychiatrie, où les électrochocs sont toujours considérés comme « un traitement de choix contre une large gamme de maladies mentales, telles que les psychoses, etc. (20) ».

Vicente Navarro, économiste radical américain, rapporte l'expérience qu'il a faite à Cuba de la façon dont s'expriment et sont résolues les tensions entre la bureaucratie médicale (c'est-à-dire les professionnels de la santé ayant des responsabilités de gestion) et les organisations de masse : « *Des conflits apparaissent de temps à autre (entre ceux qui préparent et ceux qui appliquent le plan), par exemple celui qui a surgi au sujet du droit des mères de vivre à l'hôpital avec leur enfant hospitalisé. Au départ, les médecins et infirmier(e)s s'y sont fortement opposés, arguant du fait que les mères les gêneraient plus que ne les aideraient dans l'organisation hospitalière. Toutefois, en réponse à la demande formulée par les organisations de masse, les mères ont fini par être admises. Cette politique a été très populaire, et il en est résulté une diminution du temps d'hospitalisation des enfants et un soulagement considérable, calculé en temps de travail, pour les infirmier(e)s. (21) »*

L'exemple peut, au premier abord, paraître banal. Mais ses implications sont loin d'être négligeables. En pénétrant dans l'hôpital, les parents remettent en question son fonctionnement et sa structure d'institution close, au sein de laquelle les malades sont séparés de la population bien portante et soumis au pouvoir des professionnels, qui est en fait celui de l'Etat. Ils font l'apprentissage des problèmes posés par la gestion hospitalière, etc.

La structure du système sanitaire cubain pourrait permettre une véritable « dé-médicalisation » de la prévention et de la santé comprises comme un contrôle démocratique des travailleurs sur la définition de leurs conditions de vie et de travail. Les professionnels de la santé (médecins, ingénieurs, sociologues, etc.) devraient travailler au sein de commissions sans pouvoir exécutif, élaborant des projets alternatifs sur lesquels les organes de pouvoir, regroupant usagers et représentants des travailleurs de la santé, pourraient se prononcer.

Cela implique évidemment la possibilité de choisir entre plusieurs options. Et par conséquent celle d'avoir accès aux *mass media*, à la presse, à la télévision pour défendre ses propositions dans tout le pays, ainsi que la liberté pour tout groupe de travailleurs de se structurer nationalement pour avoir une vision d'ensemble des problèmes et pouvoir proposer des solutions. ■

Fred DENFERT
Décembre 1981.

20. Il s'agit de la notice accompagnant un appareil à électrochocs, qui est l'un des rares appareils « médicaux » produits à Cuba. Il faut y voir une conception « mécaniste » de la santé mentale plutôt qu'une utilisation répressive de la psychiatrie.

21. Vicente Navarro, « Health services in Cuba », *New England Journal of Medicine*, 9 novembre 1972, p. 954-959.

Participation des masses et "pouvoir populaire"

Fred DENFERT

Dans une société de transition, la participation des masses au pouvoir se pose à deux niveaux étroitement liés : la participation directe à l'élaboration et aux prises de décisions stratégiques, concernant l'ensemble des options centrales de la construction d'une société socialiste, entre autres l'établissement du Plan ; et celui du contrôle effectif sur l'administration des diverses institutions et sur la gestion des entreprises, ainsi que sur la mise en application du Plan.

Les idéologues de la bureaucratie soviétique présentent généralement la participation des masses au pouvoir sous l'angle d'une « participation administrative ». Ainsi, dans l'ouvrage de Victor Turovtsev — qui a été distribué à tous les délégués du Ier Congrès du Parti communiste cubain (PCC), en 1975 —, intitulé *Le Contrôle populaire sur la société socialiste*, on trouve un long développement sur la façon d'« incorporer les masses à l'administration de l'Etat ». Ce type de considération traduit bien les contorsions idéologiques obligées d'une bureaucratie ayant exproprié tout le pouvoir aux travailleurs, mais ne cessant de proclamer le « rôle dirigeant des travailleurs ». Victor Turovtsev affirme : « *Il faut enseigner*

aux travailleurs l'art de l'administration, chercher les méthodes les plus efficaces à leur participation et à leur contrôle... Le principal, c'est d'obtenir que tous les échelons de l'administration se trouvent soumis au contrôle populaire, que chaque citoyen soit incorporé à une forme ou une autre de contrôle démocratique. Mais, en même temps, on ne peut admettre cette intervention dans les processus administratifs qui exigent un mandat strict et unique et la responsabilité d'un seul homme. Méconnaître cela reviendrait à affaiblir la direction, tolérer le désordre, l'indiscipline et les méthodes anarchistes, et créer une ambiance d'irresponsabilité, se cachant derrière des considérations vai-

nes sur le caractère collectif et démocratique de cette attitude. (1) »

Cette notion de mandat « strict et unique et de responsabilité d'un seul homme » exprime concrètement la monopolisation bureaucratique du pouvoir et l'exclusion des masses de toute participation et contrôle effectifs. Au travers du parti unique bureaucratise — et de sa mainmise sur l'ensemble des postes « responsables » (*Nomenklatura*) — s'exerce le monopole du processus de prise de décision. L'article 126 de la Constitution soviétique de 1936 codifiait déjà cette fonction du parti unique ; l'article 6 de la Constitution promulguée en octobre 1977 est encore plus clair à ce sujet (2).

1. Victor Turovtsev, *El control popular en la sociedad socialista*, La Havane, 1975, p. 92.

2. L'article 6 de la Constitution soviétique de 1977 affirme : « *Le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) est la force qui dirige et oriente la société soviétique, c'est l'élément central de son système politique et de toutes les organisations d'Etat et sociales. Le PCUS existe pour le peuple et par le peuple. S'inspirant de la doctrine marxiste-léniniste, le Parti communiste définit la perspective générale du développement de la société, les orientations de la politique intérieure et étrangère de l'URSS, il dirige la grande activité créatrice du peuple soviétique, confère un caractère planifié et scientifique-*

ment fondé à sa lutte pour la victoire du communisme. »

Cet article est très similaire à l'article 5 de la Constitution cubaine. Par rapport à la Constitution de 1936, il marque un renforcement du « rôle dirigeant du parti ». Cela se traduit, comme dans la Constitution cubaine, par le fait que ce « rôle dirigeant » du parti est placé dans le chapitre premier de la Constitution et non plus, comme en 1936, dans le chapitre 10 qui traite des « Droits et devoirs fondamentaux des citoyens ». Cf. Guy Desolre, *Les Quatre Constitutions soviétiques — 1917-1977*, Savelli, Paris, 1977.

LE RÔLE DIRIGEANT DU PARTI UNIQUE

La conception castriste de la participation des masses au pouvoir combine des traits analogues, sur le plan constitutionnel et institutionnel, au système en vigueur en URSS, avec des caractéristiques très spécifiques, et cela dans un contexte d'attachement de la majorité des masses à la révolution et à sa direction historique.

Ainsi, retrouve-t-on dans l'article 5 de la Constitution cubaine de février 1976, l'affirmation du principe et du rôle du parti unique, du Parti communiste : « Le Parti communiste de Cuba, avant-garde organisée marxiste-léniniste de la classe ouvrière, est la force dirigeante supérieure de la société et de l'Etat, qui oriente les efforts communs vers les objectifs élevés de l'édification du socialisme ainsi que la marche vers la société communiste. (3) » Il ne s'agit pas là d'une nouveauté dans le domaine de la pensée castriste. En effet, dès 1961, Fidel Castro affirmait : « Je pense sincèrement que, de tous les systèmes politiques qu'a imaginés l'homme tout au long de son histoire, le seul bon système de gouvernement est celui qui est basé sur la direction de l'Etat par un parti révolutionnaire, démocratique et à direction collective. (4) »

La Constitution cubaine s'inspire très largement de la Constitution soviétique, comme l'affirme sans ambiguïté Raul Castro : « Nous voyons par exemple que, dans l'article 126 de la Constitution de 1936 de l'URSS, il est dit que le PC est le "noyau dirigeant de toutes les organisations des travailleurs tant sociales que de l'Etat" ... Il s'agit-là d'un autre principe fondamental à observer, aujourd'hui que nous voulons mettre en pratique et institutionnaliser notre dictature du prolétariat : le rôle dirigeant du parti en ce qui concerne toutes les activités étatiques comme sociales en général. (...) Pour exercer son rôle dirigeant de toute la société, le parti s'appuie sur l'Etat, les organisations de masse et — si nécessaire — sur la mobilisation directe des masses laborieuses. (5) »

La fonction attribuée au parti implique donc l'unicité du parti. Jamais la question de la pluralité des partis — même au sens strict de la pluralité des partis qui défendraient les acquis économiques et sociaux fondamentaux de la révolution — n'a été posée. Au contraire, la théorie officielle est celle de l'unicité.

Dès lors, l'existence d'un parti unique donne une grande importance au problème de la démocratie interne de ce parti : possibilité d'exprimer des positions différentes de celle de la direction, de pouvoir les présenter devant l'ensemble des membres, de les exprimer dans les organes du parti si nécessaire et, enfin, de pouvoir se regrouper sur une plate-forme politique pour les défendre.

Certes, des discussions ont traversé les instances de direction du PCC, d'autant plus après les divers tournants opérés tant sur le plan intérieur qu'international. Certes, la direction s'est

montrée capable de faire des bilans critiques de ses activités et de ses options, de les expliquer aux masses et de les mobiliser. Mais il est tout aussi évident que tout le fonctionnement du parti repose, d'une part, sur une concentration très grande des décisions fondamentales à l'échelon le plus élevé et, d'autre part, sur une opposition très nette à toute idée d'un centralisme démocratique qui impliquerait le droit de tendance et de fraction. En substance, le centralisme démocratique est conçu comme le jeu de la critique et de l'auto-critique dans le cadre d'un parti monolithique (6).

La direction du parti a fait un dogme de l'interdiction conjoncturelle du droit de fraction adoptée par le Xe Congrès du Parti bolchevique en mars 1921. Dans la tradition stalinienne, cette décision devient une règle de fonctionnement du parti visant à interdire aussi bien les tendances idéologiques que les fractions. Ainsi, dans le « cours d'orientation politique de 1973-1974 » intitulé *le Parti léniniste*, et devant former les cadres pour la préparation du Ier Congrès de 1975, il est déclaré : « La conception marxiste-léniniste de l'unité du parti a trouvé sa formule la plus exacte et la plus précise dans la résolution du Xe Congrès du PC(b) de Russie, écrite en toutes lettres par Lénine en 1921. On y signale que tous les ouvriers conscients doivent comprendre clairement le mal provoqué par tous types d'activités fractionnelles qui sont intolérables et qui conduisent inévitablement dans la pratique à affaiblir le travail commun. (7) » Plus loin, afin de clarifier ce point et de caractériser les possibles opposants à cette conception, il est expliqué : « En Russie, ce sont les trotskystes et les capitulards de droite et les autres ennemis du léninisme qui ont impulsé la théorie de la coexistence possible de différents courants et fractions à l'intérieur d'un même parti et qui ont essayé d'affaiblir le parti face à son ennemi de classe. (8) »

Dans la conception castriste, l'affirmation du rôle dirigeant du parti dans tous les domaines n'implique pas que soit affirmée la nécessaire séparation entre le parti et l'Etat. L'existence du « pouvoir

populaire » démontre — jusqu'à un certain niveau — cette séparation partielle. Raul Castro expliquait ainsi à des cadres du parti : « N'oubliez jamais dans vos activités que le parti n'administre pas et qu'il ne doit en aucun cas s'immiscer dans le travail quotidien et courant des organes de "pouvoir populaire" et de ses appareils administratifs. (9) »

Cependant, ce principe de séparation souffre de quelques sérieuses limitations. André et Francine Demichel indiquent (10) : « S'il n'y a pas de membres du parti à la direction syndicale, le parti peut se faire inviter aux réunions de l'exécutif syndical. De même, dans l'administration, il y a, pour chaque institution, une nomenclature des charges que doit contrôler le parti. L'approbation du parti est nécessaire pour tous les professeurs, chercheurs et cadres qui s'occupent de l'enseignement du marxisme. » A ce sujet, il faut souligner que le préambule de la Constitution affirme que « les citoyens cubains sont guidés par la doctrine victorieuse du marxisme-léninisme ». Plus loin, nos deux auteurs poursuivent : « Cette relative osmose entre le parti et l'Etat se reflète aussi dans la composition du parti. Ainsi, alors que la catégorie "Travailleurs exerçant des fonctions de direction administrative et politique" forme 7,7 % de la population active, elle compte pour 42,1 % au sein du parti. (11) »

LES ORGANISATIONS DE MASSE

Toutes les organisations de masse ont été créées au cours de la période des grandes mobilisations de 1959-1962, qui a vu la transcendance socialiste de la révolution et la mise en échec de l'impérialisme lors de la tentative de débarquement à Playa Giron (17 avril 1961). En 1960, étaient créés les Comités de défense de la révolution (CDR), la Fédération des femmes cubaines (FMC), l'Association des jeunes rebelles (future UJC — Union de la jeunesse communiste). En 1961, a été fondée l'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP). Seule la Centrale des travailleurs cubains (CTC), la centrale

étaient partisans de la liberté de fractions et de regroupements. »

9. Cité dans la *Nouvelle critique*, Carlos Serrano, « L'expérience de Matanzas », avril 1975.

10. André et Francine Demichel, *Cuba*, 419 pages, Librairie générale du droit et de jurisprudence (LGDJ), Tome XXXI, Paris, 1979, p. 120-121. Ces deux auteurs sont membres du PCF et sympathisants déclarés de la révolution cubaine. Dans l'introduction à cet ouvrage, qui étudie essentiellement les aspects institutionnels et constitutionnels, ils déclarent : « Ce livre n'est pas neutre au sens que donne à ce terme l'idéologie juridique et politique classique. Nous avons abordé l'étude de Cuba avec une immense sympathie. Mais jamais nous n'avons entendu faire une apologie systématique (!) qui n'eût été ni scientifique ni d'ailleurs crédible. (p. 13) » André et Francine Demichel défendent, au nom de l'inexistence d'une tradition « pluraliste », le principe du parti unique. De même, ils reprennent les thèses traditionnelles des PC sur le « centralisme démocratique ».

11. *Ibid.*, p. 128 et Ier Congrès du PCC, *Tesis y Resoluciones*, La Havane, 1979, p. 19 et 23.

3. Patrice Gelabrol, *Cuba : le Processus d'institutionnalisation*, Notes et Etudes documentaires, numéros 4366 et 4367, 15 février 1977, p. 14.

4. Fidel Castro, *la Révolution cubaine*, Tome 1, Maspero, Paris, 1969, p. 226.

5. In *Curso de orientación política 1973-1974, El partido marxista-leninista*, Departamento de orientación revolucionaria del Comité central del PCC, La Havane, 1973, p. 73.

6. *Ibid.*, p. 66.

7. *Ibid.*, p. 64.

8. *Ibid.*, p. 79. Dans une note explicative du qualificatif « trotskyste », ce manuel éclaire ainsi le lecteur : « Trotskysme : courant opportuniste surgi au sein du POSDR. Il fut vaincu au cours des années 1920. Les trotskystes refusaient la doctrine de Lénine sur la possibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays et se sont élevés contre la résolution du parti de s'engager sur la voie de la construction du socialisme en URSS. Ils sous-estimaient l'alliance de la classe ouvrière avec les paysans, qu'ils considéraient comme une force réactionnaire, avec laquelle, selon eux, la classe ouvrière s'affronterait tôt ou tard. En ce qui concerne la vie intérieure du parti, ils



Le commandant Daniel Ortega du FSLN du Nicaragua et Maurice Bishop du New Jewel Movement, Premier ministre de Grenade, aux côtés de Fidel Castro lors d'un meeting de masse. (DR)

syndicale unique, est une organisation antérieure à la révolution, créée en 1929. Mais elle a joué un rôle dirigeant dans la grève générale de 1958.

L'histoire des organisations de masse cubaines est inséparable de celle de la mobilisation des travailleurs et de leurs alliés et des avancées de la révolution. Elles ont répondu à chaque échéance à des besoins spécifiques des masses, non seulement en tant qu'organes de défense et de vigilance, mais également en tant qu'instruments de transformation sociale, ce qui leur a conféré leur légitimité aux yeux des masses. Cette caractéristique les différencie radicalement des « organisations de masse » en URSS, conçues comme des instruments de contrôle sur les masses dans le cadre de l'expropriation du pouvoir politique par la bureaucratie stalinienne.

Les organisations de masse sont, à Cuba, des organes de participation active, certes à des degrés divers, dans de nombreux domaines de la vie sociale, comme la vigilance, la gestion des services sociaux, les campagnes sanitaires et éducatives, etc. Elles ont donc été, par leur nature même, très sensibles à la centralisation administrative extrême de la deuxième moitié des années 1960. La plupart d'entre elles sont sorties affaiblies de cette période. L'un des objectifs avancés par Fidel Castro au lendemain de la *zafra* (récolte) des 10 millions (1970) a été — tout en dénonçant les excès bureaucratiques — de chercher à les revitaliser dans le cadre du « pouvoir populaire » (*poder popular*), mais sans jamais en étendre les fonctions jusqu'à en faire de véritables organes d'autogestion ouvrière. André et Francine Demichel le soulignent : « Il est vrai qu'au départ, le parti ni l'Etat n'étant véritablement constitués, les

organisations de masse — et spécifiquement les CDR — ont joué un rôle particulièrement déterminant. Mais elles n'ont jamais détenu le "pouvoir populaire". Il est tout aussi vrai que l'institution du parti puis de l'Etat ont réduit le rôle des organisations de masse. Mais celles-ci ne sont pas devenues pour autant des organes purement figuratifs. En somme, les organisations de masse ne sont pas et n'ont jamais été les organes d'une démocratie autogestionnaire. (12) »

Dans la conception castriste, les organisations de masse sont conçues comme des courroies de transmission de l'autorité du parti au sein de masses. Elles assurent la liaison entre le parti et les masses et sont subordonnées au parti et à l'Etat : « Les organisations de masse sont considérées, fonctionnellement, comme des "courroies de transmission" du parti, cette transmission jouant dans les deux sens. Il convient de faire connaître au parti les besoins et les exigences des masses. Il faut, à l'inverse, répercuter auprès des masses les mots d'ordre et les orientations du parti, assurer l'intériorisation de l'idéologie révolutionnaire diffusée par celui-ci (13). Elles n'ont pas de ligne politique propre, qui pourrait être différente de celle du parti. (14) » Raison pour laquelle l'un des critères que doivent remplir ces organisations de masse, c'est d'être sociologiquement aussi représentatives que possible de l'ensemble de la population.

En 1975, les CDR regroupaient 80 % de la population de plus de 14 ans (4 800 000 personnes) et la FMC 80 % des femmes (2 127 000 personnes). La CTC, l'ANAP, la Fédération des étudiants universitaires (FEU) et la Fédération des élèves du secondaire (FEEM) or-

ganisaient presque tous les salariés, les étudiants universitaires et les élèves du secondaire.

L'absence de définition d'une orientation propre des organisations de masse a pour conséquence de placer la sélection de leurs cadres sous le contrôle du PCC : « Il existe une nomenclature de cadres choisis par le parti. (15) »

Les thèses du Ier Congrès du PCC précisent que les postes de direction des organisations de masse sont assumés par le parti aux différents niveaux de centralisation : « Il est nécessaire d'établir une nomenclature des postes au sein de chaque organisme et institution qui précise quels sont les postes fondamentaux que doit occuper le parti, tant dans les organismes du parti même que dans l'UJC, l'Etat et les organisations de masse. (...) Il faut déterminer quelles charges doivent faire partie de la nomenclature du Comité central (CC), de même que celles des comités provinciaux et municipaux du parti. Il est nécessaire de s'assurer que les postes clés de chaque organisme reviennent à la nomenclature qui occupe des responsabilités dans le parti au niveau de l'instance correspondante. (16) »

Enfin, il est important de noter que la CTC partage les mêmes caractéristiques que les autres organisations de masse. C'est une organisation que les travailleurs utilisent effectivement comme un instrument de défense collective face à l'administration. Les délégués locaux sont pour la plupart élus à la base. La CTC joue aussi un certain rôle de contrôle sur la gestion des entreprises. Mais elle trouve des limites dans ces fonctions par le fait qu'elle est étroitement associée à la gestion économique, qu'elle doit impulser la réalisation des objectifs du Plan, qu'elle doit réduire l'absentéisme et accroître la productivité. Sur le plan du fonctionnement, cela met en étroite relation de collaboration permanente les dirigeants du syndicat, du parti et de l'entreprise (17). Au plan de la « lutte idéologique », cela se traduit par le fait que « la CTC et les syndicats ont pour tâche d'enseigner au travailleur l'attitude communiste face au travail et à la propriété sociale (18) ».

Les syndicats ne sont donc pas « autogérés » et indépendants de l'Etat et du parti. Ils assument une certaine fonction de courroie de transmission entre le parti, l'Etat et les masses. Cependant, ils captent l'activité réelle des masses, les revendications que les travailleurs expriment ; et les dirigeants syndicaux au sein même des instances du parti, retraduisent ces revendications et préoccupations. Il n'y a pas cette rupture entre l'organisation syndicale et les masses que l'on trouve dans les « démocraties populaires ».

12. André et Francine Demichel, *op. cit.*, p. 102.

13. *Ibid.*, p. 103.

14. *Ibid.*, p. 104.

15. *Ibid.*, p. 103.

16. Ier Congrès du PCC, *op. cit.*, p. 77.

17. Cf. Marta Harnecker, *Los protagonistas de un nuevo poder*, Editorial de Ciencias sociales, La Havane, 1979, p. 43.

18. Ier Congrès du PCC, *op. cit.*, p. 245.

Les organisations de masse ont joué, tout au début de la révolution, un rôle plus important qu'aujourd'hui, le « pouvoir populaire » s'étant substitué à une partie de leurs fonctions passées.

LE POUVOIR POPULAIRE

L'échec de la récolte (*zafra*) des 10 millions de tonnes de canne à sucre, en 1970, a mis en évidence les contradictions explosives auxquelles avait abouti la gestion économique hyper-centralisée des années 1960, l'absence de planification centrale et l'absence d'organes de pouvoir permettant aux masses d'intervenir dans une série de décisions importantes. Se combinaient alors une grave crise économique et un mécontentement croissant des masses face à l'émergence d'une couche de fonctionnaires et de cadres intermédiaires négligents, abusant de leurs pouvoirs et jouissant de privilèges.

La force de la direction castriste a été de savoir comprendre le signal d'alarme lancé par les masses. Elle a donné une réponse à cette mise en question de la dés-organisation économique et de la gestion bureaucratique en proposant une profonde refonte des institutions de l'Etat ouvrier, qui a été préparée de 1970 à 1975, expérimentée dans la province de Matanzas, puis généralisée à l'ensemble du pays : le *poder popular* (« pouvoir populaire »).

En 1976 a été adoptée une nouvelle Constitution, remplaçant la Loi fondamentale promulguée en février 1959 et qui servait jusque là de Constitution. Il vaut la peine de s'y arrêter tant pour voir la façon dont se sont effectuées son élaboration puis sa ratification par les masses, que pour mettre en évidence les modifications qu'elle introduit par rapport à la Loi fondamentale.

Les bases de la Constitution ont été formulées en 1974 par le Bureau politique du PCC et le Comité exécutif du Conseil des ministres (CECM). C'est à partir de ses indications qu'a été rédigée la première version par une commission constituée par des membres du CC et du gouvernement, et présidée par Blas Roca. Cet avant-projet fut rediscuté par le BP et le CECM avant d'être publié et discuté par le parti, l'UJC et les organisations de masse.

« C'est ensuite au sein du parti que furent discutés et sélectionnés les amendements venant de la base. Pendant l'été 1975, la commission de consolidation et d'organisation du PCC étudia les amendements, en retint un certain nombre. Et c'est à partir de là que le projet constitutionnel définitif fut mis au point, au Ier Congrès du PCC (17-22 décembre 1975). Le projet fut publié le 27 décembre.

« Le projet revint enfin vers le peuple pour son adoption. Le référendum eut lieu le 15 février 1976. Y participèrent tous les citoyens de plus de 16 ans. Il y eut 5 602 973 votants soit 98 % des inscrits. Et la Constitution fut approuvée par 5 473 534 voix (97,7 %) contre 54 070 (1 %). Elle fut promulguée le 24 février 1976. (19) »

En l'absence de larges possibilités de débat public et organisé au niveau national, ce type de démocratie est très formel. Il exprime bien le caractère paternaliste, à tonalité pédagogique, des rapports entre la direction castriste et les masses. Le bilan de deux ans de procédure est en effet éloquent :

a) « Le texte définitif comporte, par rapport à l'avant-projet, des modifications peu nombreuses et essentiellement techniques. (20) »

b) « Dans une session des 20 membres de la commission de rédaction, il a été dit que, dans presque tous les articles de l'avant-projet, il y avait la main et la pensée de Fidel... C'est lui qui a introduit le plus grand nombre de précisions et de modifications... Pratiquement, le tiers des modifications ont été consécutives à des propositions du camarade Fidel. (21) »

La nouvelle Constitution contient cependant une série d'éléments nouveaux qui auraient été de nature à alimenter un important débat national.

La Loi fondamentale, promulguée au lendemain de la prise du pouvoir était une constitution démocratique-bourgeoise, affirmant le respect de la propriété privée (art. 24), la liberté de presse, de réunion et d'association (art. 33). Elle reconnaissait en particulier le droit de grève et de *lock out* (art. 71). Elle prévoyait l'organisation d'élections et un système politique pluripartiste (22).

Hormis les points déjà relevés, concernant le rôle du parti et des organisations de masse, il faut signaler que l'ensemble des droits démocratiques y sont conditionnés dans la nouvelle Constitution à la conformité aux objectifs de la révolution socialiste, et qu'il n'y est plus fait mention du droit de grève. Compte tenu du rôle qui y est accordé au parti unique, cette Constitution ne pouvait déboucher que sur une *conception restreinte* du « pouvoir populaire ».

Dans son discours du 28 septembre 1971, Fidel Castro ne laissait en fait pas d'ambiguïté sur la nature du « pouvoir populaire » en expliquant qu'il prétend « mener à bien une profonde décentralisation administrative, mettre sous le contrôle de la communauté toutes les activités qu'elle peut — en raison de leurs caractéristiques régionales — contrôler, diriger et administrer ». L'article 102 de la Constitution de la République adoptée quatre ans plus tard reprend à peu près la même formulation.

Mais c'est probablement dans le discours de Fidel Castro du 26 juillet 1977 sur le « pouvoir populaire » que la définition est la plus précise, et il vaut la peine de le citer longuement : « Le principe clé (du « pouvoir populaire »), c'est que toute unité de production ou de service qui fournit des biens ou des services à la communauté doit être gérée et contrôlée par la communauté. » Cela doit être vrai au niveau municipal, provincial et national. « Cela signifie que les écoles, les centres de soins, les magasins, les bars, les usi-

nes, les cinémas, les centres de loisirs et tous les autres centres sont et continueront à être gérés et administrés par le "pouvoir populaire" de chaque localité. Il n'y aura plus à Cuba un cinéma, un magasin ou une école géré centralement à partir de La Havane. (...) Ils seront contrôlés et gérés par leur propre communauté. (...) Il y aura certaines activités et unités qui, parce qu'elles travaillent pour tout le pays, seront contrôlées centralement par le "pouvoir populaire" national : la flotte marchande, l'industrie lourde, les banques, la flotte de pêche, les chemins de fer (...), mais toutes les autres activités seront gérées par les municipalités et les provinces. »

« Cette décentralisation ne signifie cependant pas que chaque communauté ou province va voler de ses propres ailes. (...) Elles devront suivre certaines normes afin d'éviter des inégalités et des disparités à travers le pays. Les services offerts devront être similaires : un hôpital municipal, par exemple, ne peut pas faire ce qui lui plaît ; il devra offrir des services médicaux avec des normes de qualité similaires à ce qui se fait dans le reste du pays. (...) Mais, à part cela, le "pouvoir populaire" local sera l'instance gouvernementale responsable de ce qui se passe dans cet hôpital, de la façon dont il est géré et de la façon dont son personnel répond aux besoins exprimés par la population. (...) Les membres de la communauté seront désormais responsables de tout ce qui arrive dans cet hôpital. Au cours de la période antérieure de la révolution, la communauté recevait les services de l'hôpital ou du policlinico. Mais ces unités étaient gérées par le ministère de la Santé. Dorénavant, elles seront gérées par la communauté. (23) »

Le « pouvoir populaire » constitue donc une décentralisation administrative qui met les activités à caractère régional sous le contrôle des collectivités. Jusqu'au niveau municipal, les délégués sont choisis et élus par la base. Ils sont révoquables à tous les niveaux.

Mais le processus de prise de décision reste extrêmement centralisé, hors de portée du contrôle direct des masses, de même que la gestion des entreprises d'intérêt national, des banques, etc.

Les Thèses du Ier Congrès du PCC précisent plus clairement ce dernier aspect : « Le processus de décentralisation implique le transfert aux organes locaux du "pouvoir populaire" d'activités, d'unités de production et de services, ainsi que la création d'entreprises subordonnées localement, et doit être accompagné d'un renforcement des fonctions de planification et de contrôle systématiques qui reviennent aux organismes centraux de l'Etat. (24) »

19. André et Francine Demichel, *op. cit.*, p. 143.

20. *Ibid.*, p. 145.

21. Marta Harnecker, *op. cit.*, p. 94.

22. Patrice Gelarol, *op. cit.*, p. 12.

23. Fidel Castro, discours du 26 juillet 1977, *Granma*, La Havane.

24. Ier Congrès du PCC, *op. cit.*, p. 181.

LA REVOLUCION ES INDESTRUCTIBLE



Les Cubains manifestent contre ceux qui ont choisi l'exode vers Miami. (DR)

Cette centralisation est garantie par la structure du « pouvoir populaire » qui est constitué par une série d'assemblées municipales et provinciales, structurées pyramidale et convergeant sur une Assemblée nationale qui est « l'organe législatif suprême ». Cette Assemblée nationale nomme le Conseil d'Etat, doté d'un président (Fidel Castro) qui est également président du Comité exécutif du Conseil des ministres, dont il propose la nomination à l'Assemblée nationale et qui constitue l'organe administratif et exécutif suprême.

« Les délégations successives de compétences de l'Assemblée nationale au Conseil d'Etat et du Conseil d'Etat au président peuvent conduire à une concentration du pouvoir, comme c'est le cas actuellement, aux mains du seul Comité exécutif du Conseil des ministres qui sera sans doute composé, comme par le passé, dans sa majeure partie, de membres du Bureau politique du parti. (25) » De plus, « tous les membres du Conseil des ministres, sauf le président, sont désignés par l'Assemblée nationale du "pouvoir populaire", sur proposition du président du Conseil d'Etat, lui-même chef de gouvernement et président du Conseil des ministres élu par l'Assemblée. Celui-ci accepte la démission des membres du Conseil des ministres et propose à l'Assemblée ou au Conseil d'Etat leur remplacement (art. 7 et 9) (26) ».

André et Francine Demichel en arrivent par conséquent à écrire : « En ce qui concerne Cuba, la monocratie même — et cela peut être considéré comme un recul — n'est pas absente des organes de l'exécutif, puisque le président du Conseil d'Etat, qui est également président du Conseil des ministres, possède des compétences propres détachables de celles des organes qu'il préside. Rien ne justifie théoriquement cette situation, pas même la nécessité de tailler pour Fidel Castro un vêtement constitutionnel sur mesure. (27) »

Le processus d'élaboration du Plan est une illustration de cette concentration extrême du pouvoir de décision sur lequel les masses n'ont aucune prise, et qui s'accompagne pourtant d'une décentralisation administrative laissant un espace à une activité réelle des masses.

Toutes les grandes options sont prises au sein du BP du PCC et de son secrétariat, puis ratifiées par le Congrès du PCC, selon le même mode qui a présidé au lancement du projet de Constitution.

A partir de ces orientations, la JUCEPLAN (Junta centrale de planification), dont le président est membre du Conseil des ministres, élabore l'avant-projet du Plan unique de développement, après une large consultation des directeurs d'entreprise, des organisations de masse, des groupes de spécialistes, etc. Ce projet est ensuite soumis à l'Assemblée nationale qui peut l'amender, l'accepter et — théoriquement — le rejeter. Cela n'a jamais été le cas jusqu'à présent, et cela pourrait difficilement l'être puisque les militants du PC et de l'UJC sont largement hégémoniques dans toutes les instances du « pouvoir populaire ».

Les délégués du « pouvoir populaire » ne sont choisis et élus à la base que jusqu'au niveau municipal. En revanche, ce ne sont pas les membres de l'assemblée municipale qui choisissent les candidats aux assemblées provinciales ni à l'Assemblée nationale, mais une commission des candidatures présidée par un représentant du parti. Cette commission peut proposer des personnes qui n'ont pas été élues par la base à une assemblée municipale. C'est par ce dernier mécanisme que sont représentés dans le « pouvoir populaire » les militants syndicaux et d'entreprises d'intérêt national échappant au « pouvoir populaire » local. Car l'unité électorale du « pouvoir populaire » n'est pas le centre de travail ou d'étude, mais le quartier.

Le dispositif de filtrage est donc terriblement efficace. Tant et si bien qu'en 1976, 75,2 % des élus à la base étaient membres du PC ou de l'UJC, mais cette proportion monte à 96,7 % des délégués de l'Assemblée nationale (91,7 % sont membres du PC et 5 % de l'UJC).

Les membres du parti ayant déjà adopté l'orientation dans le Congrès du PCC, leurs interventions se bornent toujours à des propositions d'amendements d'ordre technique. C'est d'ailleurs là le critère de leur élection. Du fait de l'existence d'un parti unique, ne reconnaissant pas le droit de tendance et de fraction, il n'existe pas de possibilité alternative au

niveau national.

Le contrôle de la presse par le parti et les organisations de masse qui lui sont liées ne laisse pas non plus de place aux débats d'idées et d'orientations, et prive les masses d'un instrument fondamental de démocratie ouvrière. Si bien que les délégués ne sont pas élus en fonction de leurs positions politiques, mais en raison de leurs capacités personnelles à défendre et à concrétiser ces options centrales. L'Assemblée nationale ne peut donc pas jouer son véritable rôle d'instance suprême du « pouvoir populaire ». Le réseau des organes de « pouvoir populaire » a en réalité une double fonction :

— Premièrement, mieux adapter les choix centraux aux possibilités et aux besoins, car les délégués se font l'écho des plaintes innombrables et incessantes des travailleurs.

— Deuxièmement, jouer un rôle de frein aux tendances bureaucratiques et aux lourdeurs administratives au niveau local, c'est-à-dire dans le domaine de la vie quotidienne où les masses manifestent, à juste titre, une sensibilité très grande.

La façon dont les masses ont pris en main la résolution des problèmes locaux, immédiats, qui se posent à elles au travers des organes de « pouvoir populaire », et la lutte qu'elles mènent dans les quartiers et les municipalités contre les pesanteurs bureaucratiques sont les meilleures preuves de leur activité et de leur attachement à la révolution. En même temps, cela laisse augurer des possibilités nouvelles qui se révéleraient si, en lieu et place de ces organes de pression et aussi d'exutoire de leur volonté, les masses disposaient d'organes effectifs de démocratie socialiste au niveau régional et national et de syndicats indépendants et autogérés. L'expérience accumulée par les travailleurs cubains au cours de ces vingt ans de révolution représenterait un acquis important pour une telle transformation. ■

Fred DENFERT
Décembre 1981.

25. Patrice Gelarol, *op. cit.*, p. 17.

26. *Ibid.*, p. 24.

27. André et Francine Demichel, *op. cit.*, p. 291.

La population palestinienne s'oppose à l'"administration civile"

LES accords de Camp David de fin 1978 et de début 1979 sont d'ores et déjà enterrés. A Washington, à Ryad en Arabie Saoudite et à Fès au Maroc, les bourgeoisies américaine et arabes tentent de bricoler un cadre nouveau susceptible de désamorcer la crise permanente au Moyen-Orient et de stabiliser l'ordre impérialiste dans cette région d'importance

stratégique centrale pour les barons de Wall Street. Contrairement au président Anouar el-Sadate, la majorité des bourgeoisies arabes est convaincue que tout plan de paix se doit, afin d'être applicable, de contenir une solution à la question palestinienne acceptable par une partie significative du peuple palestinien et de sa direction.

Michel WARSCHAWSKY

C'était précisément parce que les accords de Camp David éludaient cette question qu'Israël s'était relativement empressé de s'y rallier, obtenant un accord de paix avec le plus grand des pays arabes, sans pour autant devoir s'engager à se retirer des territoires palestiniens occupés depuis 1967 ni à reconnaître le mouvement national palestinien. Le veto israélien au Plan Fahd saoudien était donc prévisible, et cela indépendamment de son caractère ouvertement impérialiste. Pour Menahem Begin et son gouvernement, il est capital de faire comme si le cadre politique ouvert par les accords de Camp David existait toujours ; c'est pourquoi, après près de deux années de gel dans les négociations sur l'avenir du projet d'"autonomie" de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, le ministre de la Défense et responsable des territoires occupés, le général Ariel Sharon, vient de mettre en place une « administration civile » visant à remplacer le gouvernement militaire qui administrait les territoires occupés depuis juin 1967.

Avec la mise en place de l'"administration civile", le général Ariel Sharon avait annoncé qu'"une nouvelle page était ouverte dans notre politique dans les territoires occupés", c'est-à-dire, a-t-il ajouté, une attitude plus humaine vis-à-vis de la population. Mais, fidèle à ses habitudes, il s'est empressé de ne laisser planer aucune ambiguïté : « Nous serons bons avec ceux qui collaboreront avec nous et féroces avec ceux qui s'opposent à nous. Ou bien le calme régnera pour tous, ou bien il n'y aura de calme pour personne. »

Officiellement, l'administration civile diffère du gouvernement militaire sur trois plans : tout d'abord les autorités militaires ne sont plus responsables que du « maintien de l'ordre », sous l'autorité du chef de l'administration civile, le professeur Milson, colonel de réserve qui a fait partie du gouvernement militaire pendant de nombreuses années. Ensuite, les diverses tâches d'administration civile passeront progressivement aux mains de fonctionnaires palestiniens et non plus sous

l'autorité directe de l'armée. Finalement, est prévue la mise en place — à terme — d'une « direction » locale, composée de collaborateurs prêts à accepter le cadre de l'"autonomie" sous domination israélienne et se démarquant à 100 % de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Les deux premiers éléments ne changent en rien le caractère de l'occupation, et leur aspect fictif est démontré par mille exemples, comme le fait que l'administrateur « civil » de la Bande de Gaza n'est autre que ... le colonel-gouverneur militaire, qui, pour l'occasion, a dû quitter son uniforme. Le troisième élément par contre est plus significatif : il vise à réaliser ce que l'Etat sioniste n'a ni pu ni voulu faire pendant les quatorze premières années de l'occupation, c'est-à-dire trouver un interlocuteur au sein de la population palestinienne occupée qui « représenterait » cette dernière face aux forces d'occupation et constituerait un contrepoids à l'OLP. Ce qui aurait, peut-être, encore été possible en 1968 ou en 1971, à savoir s'appuyer sur une large couche de notables modérés, pro-jordanien par exemple, est aujourd'hui exclu, la politique de répression tous azimuts et l'opposition des forces d'occupation à toute organisation politique et à toute forme de direction locale ayant laissé au cours des ans l'OLP devenir aux yeux de l'immense majorité des masses palestiniennes occupées l'unique représentant du peuple palestinien.

C'est donc autour de collaborateurs notoires, ne disposant d'aucun crédit auprès des masses et d'aucun soutien de régimes arabes, que le gouvernement israélien essaie, dix ans trop tard, de mettre sur pied une pseudo-représentation de la population occupée. La Ligue des villageois, dirigée par le collaborateur Mustafa Dudin, est aujourd'hui la colonne vertébrale de ce projet. Le principe en est simple : Israël interdit aujourd'hui l'acheminement de la plus grande partie du soutien matériel venant de l'extérieur (Etats arabes, commission mixte OLP-Jordanie) et canalise les maigres budgets que le gouvernement sioniste alloue, la sélection limitée de contributions venant de l'extérieur, les permis de construire et les auto-

risations diverses par le biais de la Ligue des villageois. Celle-ci devient, du moins pour la population vivant à la campagne, l'unique moyen de résoudre ses divers problèmes de vie quotidienne. C'est avec ces méthodes que le général Ariel Sharon espère contrebalancer le poids de l'OLP et des directions palestiniennes dans les villes liées aux organisations de la résistance, et créer une « représentation » modérée de la population occupée.

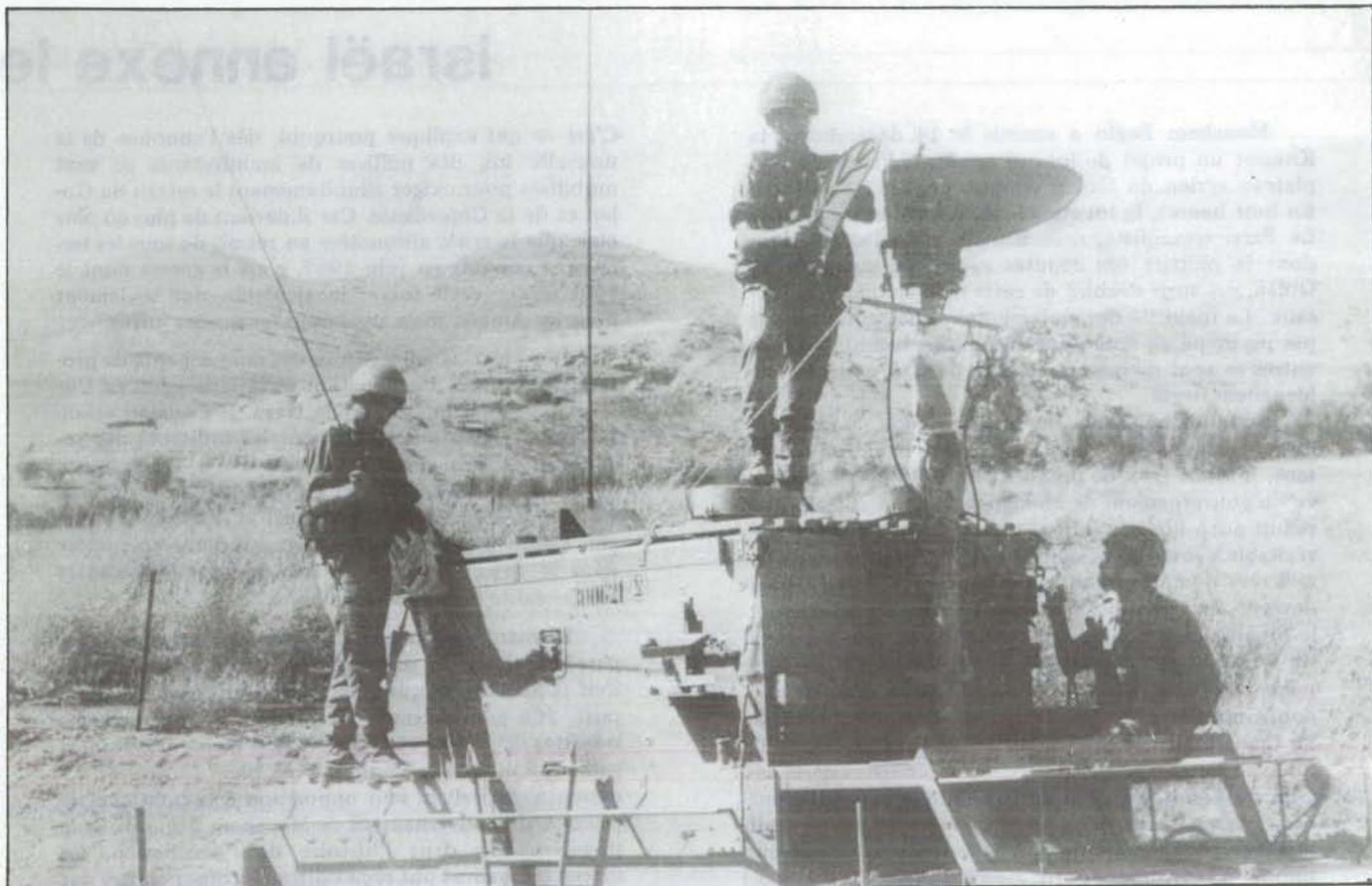
Mais, même dans les villages, le succès de la Ligue des villageois est très relatif, l'occupation ayant sensiblement réduit, par la prolétarianisation de nombreux paysans et par la répression généralisée, le fossé existant entre les villes, les campagnes et les villages. La liquidation, il y a trois semaines, de Youssef Hatib, dirigeant de la Ligue des villageois de la région de Ramallah et les divers attentats et manifestations contre ceux qui voudraient choisir trop ouvertement la voie de la collaboration laissent présager de l'avenir de ce projet.

La carotte est vraiment trop maigre pour que des secteurs substantiels de la population palestinienne se laissent prendre au piège de l'"administration civile".

Dès la passation du pouvoir au professeur Milson, la population palestinienne de Cisjordanie a fait savoir clairement et massivement son opposition au projet d'"administration civile". Grèves générales dans la plupart des villes de Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, manifestations de lycéens et d'étudiants, meetings de masse avec la participation de l'ensemble des personnalités représentatives de la population palestinienne, déclarations des directions syndicales et religieuses locales : personne ne peut douter des sentiments réels des habitants des territoires occupés.

« Nous n'avons aucune chance de trouver des Quisling (1) dans les territoires occupés », explique le général de réserve Shlomo Gazit, ancien responsable

1. Vidkun Quisling, homme politique norvégien, pro-nazi, chef du gouvernement après l'invasion allemande de février 1942, exécuté à la Libération. Son personnage est devenu le symbole le plus achevé de la collaboration avec l'occupant.



Militaires israéliens sur le Golan. (DR)

de la coordination des activités dans ces territoires et, dans un article de *Haaretz* du 29 octobre, Yehuda Litani explique : « Récemment, le gouvernement militaire a proposé à certains habitants des territoires occupés de prendre la tête des départements dans lesquels ils travaillent (dans l'administration militaire). Mais, jusqu'à présent, ils ont refusé... essentiellement parce qu'ils craignent des réactions négatives de la part de la population de Cisjordanie. » Dans le même journal, Amos Eilon, un des meilleurs observateurs politiques israéliens, résume la situation : « Il est encore plus difficile d'espérer la participation de Palestiniens à la mise en place de "l'autonomie totale" en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Mais c'est précisément l'objectif que s'est fixé ce gouvernement et sur lequel il a échoué et continue à échouer. Sans la participation des Palestiniens, il n'y aura pas d'autonomie. Qui voudrait être aujourd'hui à la place du professeur Milson qui a accepté d'être à la tête de cette administration civile ? Ce qui, peut-être, eût été possible il y a quelques années, est quasiment inconcevable dans la situation actuelle. Dans une conférence qu'il a donnée il y a quelques mois, cet érudit a exprimé sa conviction qu'il est possible de "casser" politiquement l'OLP dans les territoires occupés. Est-ce que les populations de Cisjordanie et de la Bande de Gaza vont commencer à tourner le dos à l'OLP précisément au moment où celle-ci est définitivement reconnue par les peuples du monde ? »

Le refus de la population palestinienne a atteint des dimensions sans précé-

dent depuis de nombreuses années. A titre d'exemple, la Bande de Gaza, réputée « calme » depuis la pacification meurtrière du général Ariel Sharon au début des années 1970, a connu plusieurs jours de grève générale et de manifestations de masse qui se sont rapidement développées en confrontations violentes avec les forces d'occupation, provoquant la mort d'un jeune enfant et plusieurs dizaines de blessés. Et tout laisse croire qu'un des effets de la mise en place de l'administration civile sera l'homogénéisation de l'organisation et de la lutte des populations des deux principales composantes des territoires occupés, la Cisjordanie et la Bande de Gaza.

DERRIERE LA CAROTTE, LE BATON

« S'ils ne veulent pas de notre administration civile, c'est donc qu'ils veulent la répression », telle semble être la logique qui guide les mesures du général Ariel Sharon et du professeur Milson. Et, cette fois, ils n'ont pas lésiné sur les moyens. En un mois, l'administration civile a réalisé, en termes de répression, ce que le gouvernement militaire faisait généralement en un an : fermeture de l'Université de Bir Zeit, fermeture du quotidien *El Fajr*, arrestation de dirigeants connus comme le Dr Azmi Shueibi, membre du conseil municipal de El Bire, comme Akram Hanie, rédacteur en chef du quotidien *el-Shaab*, comme le Dr Samir Katabe, président de l'Union des médecins, assignation à résidence de dizaines de personnes, essentiellement des enseignants et des dirigeants étudiants de Bir Zeit.

Mais ce sont les « punitions collectives », les couvre-feu dans des quartiers, des villages ou des camps d'où auraient été jetés des pierres ou des bouteilles, et les dynamitages de maisons qui marquent le plus les nouvelles dimensions de la répression dans les territoires occupés.

C'est dans les rangs mêmes du Parti travailliste que l'on a pu entendre de violentes critiques contre le dynamitage de trois maisons à Bet-Sahur près de Bethléem, sous prétexte que des enfants appartenant à certaines des familles habitant ces maisons avaient lancé des pierres sur un command-car de l'armée israélienne. Abba Eban et Victor Shem Tov, secrétaire général du Mapam (Parti ouvrier unifié), ont dénoncé ces dynamitages qui, comme l'a fait remarquer Menahem Begin, ne sont pas une invention du Likoud actuellement au pouvoir (le Parti travailliste, jusqu'à son éviction du gouvernement en mai 1977 a été responsable du dynamitage de 1 224 maisons). Dans l'éditorial du *Davar*, le quotidien de la centrale syndicale Histadrout, du 20 novembre dernier, sous le titre « Pas en mon nom ! », Hanna Zemer affirme : « A nouveau, nous dynamitons des maisons, murons des appartements, soudons des rideaux de fer de magasins (en grève). J'entends les cris des mères et les pleurs des enfants ; je vois des gens dont on vient de prendre le logis. Même sans essayer de comparer ce qui ne peut pas l'être, on ne peut pas s'empêcher de penser à des souvenirs douloureux, d'une autre époque, en un autre endroit... » Et, dans un style moins pathétique, Yehuda Litani, dans *Haaretz* du 18 novembre, affirme :

Israël annexe le

Menahem Begin a soumis le 14 décembre à la Knesset un projet de loi qui confirme l'annexion du plateau syrien du Golan conquis en 1967 par Israël. En huit heures, la loi était votée à une large majorité. Le Parti travailliste, actuellement dans l'opposition, dont la plupart des députés soutient l'annexion du Golan, est sorti déchiré de cette manœuvre parlementaire. La majorité des parlementaires de ce parti n'ont pas participé au vote pour des raisons techniques. Les autres se sont divisés sur le vote de la proposition de Menahem Begin.

Pour les habitants du Golan occupé, la nouvelle loi ne changera pas grand chose à leur situation. Pourtant, il serait faux de prendre à la légère cette initiative du gouvernement de Menahem Begin. Celle-ci ne se réduit pas à un acte formel et fanfaron ; il s'agit d'une véritable provocation contre la Syrie avec laquelle Israël rêve d'en découdre. En effet, en avril 1982, Israël devrait, en vertu des accords de Camp David, rendre le Sinaï à l'Égypte, et tout laisse croire que ce sera la fin du cadre des accords de Camp David. Ce que Menahem Begin et Ariel Sharon voudraient, c'est qu'une confrontation militaire d'ampleur enterre les accords de Camp David avant d'avoir été obligés de rendre le Sinaï et de démanteler les colonies sionistes de la région de Yamit, au nord de la Bande de Gaza. Ils ont donc, au cours des derniers mois, fait tout ce qui était possible pour mettre fin au cessez-le-feu qui leur a été imposé à la frontière nord, avec le Liban.

Ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui, ce n'est pas le statut formel des territoires syriens occupés, mais une nouvelle aventure militaire sioniste et une accélération de l'offensive sur tous les fronts contre le mouvement national palestinien et le monde arabe.

C'est ce qui explique pourquoi, dès l'annonce de la nouvelle loi, des milliers de manifestants se sont mobilisés pour exiger simultanément le retrait du Golan et de la Cisjordanie. Car il devient de plus en plus clair que la seule alternative au retrait de tous les territoires conquis en juin 1967, c'est la guerre dont le coût sera — cette fois — incalculable, non seulement pour les Arabes, mais aussi pour les masses juives.

Dès 1967, Israël a connu des mouvements de protestation contre l'occupation et la répression en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Il s'agissait essentiellement d'actions regroupant les militants des organisations anti-sionistes et du Parti communiste israélien (Rakah). S'ils ont eu, pendant trois ou quatre ans, un certain écho en Israël et surtout à l'étranger, c'était plus parce qu'il s'agissait d'une voix isolée dans le désert du chauvinisme que par leur impact sur la réalité politique israélienne.

La manifestation organisée le 28 novembre 1981 par le Comité de solidarité avec l'Université de Bir Zeit (CSUBZ) marque à ce niveau un tournant qualitatif. 200 jeunes Israéliens, membres d'organisations sionistes de gauche et anti-sionistes, mais surtout inorganisés, sont venus manifester en plein territoire occupé, à Ramallah, leur opposition à la politique répressive du gouvernement de Menahem Begin. Pour la première fois dans l'histoire de l'occupation, les forces répressives ont reçu l'ordre d'utiliser contre des manifestants juifs une partie des méthodes réservées jusqu'à présent aux Palestiniens, et ont dispersé la manifestation avec des grenades lacrymogènes et à coups de matraques et de crosses, faisant plusieurs blessés légers et une cinquantaine d'arrestations.

« Quand on détruit des maisons à la chaine (7 maisons ont été détruites au cours des deux dernières semaines) afin qu' "on ne jette plus une seule pierre en Cisjordanie", on provoque une escalade. Il est difficile d'imaginer qu'une population dont on dynamite les maisons devienne pacifique. Elle peut avoir peur et vivre dans la crainte, mais il se trouvera toujours des gens qui auront le courage de lancer des pierres, même dans la situation la plus effrayante, voire même de tirer des coups de feu, de jeter des bouteilles incendiaires et de placer des bombes. »

Quant aux conséquences de la politique du bâton, elles ne laissent aucun doute. La répression indiscriminée aussi bien contre ceux que l'on qualifie d'« extrémistes » que contre les modérés, contre des commandos armés et contre des jeunes qui lancent des pierres, ne peut que provoquer un réalignement généralisé sur les positions les plus radicales. Comme l'écrit Dani Rubinstein dans le journal *Davar* du 20 novembre 1981 : « La politique du ministre Ariel Sharon en Cisjordanie est la plus grossière et la plus violente depuis qu'Israël a le pouvoir dans les territoires occupés... Bethléem et Bet-Sahur sont parmi les villes les plus calmes en Cisjordanie, et dont les maires, Elias Frej et Hanna el-Atrach, n'appartiennent pas au Comité d'orientation nationale (qui regroupe les partisans de l'OLP) et ne sont pas considérés comme des extrémistes.

Or, pour la première fois de leur carrière, ils ont tous les deux pris la tête d'une ma-

nifestation où l'on criait "OLP oui ! Israël non !". »

OPPOSITION GRANDISSANTE AU SEIN DE LA POPULATION ISRAËLIENNE

Tous les jours, au cours du journal télévisé, les Israéliens peuvent voir les horreurs de l'occupation et des méthodes expéditives du général Ariel Sharon ; ils voient aussi la détermination des lycéennes de Bet-Sahur, des commerçants de Gaza, des étudiants de Bir Zeit, et donc l'inefficacité des mesures répressives prises par la prétendue administration civile. Pour la masse des travailleurs juifs, c'est de plus en plus un sentiment de lassitude qui s'exprime et un refus de croire que, cette fois, les Palestiniens prendront une leçon et qu'ils n'ont pas d'autre choix que d'accepter les solutions imposées par Menahem Begin.

Mais de plus en plus nombreux sont ceux qui comprennent qu'il est suicidaire de laisser les mains libres à Ariel Sharon et que c'est précisément le caractère extrême de la répression qui rend non seulement nécessaire mais aussi possible l'émergence d'un vaste mouvement d'opposition à ce qui se passe aujourd'hui dans les territoires occupés.

Au cours des dernières semaines, ce ne sont plus seulement les étudiants arabes et les groupes radicaux qui se sont mobilisés contre la fermeture de l'Univer-

sité de Bir Zeit, contre les dynamitages de maisons et contre les « punitions collectives », mais des centaines de personnes qui, hier encore, n'étaient pas prêtes à s'engager délibérément aux côtés des masses palestiniennes. L'écho grandissant du Comité de solidarité avec l'Université de Bir Zeit (voir encadré) et la large sympathie qu'ont rencontré ses actions, confirment que pour la première fois depuis 1967, existe la base d'un large mouvement unitaire contre l'occupation. Or, s'il est vrai que c'est la détermination de la population palestinienne qui décidera, en dernière instance, de la viabilité des divers plans d'occupation qu'élaboreront les gouvernements sionistes, l'existence d'un mouvement massif contre l'occupation au sein même de la population juive d'Israël peut non seulement accélérer le processus de retrait des forces israéliennes des territoires occupés, mais aussi créer la base de la collaboration entre Juifs et Arabes qui reste la condition *sine qua non* pour une solution juste et durable de la question palestinienne. ■

Michel WARSCHAWSKY
Tel Aviv, 20 décembre 1981.

plateau du Golan

Ce qui est nouveau, c'est la réaction qu'a provoquée la répression contre les manifestants de Ramallah : malgré le caractère radical de la manifestation, malgré le poids prédominant de forces « extrémistes » dans le Comité de solidarité avec Bir Zeit et en dépit de l'insistance des *mass media* sur le nombre de militants de l'organisation *Matzpen* parmi les emprisonnés, des centaines de personnes se sont mobilisées dès le lendemain dans de multiples manifestations liant la solidarité avec les emprisonnés à la dénonciation de la répression dans les territoires occupés, y compris des députés travaillistes, la jeunesse du Mapam, des *hibboutzim* et tout ce qu'Israël connaît de libéral et d'un tant soit peu critique par rapport à la politique de Menahem Begin. Non moins significative a été la réaction des travailleurs dans les usines où travaillent certains des manifestants que leurs camarades de travail avaient pu voir « en action » sur les écrans de télévision : sans être toujours d'accord avec les thèmes de la manifestation, la plupart d'entre eux n'ont manifesté aucune hostilité, cherchant sincèrement à comprendre la signification de la manifestation et s'opposant à toute tentative de les licencier — comme cela a été le cas à certains endroits — pour délit d'opinion.

Loin de n'être qu'un feu de paille, le mouvement de solidarité s'est développé d'une façon spectaculaire au cours des dernières semaines, et ce sont près de 2 000 personnes qui ont manifesté le 14 décembre, à l'appel du CSUBZ, contre la répression dans les territoires occupés, et par la même occasion contre l'annexion du Golan dont la Knesset débattait au moment même de la manifestation. Le fait que la majorité des manifestants n'appartiennent pas à des or-

ganisations de gauche, que des députés travaillistes se soient crus obligés de prendre la parole aux côtés de dirigeants du PC et de militants d'extrême gauche, confirme qu'il s'agit-là d'un phénomène nouveau, d'un saut qualitatif vers la formation d'un mouvement de masse unitaire contre l'occupation.

Ce tournant s'explique par une combinaison de facteurs objectifs et subjectifs. Tout d'abord, la nouvelle dimension que prend la question des territoires occupés dans la crise de l'Etat sioniste : il ne s'agit plus d'une question de solidarité avec la population palestinienne opprimée, mais de ce qui apparaît comme déterminant pour l'avenir des habitants d'Israël, après que la preuve a été administrée que les accords de Camp David n'ont rien résolu. Ensuite, l'absence d'une quelconque force d'opposition crédible, la gauche sioniste étant laminée et le Parti travailliste déchiré de toutes parts, ce qui laisse un vide politique tel qu'Israël n'en a jamais connu. Finalement, la grossièreté et le fanatisme du nouveau gouvernement est telle qu'une frange non négligeable des couches libérales voit pour la première fois dans le gouvernement israélien un ennemi plus dangereux que les positions des organisations de gauche, d'où la possibilité d'un réel front unique.

Pendant près de quinze ans, les anti-sionistes israéliens ont mis au centre de leurs préoccupations et de leurs activités la lutte contre l'occupation. Pour la première fois, ils ont la possibilité de diriger un mouvement de masse sur cette question. C'est là une lourde responsabilité. ■

M. W.

Tel Aviv, 20 décembre 1981.

Quatrième Internationale

Périodique trimestriel-39^e année/3^e série, n°7
janvier-février-mars 1982

SOMMAIRE

EDITORIAL :	
Austerité, rémilitarisation, contre-révolution	3
G. Taut et M. Warshawsky - Origines et dynamique du sionisme	15
Livio Maitan - L'eurocommunisme dans l'impasse	41
John Ross - La politique britannique dans les années 1970	57
Alan Freeman - Benn et le socialisme britannique	77
Klaus Meschkat - La social-démocratie et l'offensive socialiste en Amérique latine	91
ARCHIVES DU MARXISME	
Léon Trotsky - Le rapport entre révolution prolétarienne et révolution agraire	101
NOTES DE LECTURES :	
Gérard Chaliand : Rapport sur la résistance afghane	105

Une heureuse initiative de diffusion d' "INPRECOR"

Les militants de la section de Genève du Parti socialiste ouvrier (PSO), la section suisse de la IV^e Internationale, viennent de prendre une heureuse initiative pour la promotion d'Inprecor.

Profitant de la fin de l'année, ils ont lancé un appel à des abonnements exceptionnels, auquel une quinzaine de militants et sympathisants du PSO ont déjà répondu. Ces abonnements commenceront à partir du premier numéro de l'année 1982.

Voilà à coup sûr une bonne idée de promotion de la diffusion d'Inprecor qui devrait trouver un écho dans les autres organisations francophones liées à la IV^e Internationale.

Alors, camarades français, belges, luxembourgeois, québécois ... il est toujours temps de veiller au réabonnement régulier des militants et sympathisants de la IV^e Internationale dans vos pays respectifs et, comme l'ont fait les camarades de Genève, de susciter de nouveaux abonnements.

INPRECOR
1er janvier 1982.

Le mouvement syndical face au Pacte social

LE Congrès national de la CGIL — la principale confédération syndicale italienne — a clos, fin novembre 1981, la longue phase des congrès syndicaux. Chacune des trois confédérations a connu, depuis le printemps 1981, une double phase de débat : les congrès des syndicats de catégories tenus au niveau de la base, de l'union locale, puis de l'union régionale et, enfin, au niveau national ; les congrès inter-catégoriels tenus également au niveau des sections, des unions locales puis des unions régionales et, enfin, au niveau national.

Les Congrès confédéraux de la UIL en juin, de la CISL en octobre et de la CGIL en novembre ont représenté les

Franco TURIGLIATO

Les Congrès syndicaux de 1973 et de 1977 s'étaient déroulés au moment où le mouvement syndical italien se trouvait à son apogée. Ces Congrès avaient surtout été des assemblées de propagande au cours desquelles les confédérations avaient fait montre de leur puissance organisationnelle et s'étaient prononcées pour une politique générale de réforme et de changement et pour un développement économique différent, dont le gouvernement et les chefs d'entreprises auraient dû se faire porteurs sous la pression des luttes des travailleurs.

A partir de janvier 1978, avec la politique menée à partir de l'Assemblée de l'EUR (1), les directions confédérales ont lié toute perspective de changement à l'acceptation, par les travailleurs, d'une politique d'austérité. En échange d'une modération des revendications qui devait permettre de plus grands profits et une plus grande accumulation, les patrons devaient développer les investissements et l'emploi. Ce projet utopique s'est brisé au contact de la réalité des faits : les investissements ont servi avant tout à réduire les emplois et la crise économique s'est approfondie ; le patronat s'est organisé pour prendre sa revanche contre les travailleurs, pour reprendre ce que ceux-ci avaient arraché au cours de ces longues années de luttes victorieuses. Dans ce cadre, les organisations syndicales sont apparues de moins en moins capables de défendre les intérêts des travailleurs et elles ont été secouées par une très sérieuse crise. Il ne s'agit pas encore d'une crise verticale, mais elle n'en est pas moins grave et profonde.

LE PATRONAT A L'OFFENSIVE

Quels sont les traits essentiels de la situation sociale italienne et de la situation dans les entreprises ? La lutte des travailleurs de la FIAT en octobre 1980 contre les propositions de licenciements

massifs de la part du patronat a constitué un tournant. A cette occasion, les ouvriers de la FIAT ont démontré une extraordinaire volonté de lutte ; la solidarité du reste des travailleurs italiens a été également très importante. Mais les directions syndicales et celles des partis réformistes se sont montrées tout aussi déterminées à mettre fin à cette lutte par un compromis catastrophique pour les travailleurs afin d'éviter que la crise sociale et politique ne débouche sur un affrontement ouvert avec les forces bourgeoises.

Après celui de la FIAT, on compte désormais par dizaines, par centaines même, les accords de la même teneur signés dans les entreprises sous la pression des directions syndicales centrales ; dans tous les secteurs industriels, le patronat s'est lancé dans de gigantesques plans de restructuration et de reconversion, décrétant qu'il y avait des dizaines de milliers de travailleurs « *superflus* ». Les directions syndicales ont tout fait pour éviter que ne se reproduisent des luttes comme celle de la FIAT et elles ont signé des accords qui, comme à la FIAT, mettent des milliers de travailleurs en chômage technique complet (2) pour des périodes d'une durée indéterminée et sans aucune garantie de retrouver un jour une place dans leur usine. Ces accords avalisent, de fait, une réduction du niveau de l'emploi à travers le blocage du *turn over*, la retraite anticipée et, enfin, les « listes de mobilité externe », c'est-à-dire des listes de travailleurs qui sont licenciés d'une usine mais qui devraient être embauchés par une autre (mais on ne voit pas bien laquelle parce que tous les secteurs de l'industrie, à part celui d'armement, sont en train de réduire leur personnel).

Vu la force politique et organisationnelle d'ensemble de la classe ouvrière, de ses organisations syndicales et politiques, le patronat n'est pas encore parvenu à pratiquer directement des licenciements et à déstructurer ainsi le front ouvrier. Mais le recours massif et prolongé au chômage technique lui a permis de maintenir

moments forts de la discussion. Pour aucune de ces trois confédérations, il ne s'est agi d'un débat de routine. Et cela est encore plus vrai au niveau des catégories de l'industrie qui ont été les principaux acteurs de ces dix dernières années de lutte. Ces Congrès se sont tenus dans une conjoncture de grave crise économique, de violente attaque patronale contre l'emploi, les salaires et l'échelle mobile. Ainsi, les questions générales de stratégie syndicale ont-elles toujours été étroitement liées aux tâches immédiates des organisations, avec les choix politiques à opérer pour s'opposer à l'offensive patronale.

hors des entreprises une partie importante de l'avant-garde ouvrière. Tous les principaux groupes industriels italiens sont frappés : ceux de la chimie (Montedison et les usines de l'ENI), ceux de l'automobile (FIAT et Alfa Romeo), ceux de l'électronique à quelques rares exceptions près et, enfin, des télécommunications. Sans parler du secteur textile qui connaît depuis plusieurs années déjà un processus accéléré de restructuration.

LE RECOURS MASSIF AU CHOMAGE TECHNIQUE

Actuellement, il y a officiellement 2 millions de chômeurs en Italie. Les heures de chômage technique, pour les six premiers mois de 1981 par rapport à la même période de 1980, sont passées de 90 millions à plus de 240 millions. A l'automne 1981 cette dynamique s'est encore accentuée. Le Sud n'est pas la seule région à être frappée par cette crise. Les bastions industriels du Nord, les grandes régions industrielles du Piémont et de la Lombardie (où affluent traditionnellement les chômeurs du Sud), les deux grands centres urbains de Turin et de Milan, sont actuellement les zones les plus durement touchées par la récession et la réduction du niveau de l'emploi.

Dans le Piémont, les heures de chômage technique pour les neuf premiers mois de 1981 sont passées, par rapport à

1. C'est au cours d'une Assemblée syndicale nationale au palais de l'EUR, à Rome en janvier 1978, que les dirigeants syndicaux se prononcèrent en faveur de la politique d'austérité proposée alors par le gouvernement d'Unité nationale soutenu par le Parti communiste italien (PCI).

2. Durant les périodes où les entreprises estiment ne pas pouvoir leur donner de travail, les travailleurs sont pris en charge par la « *cassa integrazione* » qui leur garantit le paiement de 90 % du salaire pour une période indéterminée. Dans certaines régions, il y a des travailleurs au chômage technique depuis cinq ou sept ans. Le patronat attaque ce système qui, en période de crise, coûte très cher, pour reconquérir le droit de licencier directement.

la même période de 1980, de 15,5 millions à plus de 110 millions ; on y compte pas moins de 350 entreprises en crise. Il y a environ 46 000 travailleurs au chômage technique complet ; le nombre des inscrits aux agences pour l'emploi atteint 135 000, dont plus de 67 000 jeunes à la recherche d'un premier emploi.

En Lombardie, on recense 800 entreprises en crise et 50 000 ouvriers en chômage technique pour plusieurs mois. On prévoit que, à la fin de l'année, il y aura 60 millions d'heures de chômage technique, soit trois fois plus que l'année dernière.

Pour la seule ville de Milan, le nombre des inscrits dans les agences pour l'emploi est passé de 55 000 en 1978 à 83 000 en décembre 1981. Il s'agit, là encore, surtout de jeunes. Depuis le début de l'année, dans la seule industrie métallurgique, 10 000 emplois ont été perdus.

La situation est naturellement encore plus grave dans les régions du Sud et surtout dans les zones au sud de Naples frappées par le tremblement de terre de 1980. Dans ces régions, depuis un an, rien n'a été fait par le gouvernement pour la reconstruction des zones sinistrées où règnent en maîtres la mafia napolitaine, la *camorra*, et le clientélisme démocrate-chrétien.

On peut mesurer encore plus l'ampleur du recours au chômage technique si l'on examine la situation de trois catégories. Dans l'industrie textile, 150 000 travailleurs sont concernés sur un total d'en-

viron 1,5 million ; environ un quart à un tiers des travailleurs de la métallurgie, sur le 1,5 million que compte la catégorie, sont au chômage technique ; enfin, un tiers des travailleurs de la chimie (sur un total de 600 000) connaissent le même sort.

Le nombre élevé de travailleurs en chômage technique a eu un effet très négatif sur le fonctionnement du syndicat au sein des entreprises : les conseils ont connu de graves difficultés à cause du manque de délégués et de la recombinaison des équipes de travail ; cela a contribué à réduire leur autonomie face aux appareils syndicaux.

Il faut tout de même dire que les effets du recours au chômage technique ne peuvent pas être comparés à ceux produits par les vrais licenciements, et cela pas seulement du fait de la compensation salariale (qui atteint 90 % du salaire d'origine). Les ouvriers au chômage technique restent inscrits au syndicat et conservent des liens organiques avec lui au travers des coordinations qui sont des structures reconnues par le syndicat ; ils conservent également des liens — plus occasionnels — avec l'usine, en participant aux assemblées internes. On note d'ailleurs que les menaces de la situation actuelle poussent toujours plus les travailleurs à renforcer ces coordinations et à resserrer leur rapport avec le reste du mouvement syndical.

De son côté, le patronat compte utiliser les succès obtenus jusqu'à présent

pour s'octroyer une victoire politique qui rétablisse les anciens rapports de force en sa faveur. Il cherche également à gagner sur tous les terrains économiques, à savoir la réduction des salaires, la désarticulation de l'échelle mobile, le non-paiement des trois premiers jours de congé maladie ; il ne veut plus se voir imposer de limite dans ses projets de restructuration et il veut avoir les mains libres pour utiliser à sa guise la force de travail, c'est-à-dire retrouver de nouveau le droit de licencier.

Dans la phase actuelle, le patronat cherche avant tout à empêcher les travailleurs de descendre dans la rue à l'occasion des renouvellements des contrats. Ces échéances ont jusqu'ici été des périodes de véritables affrontements politiques au cours desquels les travailleurs se sont mobilisés dans l'unité et ont toujours réussi à arracher des conquêtes économiques significatives ou à empêcher l'adversaire de classe de reprendre l'initiative. Le patronat sait très bien qu'il existe chez les travailleurs une très forte volonté d'utiliser encore une fois l'instrument de la lutte pour les contrats pour défendre les salaires et l'emploi. C'est pourquoi il a demandé le report de l'échéance et a annoncé qu'il opposerait une résistance féroce afin de briser les luttes ouvrières. Pour atteindre cet objectif, l'organisation patronale Confindustria a pu profiter du rôle joué par le gouvernement du républicain Spadolini, que les directions du mouvement ouvrier ont présenté aux travailleurs comme une nouveauté « positive » puisqu'il ne s'agissait plus d'un démocrate-chrétien.

IMPOSER UN « TOIT » AUX REVENDICATIONS SALARIALES

Depuis plusieurs mois, le gouvernement, la Confindustria et les directions syndicales, ont ouvert des négociations en vue d'arriver à la conclusion d'un Pacte social. Le gouvernement s'engagerait à contenir en 1982 l'inflation à un « toit » de 16 % et, en échange, les syndicats accepteraient que les revendications ouvrières ne dépassent pas ce « toit ». Tout le monde s'attend à ce que l'inflation soit supérieure à ce chiffre et chacun sait que le gouvernement est le principal responsable de l'inflation, ce qui signifie que les directions syndicales envisagent, dans les faits, une politique qui entraînera une nouvelle diminution des salaires ouvriers.

De façon plus générale, avec ce Pacte social, l'objectif est d'imposer une véritable camisole de force aux plates-formes revendicatives pour les contrats, et de supprimer l'autonomie des catégories syndicales les plus combattives.

La gravité de la situation n'a pas entraîné la démoralisation et le reflux de la classe ouvrière. Au cours de l'automne, comme cela avait déjà été le cas au printemps, on a vu se multiplier les prises de positions des travailleurs en faveur de la défense de l'échelle mobile et pour l'ouverture de la lutte contractuelle. Au cours de la même période, on a assisté à des luttes très dures dans les usines ou les secteurs les plus directement menacés de licenciements (comme le textile). Milan et

Les syndicats italiens

La CGIL (4 582 000 inscrits) est la plus importante des trois confédérations : les communistes y détiennent une majorité absolue mais ils partagent la direction avec les socialistes et les représentants de la « troisième composante » : syndicalistes de gauche, représentants du Parti d'unité prolétarienne (PDUP) et de *Democrazia proletaria* (DP). Au Congrès et dans les organes de direction, les places sont réparties d'office comme suit : 60 % pour le PCI, 30 % pour le PSI, 10 % pour les autres.

La CISL (3 059 845 inscrits) est une centrale d'origine catholique dont de nombreux dirigeants sont liés à la Démocratie chrétienne (DC) ; certaines fédérations de l'industrie sont dirigées par des courants de gauche ; c'est le cas en particulier du syndicat des métallos, la FIM.

La UIL (1 346 900 inscrits). Le Parti socialiste (PSI) détient la majorité dans cette confédération et dans sa direction ; les autres composantes de la direction sont des représentants de deux petits partis bourgeois, le Parti républicain (PR) et le Parti social-démocrate (PSDI).

Les trois confédérations ont pratiqué depuis 1968 une politique d'unité d'action. Au début des années 1970, après l'échec de la fusion syndicale organique, elles ont formé une Fédération unitaire des trois confédérations. La direction de cette Fédération unitaire est formée des secrétariats des trois confédérations. Les décisions y sont toujours prises à l'unanimité et non à la majorité des voix. Chacune des trois composantes a de fait le droit de *veto* sur les décisions.

La FLM (Fédération des travailleurs de la métallurgie) est le syndicat le plus fort avec environ 1,5 million de membres. Cette fédération unitaire est composée de la FIOM (500 000 inscrits), affiliée à la CGIL, de la FIM (335 000 inscrits) affiliée à la CISL et de la UILM (144 000 inscrits) affiliée à la UIL.

(Pour toutes ces données, il s'agit des chiffres officiels fournis par les syndicats pour l'année 1980.)

Gênes ont été à la pointe de la riposte contre le énième tour de vis économique du gouvernement. De grandes mobilisations se sont également déroulées à la fin du mois de novembre dans les zones sinistrées par le tremblement de terre.

Au mois d'octobre, quand les dirigeants confédéraux ont appelé à une grève générale tout à fait symbolique et mal préparée dans l'industrie, la participation a cependant été massive. Et, à Turin, après le traumatisme de l'année passée, on assiste à une reprise de la mobilisation ; début décembre, les travailleurs au chômage technique et ceux des usines en crise de cette ville ont organisé une manifestation d'environ 30 000 participants.

— *La première caractéristique* de ces congrès a été la reconnaissance de la crise que traverse le syndicat.

Cette crise a été au centre des interventions des militants de base qui se battent contre les licenciements et la restructuration, et qui connaissent bien toutes les difficultés qu'entraînent la politique des directions, mais également celle des responsables syndicaux à tous les niveaux.

Ces derniers se sont empressés de dénoncer la crise, l'absence de démocratie interne, la diminution de la confiance des travailleurs. Il s'agissait-là bien sûr d'une autocritique tout à fait générale qui avait comme seul but de masquer leurs propres responsabilités, de les faire porter par les autres confédérations syndicales ou les appareils concurrents ou, pire encore, de chercher des boucs émissaires dans les conseils d'usine. Tout cela pour ne pas mettre en question la raison centrale de la crise : la ligne politique d'acceptation de l'austérité, des sacrifices, de la politique industrielle du patronat et du gouvernement.

UNE CRISE QUI TRAVERSE TOUT LE MOUVEMENT SYNDICAL

La crise se manifeste en premier lieu par la difficulté rencontrée à faire renouveler les affiliations et à gagner de nouveaux adhérents. Il ne s'agit pas d'un effondrement comme cela a pu être le cas en Espagne, mais d'une réduction contenue dans certains secteurs. En effet, les conquêtes obtenues grâce au syndicat jusqu'à une période encore récente ont profondément ancré chez les travailleurs la conscience de la nécessité de conserver un instrument de lutte collective. Certaines opérations de maquillage des chiffres ont permis aux trois confédérations de masquer en partie leurs difficultés. Mais les syndicats ne réussissent à maintenir un nombre d'adhérents égal à celui de l'an passé qu'en comptant les retraités, dont le nombre augmente chaque année mais qui ne représentent plus des forces vives dans les entreprises.

Les chiffres de la CGIL en Lombardie pour 1981 mettent en lumière ce phénomène : 23 000 travailleurs actifs en moins substitués seulement en partie par les 8 000 nouveaux retraités inscrits. Et la FLM a enregistré en 1981 une perte de

20 000 membres dans le Piémont comme en Lombardie.

Au Congrès de la CGIL, les délégués des retraités (138) constituaient une délégation plus nombreuse que celle de la puissante organisation des métallos qui, avec ses 560 000 inscrits, représente le plus fort syndicat de catégorie du pays et qui ne disposait que de 75 délégués. L'augmentation des inscriptions à la CISL provient surtout des fonctionnaires chez qui se concentrent les secteurs les plus droitiers de cette confédération qui, de par leurs pratiques clientélares, rendent plus difficile une appréciation réelle des adhésions.

Mais les données d'ensemble ne peuvent masquer le fait qu'il y a eu cette année une baisse des affiliations dans certaines catégories industrielles, à commencer par les deux syndicats de la métallurgie, la FIOM et la FIM. Il s'agit d'un phénomène quasi inévitable étant donné la réduction de l'emploi, la non-entrée des jeunes sur le marché du travail et, enfin, l'incapacité chronique des directions syndicales à donner des perspectives aux travailleurs et aux jeunes.



La baisse du militantisme des cadres ouvriers est un second élément de crise ; les meilleurs cadres sont encore moins disposés que par le passé à devenir permanents syndicaux car, pour un responsable syndical intermédiaire, il est toujours plus difficile de s'engager à appliquer une ligne opposée aux aspirations des travailleurs. Enfin, le troisième élément de la crise réside dans le fait que le syndicat est en train de perdre largement sa crédibilité et sa capacité d'attraction auprès de secteurs sociaux comme les chômeurs, les jeunes et les femmes, pour qui, par le passé, il était apparu comme un instrument qui pouvait changer la société.

— *La seconde caractéristique* des congrès syndicaux a été la faible participation de la base. Il est vrai que, par le passé, les congrès de base n'ont jamais été très animés, mais il est aussi vrai que, à travers les assemblées et le bon fonctionnement des conseils d'usine, les travailleurs ont toujours participé assez activement à la vie du syndicat.

Il faut souligner ici une « anomalie » de la situation syndicale italienne. En effet, dans les catégories de l'industrie, les travailleurs adhèrent au syndicat unitaire (la FLM par exemple dans la métallurgie) ; mais, en même temps, l'unité syndicale organique n'existe pas, il n'y a pas de congrès unitaire et, donc, ne peuvent participer au Congrès que les travailleurs qui ont fait, en plus, le choix d'adhérer à une des trois confédérations (pour la métallurgie, toujours, à la FIOM, FLM, UILM) ; ceux qui n'ont que la carte du syndicat unitaire ne peuvent en aucune mesure participer au débat. Pour saisir toute la dimension du problème, il suffit de savoir que dans deux des principaux centres industriels, Turin et Brescia, 70 % des métallos n'adhèrent qu'au syndicat unitaire.

La faible participation de la base a pu être constatée dans l'ensemble des secteurs et pour les trois confédérations. Les directions — à tous les niveaux — en portent la pleine responsabilité, elles qui n'ont rien fait pour organiser la participation des travailleurs par crainte d'un large débat démocratique au cours duquel elles auraient dû rendre compte de leurs choix passés et de leurs propositions actuelles.

— *Le troisième trait caractéristique* des congrès a été le débat serré qui a été mené aux niveaux supérieurs (régional et national). Ce débat a mis en lumière un important processus de réflexion des cadres ouvriers et des cadres syndicaux intermédiaires et leur profonde inquiétude face à la politique des directions centrales. Leur opposition s'est manifestée autour de points particuliers, comme la défense de l'échelle mobile, le refus de la politique des revenus, le refus du « toit » imposé aux revendications salariales, le refus du « fonds de solidarité » (3) et l'exigence maintenue de la réduction du temps de travail. Cette opposition de gauche s'est manifestée au sein des trois confédérations.

Le débat le plus vif s'est cependant déroulé dans la principale confédération, la CGIL, qui, vu sa majorité communiste, a toujours été considérée comme la plus monolithique. Ce syndicat, par sa tradition, par son image de syndicat de classe, a réussi à attirer la partie la plus importante de l'avant-garde ouvrière militante et combative issue de ces dix années de lutte.

— *Le quatrième trait caractéristique* des congrès a été l'aggravation des divisions entre les trois confédérations : celles-ci ont augmenté parallèlement à la réduction de la démocratie interne et des initiatives de lutte. Ces divisions se sont accrues bien que, au cours de ces derniers mois, comme cela avait déjà été le cas à la

3. En juin 1980, les directions syndicales avaient proposé d'opérer un prélèvement obligatoire de 0,50 % sur les salaires des travailleurs afin de financer un « fonds de solidarité » pour les entreprises en crise. Devant l'opposition massive dans les entreprises, ils avaient dû alors abandonner cette proposition qu'ils tentent aujourd'hui de réintroduire par la bande.

FIAT, les confédérations soient toujours intervenues de façon unitaire pour faire accepter des compromis avec le patronat défavorables aux travailleurs. Chacune des trois confédérations, au cours de l'année passée et en particulier au cours de leurs Congrès respectifs, a cherché à souligner ses caractéristiques particulières et son image d'organisation en opposition aux autres, afin de stimuler une reprise de sa propre organisation. La CGIL, du fait même de la profondeur du débat en son sein, est celle qui a eu le plus de mal à mener à bien cette opération.

Les différenciations entre les trois confédérations correspondent aux intérêts spécifiques des trois appareils bureaucratiques qui les contrôlent et non pas à des divergences politiques ou stratégiques. Elles ont toutes les trois la même orientation et ne se différencient que sur la façon de l'appliquer ou sur des points spécifiques. Naturellement, les aspects différents que prend la politique de la CGIL, de la CISL et de la UIL dépendent de leur histoire, de leur composition, de la quantité et de la qualité de l'avant-garde ouvrière qu'elles regroupent. L'orientation stratégique commune aux trois confédérations dans la phase actuelle est la suivante : selon elles, la voie suivie au cours de ces dix dernières années ne serait plus praticable (lutttes radicales, égalitarisme revendicatif, formes de lutte dures) ; toute cette politique est aujourd'hui en crise (la UIL va jusqu'à dire que le syndicat des conseils lui-même est également entré en crise ; la CGIL et la CISL utilisent à ce propos des expressions moins tranchées, tout en estimant également que des « réajustements nécessaires » s'imposent pour les conseils d'usine). La ligne du syndicat devrait savoir évoluer en fonction de la gravité de la crise. Pour surmonter celle-ci, il faudrait gérer avec les forces capitalistes les processus de restructuration en adoptant une attitude « responsable », en sachant que les travailleurs devront payer une partie de cette politique. Toujours selon les directions confédérales, en agissant ainsi, il serait possible de contenir les dégâts et de créer les conditions pour une relance de l'économie capitaliste qui, à son tour, garantirait la prospérité et l'emploi.

UN AUTRE LANGAGE POUR LA MEME POLITIQUE D'AUSTERITE

Les formules ont changé depuis 1978, mais il s'agit en substance de la même politique d'austérité. Les trois confédérations se trouvent également d'accord sur la politique à suivre dans la période actuelle : elles se déclarent disponibles pour agir dans le sens de « contenir » le coût du travail, pour favoriser l'accumulation capitaliste. Elles acceptent donc que l'ensemble des revendications ouvrières ne dépassent pas le « toit » des 16 % et renoncent donc à l'avance à une quelconque amélioration, ou même à récupérer les 3 % annuels de baisse de revenu enregistrés depuis 1978.

Puisque l'échelle mobile permet de récupérer une partie importante des reve-

nus attaqués par l'inflation (de 60 à 70 % selon les catégories), il n'y aurait plus rien à demander dans les contrats, à moins de demander une « atténuation » de l'échelle mobile afin de pouvoir demander quelque chose dans les plates-formes contractuelles. Cela peut sembler une discussion de fous, mais il s'agit pourtant du débat qui s'est effectivement déroulé au sein des directions syndicales dans le seul but d'égarer les travailleurs.

L'objectif déclaré de ces négociations est de parvenir à un accord avec le patronat et le gouvernement pour contenir le coût du travail, augmenter la productivité et « défendre le pouvoir d'achat des salaires ». L'objectif caché — mais recherché par tous les moyens par les directions confédérales — est de renvoyer les contrats *sine die*.

Les directions syndicales tentent d'amener le mouvement ouvrier sur la voie d'une désastreuse politique de collaboration avec le patronat, en partant de la tendance existant chez les travailleurs à ne pas s'arrêter aux simples objectifs économiques et à se placer sur le terrain du contrôle ouvrier et du pouvoir. La Fédération unitaire CGIL-CISL-UIL part de ces aspirations pour les dévoyer et les canaliser vers différentes formules de cogestion.

LA UIL

La UIL est l'organisation qui, en liaison avec le projet de la direction du PSI de relance de la social-démocratie italienne, invite le plus ouvertement les travailleurs au « réalisme » de la collaboration avec le patronat. En essayant de s'appuyer sur les succès remportés par les grandes centrales syndicales européennes à direction social-démocrate, elle propose une « institutionnalisation » du syndicat, un rôle actif de celui-ci dans la gestion des entreprises au travers de la cogestion qui devrait permettre à la classe ouvrière de peser sur l'accumulation capitaliste et le développement économique. Pour mener à bien ce projet, la UIL s'est retrouvée en première ligne dans la tentative de normalisation bureaucratique du syndicat. Parce qu'elle est la plus faible des trois confédérations, une telle normalisation pourrait lui donner plus de marges de manœuvre.

Pourtant, ce syndicat, qui est né après la Deuxième Guerre mondiale d'une scission financée par la CIA, a connu une profonde transformation au cours des quinze dernières années, non seulement parce que le courant socialiste en a pris la direction, marginalisant les composantes bourgeoises, mais parce qu'elle a connu un important renouvellement de ses cadres. Bien qu'elle joue un rôle de chantage à la modération permanent, elle risque d'entrer en contradiction avec des secteurs de sa base chaque fois que la poussée des luttes recommence à se faire sentir.

LA CISL

C'est au sein de la CISL que l'on a assisté, au cours des dernières années, à l'évolution la plus négative des cadres dirigeants. Durant deux décennies, cette confédération a été traversée par une

profonde opposition et une lutte serrée entre la droite, qui a sa base dans les syndicats de fonctionnaires, et la gauche, qui a ses bastions dans l'industrie. La direction était aux mains d'un courant centriste bénéficiant du soutien de la gauche, cette dernière (en particulier la Fédération de la métallurgie) ayant cependant toujours conservé une position autonome par rapport à la confédération.

Au cours de ces dernières années, l'ex-dirigeant de la gauche Pierre Carniti a lancé une grande opération de recomposition de la direction qui s'est soldée par la participation à part entière de la droite dans celle-ci. Les courants de gauche — qui s'étaient prêtés à cette opération — se sont retrouvés très marginalisés et ont vu leur autonomie d'action fortement réduite. La direction de la CISL est celle qui a défendu, ces derniers mois, de la façon la plus tenace, la nécessité de modifier le système d'échelle mobile, en proposant que le rattrapage qu'elle garantit soit déterminé, *a priori*, en fonction du taux d'inflation prévu par le gouvernement. Elle a en plus continué à défendre l'idée de la formation d'un « fonds de solidarité » pour les entreprises en crise qui serait constitué à partir d'un prélèvement de 0,50 % sur les salaires des travailleurs.

La FIM, pour sa part, a repris et amplifié la proposition d'autogestion avancée par la confédération dans une vision tout à fait gradualiste, avec pour seul résultat de donner une couverture « gauche » à la proposition du « fonds de solidarité ». Quand la FIM précise le contenu de l'autogestion, ses propositions apparaissent pour ce qu'elles sont : tout à fait fonctionnelle par rapport au système. Au cours de son Congrès national, la FIM a maintenu ses distances vis-à-vis de la confédération mais, en même temps, elle a combattu durement les positions des secteurs de gauche dirigés par la FIM de Milan. Dans la direction, la gauche n'a eu droit qu'à une représentation de 4 % alors que dans le Congrès elle a obtenu entre 30 et 40 % des voix.

LES CONTRADICTIONS DE LA CGIL

La CGIL a repris dans ses thèses les formulations réformistes caractéristiques du début des années 1970. Elle parle de réforme pour le Sud, de réorganisation des finances publiques, de réorganisation et de relance du secteur étatisé. La différence par rapport au passé doit être recherchée dans sa proposition centrale : « la démocratisation de l'économie et le plan d'entreprise ». La CGIL — et le PCI qui fait la même proposition — n'a jamais réussi à expliquer comment pourrait s'opérer la démocratisation des multinationales et la programmation démocratique par le biais du Parlement et des Régions dans un monde capitaliste dominé par la concurrence et la logique du profit. Mais la CGIL, de par son histoire et du fait des caractéristiques de ses cadres, ne peut pas se permettre de parler ouvertement de cogestion. Voyons comment le texte de son Congrès explique ce que devrait être le plan d'entreprise :



Manifestation à Milan lors de la grève générale de février 1974. (DR)

« Cette proposition cherche à présenter une nouvelle façon de programmer et de déterminer la participation du syndicat à la programmation, à travers l'acquisition du programme de chaque entreprise, dans le cadre d'un rapport organique entre les programmes des entreprises et les plans sectoriels, intersectoriels et territoriaux. Il s'agit de surmonter, d'un côté, les limites d'une gestion de la première partie des contrats (4) au seul niveau de l'usine, en renforçant ultérieurement, grâce à cet instrument, l'information sur les programmes des entreprises et leur vérification, et, d'un autre côté, le caractère indéterminé et précaire du rapport entre le sujet de la programmation, les assemblées élues et le système des entreprises. Dans ce sens, le programme de l'entreprise doit être accompagné d'une réforme générale de la structure de propriété des entreprises et du droit des actionnaires. »

Les travailleurs de la FIAT, de la Montedison et de tant d'autres usines, savent bien ce qui se cache derrière ce langage alambiqué et fumeux : la co-responsabilisation du syndicat dans les processus de rationalisation des industries capitalistes et l'expulsion des usines de dizaines de milliers de travailleurs.

UN PROCESSUS DE REFLEXION CRITIQUE

L'opposition et les critiques aux positions de la direction de la CGIL ne sont pas seulement venues des cadres qui se sont

opposés depuis des années à la politique d'austérité, mais également de nombreux cadres qui l'ont pendant longtemps défendue et appliquée avec conviction et qui se retrouvent aujourd'hui les mains nues et assistent à l'affaiblissement d'un syndicat qu'ils ont patiemment construit dans l'usine et dans la société. Ce sont ces mêmes cadres de base et intermédiaires qui, au printemps 1981, ont fait, avec succès, pression sur la direction de la CGIL pour qu'elle défende l'échelle mobile et qui, au cours de ce difficile automne, ont été à la tête des luttes contre les mesures du gouvernement et les provocations de la Confindustria. Ce sont eux aussi qui se sont opposés à la direction de la CGIL quand celle-ci a opéré, à la veille du Congrès national, une volte-face sur l'échelle mobile, acceptant le « toit » des 16 % proposé par le gouvernement.

Le processus de maturation politique de cette couche de cadres syndicaux — de même que des cadres critiques des autres confédérations — n'en est encore qu'à ses débuts. La critique qu'ils opposent à la direction est encore très générale ou bien ne touche que des points particuliers ; il s'agit surtout d'un état d'esprit face au développement négatif de la situation actuelle du syndicat qui ne se traduit pas encore en ligne alternative.

C'est pourquoi, jusqu'ici, ce courant n'a pas encore trouvé de canal organisationnel qui lui garantisse une force adéquate dans le syndicat et n'a eu de poids que lors de certains votes d'amendement (en défense de l'échelle mobile, contre le

« fonds de solidarité », pour la détaxation de l'échelle mobile).

La direction de la FIOM, en opposition ouverte avec le sommet de la confédération (Luciano Lama a été accueilli par un silence glacial quand il s'est adressé au Congrès de cette fédération), a revendiqué les luttes du passé, la bataille de la FIAT, a défendu le syndicat des conseils contre toute tentative de normalisation ; elle a dénoncé la politique du gouvernement et le projet restaurationniste du patronat et a souligné que les contrats étaient l'instrument par lequel la classe ouvrière pourrait regrouper ses forces et reconquérir des positions plus favorables. Mais, au niveau des propositions politiques concrètes, elle est restée totalement subordonnée aux choix de la confédération. Les congrès d'autres syndicats de catégorie de la CGIL, comme celui des travailleurs du bâtiment et celui des ouvriers agricoles, ont connu un déroulement similaire. Au cours de ces congrès, par ailleurs, les représentants du courant socialiste, qui avaient prêché le plus ouvertement la modération, ont été lourdement pénalisés au moment de l'élection des organes de direction à bulletin secret.

Le courant socialiste a dès lors accentué son chantage politique en vue du Congrès de la CGIL, en se déclarant d'accord avec le « toit » des 16 % et en menaçant d'opérer une rupture au sein du syndicat. Mais ce chantage a servi avant tout les principaux dirigeants communistes de la confédération, Luciano Lama, Bruno Trentin et Garavini, pour exercer à leur tour un chantage contre les militants communistes de gauche et les autres composantes radicales et pour leur imposer la proposition de médiation que Luciano Lama a faite dans son rapport au Congrès.

La direction de la CGIL a présenté la proposition suivante, adoptée à une large majorité par le Congrès : la CGIL accepte le « toit » des 16 % qui correspond à 45 points de rattrapage de l'échelle mobile (5). Ces 45 points seront exonérés d'impôt pour les travailleurs tandis que les hausses correspondantes des dépenses sociales des entreprises seront prises en charge par l'Etat. Toute augmentation salariale supérieure à 16 % sera soumise à une imposition plus sévère (ce qui décourage toute tendance à demander des augmentations salariales) ; à leur tour, les patrons devront payer plus de charges sociales si le « toit » des 16 % n'était pas respecté.

Il s'agit d'une proposition de politique des revenus contre laquelle de nombreux conseils d'usine et des milliers de

4. Dans les contrats de 1976 a été introduite une première partie, sorte de préambule, qui stipule que les chefs d'entreprises doivent informer les organisations syndicales sur leur situation et leurs choix. Cette illusion de « contrôle » n'a en rien empêché les patrons de mener l'offensive décrite dans cet article.

5. Le rattrapage des salaires est calculé sur la base de points qui correspondent au taux en pourcentage de l'inflation ; chaque point représente une certaine somme en liras qui peut faire l'objet de négociations contractuelles.

militants de la CGIL se sont immédiatement prononcés. Au Congrès lui-même, le climat était à la contestation de cette proposition. Mais aucune alternative n'a été présentée par ceux des dirigeants communistes qui sont traditionnellement reconnus comme référence par les cadres syndicaux de gauche. Certains de ceux-ci, parmi lesquels Galli, le secrétaire de la FIOM, ont pris leur distance tout en finissant par appeler à voter la proposition.

Le fait que les délégués au Congrès étaient en majorité des permanents de l'appareil, de même que les fortes pressions de la direction, ont permis à la motion proposant de « contenir le coût du travail » de passer. La troisième composante de la CGIL (PDUP, DP et syndicalistes de gauche) ne pouvait pas — à elle seule — renverser ce vote, d'autant plus qu'elle avait accepté l'orientation de fond des textes de la direction, ne se différenciant que sur ce point. Sa motion — très vague politiquement — a quand même obtenu 10 % des voix, et un tiers d'abstentions.

UNE GAUCHE INORGANISÉE

On peut tirer une première conclusion générale de ces congrès. Alors que la base militante et les cadres intermédiaires s'orientent à gauche sous la pression des événements, les directions confédérales vont, elles, toujours plus à droite. D'autre part, les conclusions organisationnelles des congrès, du fait des procédures anti-démocratiques d'élections et des diverses manipulations effectuées par la direction centrale à l'encontre des directions des fédérations les plus à gauche, ont été négatives. Comment peut-on expliquer une telle distorsion ?

Les directions centrales ont le contrôle des appareils et appliquent une ligne, erronée certes, mais qui a le mérite de la clarté politique. De l'autre côté, les cadres syndicaux critiques sont très nombreux mais ils demeurent totalement inorganisés et il n'existe pas de tendance de gauche structurée au niveau national, capable de les faire peser politiquement sur les décisions. De ce point de vue, de graves responsabilités pèsent sur les directions des catégories les plus combattives qui, cette fois encore, n'ont pas voulu se battre sur des motions clairement alternatives et qui ont fini par se plier au chantage des directions confédérales. La direction de la FLM espère pouvoir répéter l'opération qu'elle a faite lors de l'adoption de la première plate-forme d'austérité ; elle s'était déclarée d'accord puis elle avait tenté d'en donner une interprétation qui en changeait le contenu. Ce petit jeu n'avait permis de limiter les dégâts que pour une période limitée.

Cette fois-ci, elle accepte le « toit » imposé par le gouvernement et les sommets confédéraux aux revendications ouvrières, mais elle en donne une interprétation extensive, en espérant ainsi gagner certaines marges de manœuvre pour les contrats. Les dirigeants de la FLM feignent d'oublier que Lama, Carniti et Benvenuto ont proposé le « toit » et une dé-

limitation rigide de la politique revendicative en déclarant expressément qu'il ne fallait pas répéter ce qui s'était passé depuis la tenue de l'Assemblée de l'EUR et que la FLM ne pourrait plus mener les mêmes batailles contractuelles que par le passé.

Les dirigeants syndicaux de la troisième composante de la CGIL, et en particulier les organisations qui se situent à gauche du PCI, le PDUP et DP, portent également une lourde responsabilité dans l'inexistence d'une forte tendance de gauche. Ces forces, qui sont presque toujours présentes dans les organes centraux de direction et qui ont eu dans plusieurs congrès un nombre important de délégués, ont voté les textes généraux de la direction et n'ont rien fait pour proposer une ligne alternative de classe aux travailleurs. Dans de nombreux cas, ils se sont essentiellement préoccupés de conserver leurs postes dans les organes de direction.

Cette période de congrès a permis de vérifier les progrès réalisés par la Lega comunista rivoluzionaria (LCR), la section italienne de la IVe Internationale, dans son travail pour construire une tendance « lutte de classe » à l'intérieur des organisations syndicales. Les militants de la LCR ont participé aux batailles politiques qui se sont déroulées à tous les niveaux et ont souvent été des éléments moteurs du vaste mouvement d'opposition qui a été décrit.

Les résultats les plus significatifs ont été obtenus dans la CGIL-Scuola, où nos camarades, en alliance avec un courant de gauche en Toscane (formé de militants qui ont été parmi les fondateurs de ce syndicat), ont présenté un texte alternatif au niveau national. Cette proposition, que les directions centrales ont cherché par tous les moyens de ne pas faire connaître aux militants, a recueilli 5 % des voix lors du Congrès national. On a pu mesurer, là encore, les responsabilités des délégués du PDUP et de DP qui, en face d'une proposition alternative de classe, ont préféré voter le texte de la direction nationale.

Dans l'industrie également, et, en particulier dans la métallurgie, le travail entrepris depuis plusieurs années a permis aux militants marxistes révolutionnaires de jouer un rôle significatif : dans de nombreux congrès locaux et régionaux, c'est à l'initiative de ces militants qu'ont été votés d'importants amendements ou motions contre les divers aspects de la politique d'austérité. Cela a permis à la LCR d'avoir pour la première fois des délégués dans les congrès nationaux des deux principaux syndicats de la métallur-

gie, la FIOM et la FIM et de compter de nombreux élus dans les directions locales.

Dans les débats syndicaux, les militants de la LCR se sont efforcés de combattre l'argumentation des dirigeants confédéraux. Il faut certes partir de la crise actuelle, ont-ils expliqué, mais, précisément parce que la crise capitaliste accentue toutes les contradictions de ce système et risque d'entraîner la liquidation de toutes les conquêtes ouvrières, elle ne pourra être surmontée qu'en fonction des intérêts d'une classe ou de l'autre. C'est précisément pour cela que le syndicat doit proposer une orientation de classe qui ne parte pas des « compatibilités » du système, des « toits » proposés par le patronat et son gouvernement, mais de la défense des revendications des travailleurs.

Il faut donc défendre l'échelle mobile, défendre la liberté de négociation des catégories, rejeter le « toit » salarial et toute politique des revenus et de Pacte social.

Il faut préparer immédiatement les contrats et ne plus laisser de période de trêve au patronat et ne pas laisser isolées les luttes des entreprises qui menacent de fermer et de licencier leur personnel. Enfin, la LCR s'est battue dans tous les congrès pour la réduction immédiate de la semaine de travail à 35 heures, seul moyen pour résorber le chômage et offrir du travail aux jeunes et, en conséquence, d'empêcher la destruction de la classe ouvrière et de ses organisations.

Face à la fermeture de nombreuses entreprises ou à la réduction de leur activité, les directions syndicales demandent que l'Etat subventionne les capitalistes, et invitent ceux-ci à orienter leur activité en fonction des intérêts de la collectivité, mais, au bout du compte, elles acceptent toujours les restrictions imposées au niveau de l'emploi. Les militants de la LCR, au contraire, se battent pour la nationalisation de ces entreprises et le contrôle ouvrier sur leurs choix et sur la reconversion, premier pas pour que le mouvement ouvrier élabore et se batte pour un Plan économique alternatif.

Dans l'immédiat, la bataille centrale de tous les militants ouvriers de la LCR vise à exiger que les directions syndicales organisent tout de suite la consultation de la base, repoussée depuis plusieurs mois, pour rejeter le Pacte social, pour élaborer les plates-formes contractuelles et pour lancer la lutte pour les contrats. ■

Franco TURIGLIATO
Turin, 10 décembre 1981.

Abonnez-vous !

Réabonnez-vous à « INPRECOR » !

La Ligue Communiste Révolutionnaire a tenu son Ve Congrès

DU 17 au 20 décembre 1981, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a tenu son Ve Congrès. L'objectif de ce Congrès était de définir l'orientation et les perspectives de la LCR dans la nouvelle situation ouverte par la victoire de François Mitterrand aux élections présidentielles du 10 mai dernier et celle du Parti socialiste (PS) et du Parti communiste (PCF) aux élections législatives du 21 juin.

Un accord unanime s'est dégagé du Congrès quant aux perspectives qui découlent de cette victoire : il ne s'agit pas d'une stabilisation des institutions de la Ve République et du commencement d'une ère de stabilité social-démocrate.

La victoire électorale des partis qui se réclament de la classe ouvrière crée une situation sans précédent. La nouvelle majorité dispose de la présidence de la République et d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, sans avoir besoin d'une alliance avec les partis bourgeois. Elle n'a donc aucun prétexte ni aucun alibi pour se dérober devant les exigences de la classe ouvrière, qui attend que le changement électoral se traduise maintenant par un véritable changement social face à la crise.

L'horizon est donc celui d'affrontements majeurs entre les classes, dont les conséquences vont bien au-delà de la situation française.

Le gouvernement composé de ministres socialistes et communistes, et de quelques ministres de groupuscules bourgeois, est sans aucune ambiguïté un gouvernement bourgeois. Mais les travailleurs le regardent pour l'instant comme leur gouvernement, alors que la bourgeoisie, tout en multipliant les pressions sur lui pour négocier, ne lui accorde aucune confiance. Non qu'elle doute de la loyauté du PS et du PC envers l'ordre établi, mais parce qu'elle n'est pas sûre de leur capacité à encadrer le mouvement ouvrier aussi bien que pendant le Front populaire de 1936 où à la Libération en 1944.

Il est vrai que la victoire du 10 mai, et aujourd'hui le coup d'Etat militaro-bureaucratique en Pologne, vont accélérer les processus de recomposition déjà en cours dans le mouvement ouvrier français. A la différence de 1936, les partis réformiste et stalinien sont arrivés au gouvernement après trois années de division politique et syndicale. En trois ans, le premier syndicat, la Confédération générale du travail (CGT), a perdu la moitié de ses effectifs. Et la victoire électorale ne s'est même pas traduite par un mouvement d'adhésion massif vers les partis victorieux.

On assiste au contraire au développement de courants d'opposition dans les syndicats, et notamment la CGT, aussi

bien sur la question de l'unité et de la démocratie interne que sur des questions d'orientation face à la crise ou sur le problème-Pologne. Parallèlement, les différenciations au sein du PCF s'approfondissent et atteignent l'appareil.

Dans ces conditions, pour les marxistes révolutionnaires, la clé de la situation est la construction d'une organisation indépendante fortement enracinée dans les secteurs industriels de la classe ouvrière et active dans les courants d'opposition syndicale.

La tâche immédiate ne consiste pas dans une opposition frontale au gouvernement pour le renverser, mais dans une bataille systématique pour que les partis ouvriers majoritaires rompent tous les liens qui les enchaînent à la bourgeoisie et répondent aux exigences de la classe ouvrière. Cette bataille passe par la dénonciation de tous les liens avec l'impérialisme (soutien à l'implantation des missiles *Cruise* et *Pershing-II* en Europe), du respect des institutions et de la Constitution de la Ve République, des cadeaux faits à la hiérarchie militaire, de la présence des ministres bourgeois au sein du gouvernement.

Dans l'immédiat, cette bataille se concentre sur l'épreuve de force avec le patronat, pour lui faire payer le prix de la crise. La LCR est notamment engagée dans une campagne pour la semaine de travail des 35 heures tout de suite, sans diminution de salaires et avec les embauches correspondantes.

Parallèlement, la question de l'unité de combat de la classe ouvrière n'est pas résolue par la formation de la coalition gouvernementale. Il n'y a pas d'unité d'action entre le PS et le PC, et surtout la division syndicale demeure un obstacle majeur à la mobilisation. L'unité ouvrière, l'unité syndicale, le front unique demeurent donc l'axe de riposte à la politique de coalition et de collaboration avec la bourgeoisie combinée à la division maintenue des rangs ouvriers.

Les thèses politiques et organisationnelles présentées par la majorité sortante du Comité central ont obtenu 77 % des voix des délégués au Congrès. Celles présentées par la tendance minoritaire issue de la minorité du Comité central ont obtenu 21 % des voix. La discussion a duré trois mois. Un bulletin de discussion a été publié tous les quinze jours. Chaque position a été présentée dans les conférences et les congrès de ville. Le nouveau Comité central a été élu à la proportionnelle des votes obtenus sur les documents d'orientation.

Daniel BENSARD
Paris, le 1er janvier 1982.



Lettre au Ve Congrès de la LCR

section française de la IVe Internationale

Chers camarades,

J'aurais voulu être présent au Ve Congrès de la LCR mais, en raison de mon état de santé, il m'est à présent interdit de sortir de chez moi. Aussi, je vous prie d'excuser mon absence et de me permettre de faire connaître par cette lettre ce que j'aurais voulu exprimer verbalement si j'avais été parmi vous.

LA SITUATION POLITIQUE ET NOS TACHES EN GÉNÉRAL

Rappelons tout d'abord que l'intervention politique ne se fait pas en fonction des identités mais en fonction des différences avec les situations passées, ne serait-ce que parce que l'histoire ne se répète jamais. C'est pourquoi je trouve particulièrement pernicieux le simple rappel et la simple comparaison avec le passé, notamment avec le Front populaire des années 1930. La logique d'une telle méthode ne peut conduire qu'à se placer sur la voie du groupe *Lutte Ouvrière*, où tout devient blanc bonnet ou bonnet blanc. Il faut comprendre que la situation actuelle, l'expérience actuelle en France, est sans précédent aucun dans le passé, peut-être pas seulement pour la France ; elle est presque à l'opposé sur tous les plans, notamment de celle de 1936. Ainsi, dans le Front populaire se trouvait associé aux partis ouvriers le Parti radical qui n'était pas le ramassis de groupuscules d'aujourd'hui, mais le parti qui avait assumé pendant près de quarante ans la direction du pays, y compris pendant la Première Guerre mondiale qui s'était terminée apparemment par la victoire. Les Edouard Herriot, Edouard Daladier, Camille Chauvins, etc., étaient vraiment représentatifs de très grandes parties du capitalisme français.

Le Parti radical ne faisait alors qu'entrer dans sa période de déclin. Toutes les formations politiques bourgeoises de l'époque étaient intactes. Déjà éparpillées du temps de De Gaulle, elles ne se sont vraiment pas reconstituées depuis, et le 10 mai 1981 les a totalement désorientées. Il est tout à fait significatif que le Conseil national du patronat français (CNPF) ait été obligé dans les derniers mois de se situer ouvertement sur le devant de la scène politique, montrant ainsi que le capitalisme français, tout en sachant utiliser habilement à son profit les partis réformistes, ne se reconnaissait pas dans le gouvernement actuel dans son ensemble ni dans ses membres pris individuellement, y compris dans ceux qui relèvent de groupuscules bourgeois et qui sont en fait des politiciens parasites cherchant avant tout à satisfaire leurs propres appétits à quelque ratelier — de droite ou de gauche — que ce soit.

Notre *Programme de transition* de 1938 ne doit pas être répété mécaniquement comme le fait l'Organisation communiste internationaliste (OCI), mais adapté aux situations variables qui se présentent. Sans omettre le mot d'ordre de l'éviction des ministres bourgeois, il est bien clair que le moment venu les mots d'ordre « *A la porte Delors !* », « *A la porte Hernu !* », par exemple, en raison des mesures qu'ils prendront par leurs fonctions, seront autrement mobilisateurs parmi les masses que « *A la porte Crépeau !* », « *A la porte Jobert !* ». Il est très probable qu'avant d'en venir à un mot d'ordre contre le gouvernement en général, on se trouve devant des situations où on puisse poser le problème d'imposer une orientation plus gauche au gouvernement par l'élimination de certaines individualités dans celui-ci.

Quant aux classes et aux couches moyennes, les différences avec 1936 sont assez considérables. A cette époque, la majorité d'entre elles étaient les anciennes classes moyennes, celles que le développement du capitalisme rend de plus en plus périmées. Aujourd'hui, le pourcentage de celles-ci (paysans, petits commerçants, artisans, professions libérales, etc.) est beaucoup moindre ; la majorité de ceux qui sont entre les classes fondamentales est constituée par les techniciens, cadres, ingénieurs, etc. Certes, on y retrouve toute la gamme : depuis ceux qui, par leurs traitements et revenus, ne diffèrent guère des capitalistes jusqu'à ceux qui ne vivent que de la vente de leur force de travail. Les membres des anciennes classes moyennes avaient la triste perspective du dépôt de bilan au tribunal de commerce ; les membres des classes moyennes actuelles ont celle de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). D'autre part, il y a bientôt cinquante ans, la montée ouvrière en France et dans quelques pays fut rapidement stoppée par l'attraction du fascisme en Europe qui s'exerça sur ces classes moyennes et qui fournit les troupes de choc massives au grand capital contre le mouvement ouvrier.

La crise actuelle ne manquera pas de renforcer les organisations fascistes traditionnelles proprement dites mais, tout en veillant à ne pas les laisser se développer et agir impunément, dans l'immédiat, si l'on peut s'attendre à des manifestations de mécontentement contre le gouvernement, de là à l'organisation de formations de combat de masse destinées à agresser le front des organisations ouvrières, il y a une marge, en France, qui ne paraît pas susceptible d'être aisément remplie.

En ce qui concerne la classe ouvrière et ses organisations, le tableau change du tout au tout même si, électoralement parlant, le Parti socialiste a repris le dessus

sur le Parti communiste. Je rappelle également qu'en 1936, c'était la première fois que la classe ouvrière votait en majorité pour les partis ouvriers ; que, malgré juin 1936, elle était pleine d'illusions dans la démocratie parlementaire ; qu'elle avait une énorme confiance dans les partis ouvriers et leurs directions ; enfin, qu'elle était pour la première fois reconnue comme classe dans les entreprises (c'était là la conquête essentielle de juin 1936).

Je reviendrai plus loin sur la classe ouvrière en général, je ne mentionnerai ici que trois points importants.

a) Avant juin 1936 s'était effectuée la réunification syndicale, tandis qu'aujourd'hui la *division syndicale* est entretenue plus que jamais par les directions centrales qu'animent des intérêts de boutique. Mais si néfaste que soit cette division que nous devons combattre sans relâche, elle freine la montée des luttes mais ne la paralyse pas.

b) Le PCF était alors au commencement de son ascension vers l'hégémonie sur la classe ouvrière, il grandissait, se sentait en position de force, le stalinisme montait en URSS. C'est précisément dans cette position qu'il a refusé de participer à l'époque au gouvernement de Léon Blum. Aujourd'hui, sa stagnation et son déclin, qui se précisent depuis quelques années, ont abouti en mai 1981 à la perte de 20 à 25 % de son électorat : Moscou est désormais un lourd handicap. Cette fois-ci, c'est sa position de faiblesse qui l'a contraint à accepter d'entrer au gouvernement de Pierre Mauroy pour tenter d'enrayer une accentuation de son recul.

c) Ne nous oublions pas nous-mêmes, dans la situation : en 1936, nous étions numériquement très peu nombreux et les mensonges stalinien (procès de Moscou, accusations d'« hitléro-trotskyisme », etc.) rencontraient, hélas, un écho considérable. A présent, bien que nous soyons encore trop petits pour nos tâches, notre nombre et notre influence sont incomparablement plus grands ; et les mensonges stalinien sur notre compte diffèrent de ceux d'alors. Ils n'ont plus qu'une crédibilité très limitée. En fait, la principale objection que l'on nous adresse est celle de la division et des scissions des trotskystes. (...)

L'ACTIVITÉ DE LA LCR

Je ne suis plus inséré dans le travail quotidien, ce qui ne me permet pas de juger correctement de multiples aspects de celui-ci, mais cela me permet peut-être d'avoir une meilleure vue d'ensemble, à distance, de notre activité, que notre hebdomadaire *Rouge* reflète au mieux. Or, si

ce qu'il contient, notamment ses campagnes sur les 35 heures, pour la réduction du service militaire à 6 mois est très bon, ce que je lui reprocherai c'est ce qu'il ne contient pas. *Rouge* répond à l'agitation et à la propagande immédiates, mais ce n'est pas suffisant. (...)

De ce fait, la crise du PCF ne reçoit pas dans notre presse l'attention qu'elle mérite. Ainsi, depuis bientôt six semaines, *l'Humanité* publie chaque jour une page entière de discussions pour le Congrès du PCF et, pendant tout ce temps, nous n'avons pas consacré dans *Rouge* une seule page, un seul article à cette préparation. Certes, ces pages de *l'Humanité* sont manipulées par la direction qui y insère des articles de permanents sans donner d'autres indications que la cellule à laquelle ils appartiennent ; qui, pour donner l'apparence de démocratie, fait paraître une lettre d'un opposant pour une dizaine de réponses à celle-ci. C'est d'abord cela qu'il faut montrer preuves à l'appui ; c'est aussi le désarroi qui apparaît même chez ceux qui acceptent la pseudo autocritique de la direction pour expliquer la défaite électorale (le « retard » pris par les directions Maurice Thorez et Waldeck-Rochet et « l'inertie » qui s'ensuit, jusqu'à ce que Georges Marchais ...)

A ce jour, je n'ai pas noté une seule intervention sur la politique passée et présente du PCF dans la CGT, un des points les plus sensibles pour les militants syndicaux du PCF. Ce silence est probablement significatif.

Le prochain Congrès du PCF sera encore un spectacle bureaucratique bien agencé, mais qui ne doit pas nous tromper. Nous avons eu, il n'y a pas longtemps, l'exemple du Congrès du PC espagnol, où Santiago Carrillo l'avait emporté et, moins de quelques mois plus tard, ce parti se disloque. Il est bien vrai qu'il n'y a pas en France une question qui pèse comme pèse celle des nationalités en Espagne. Mais l'appareil du PCF est rongé : plein de doutes, les perspectives de rester ou de devenir député, maire, etc., sont bloquées. Il y a certainement des Henri Fiszbín plus ou moins conscients dans le CC si ce n'est dans le BP. Il nous faut intervenir dans cette crise. A mon avis, outre la place que *Rouge* devrait lui accorder, il fallait, après mai 1981, publier une brochure sur la crise du PCF ; on doit maintenant l'écrire à l'occasion du Congrès du PCF. (...)

L'EXPERIENCE FRANÇAISE ET LA SITUATION EN EUROPE

Je pense qu'aujourd'hui dans l'expérience française se trouve la clé de la situation en Europe. Il faudrait développer cette idée, la discuter, dans la LCR et dans l'Internationale (à ce propos, les insuffisances de *Rouge* dans le domaine politique, mentionnées plus haut, trouvent un reflet dans l'importance insuffisante accordée à la France dans les publications de nos sections sœurs). Pour quoi en est-il ainsi en ce qui concerne la présente nouvelle expérience de la classe

ouvrière française ? Depuis Mai 1968, les travailleurs européens sont sortis de l'apathie engendrée par une prospérité assez prolongée et, en dépit de développements contradictoires, de progrès et de reculs, on ne peut dire que le capitalisme ait rétabli son assise ancienne. La crise économique et les phénomènes complexes (chômage, dangers de guerre) entraînent toujours, de façon contradictoire, une nouvelle poussée de radicalisation des masses. L'expérience la plus claire à l'échelle européenne a été donnée récemment par les grandes manifestations antinucléaires. Pour des raisons spécifiques à la France, ces manifestations y ont été moins fortes qu'ailleurs mais, si l'on ne reste pas à la surface des choses, si on les mesure sur le plan des luttes de classe, politiques et économiques, on ne peut pas ne pas conclure que, si la classe ouvrière française ne se montre pas à tout moment la plus combative, elle est la plus politisée des classes ouvrières. (...)

Nous avons à juste titre parlé, depuis quelques années, d'une recomposition s'opérant dans le mouvement ouvrier : c'est cela qui s'est traduit électoralement dans le recul du PCF. Celui-ci a exercé son hégémonie pendant près de quarante ans sur le mouvement ouvrier français. Pendant ce temps, la classe ouvrière a fait de très grandes expériences : sans parler de Juin 1936, il y a eu la Libération, les guerres du Vietnam et d'Algérie, le remplacement de la IV^e République par la Ve, Mai 1968, le Programme commun et l'Union de la gauche. Dans tous ces événements, le PCF n'a pas répondu aux espérances que plaçaient en lui les travailleurs ; finalement, ce parti qui a vu que le PS, en renonçant à la « troisième force » de Guy Mollet pour choisir l'Union de la gauche avec lui, remontait électoralement, s'est lancé dans un cours sectaire incompréhensible aux masses, pour tenter de reprendre le dessus en faisant de la surenchère. Aussi, son influence a-t-elle régressé considérablement et les masses n'ayant apparemment devant elles qu'une perspective politique électorale, se sont portées sur le parti ouvrier qui était électoralement le plus crédible de leur donner une issue. Dans ce sens, elles ont voté « utile ».

Mais cela ne veut pas dire que les travailleurs ont abandonné le terrain révolutionnaire ou qu'ils ne s'y trouvaient pas ni qu'ils aient effacé dans leur mémoire leurs expériences et les leçons du passé. Il suffit pour cela de constater ce qui se passe depuis l'élection de François Mitterrand. S'il n'y a pas aujourd'hui de luttes dirigées directement contre le gouvernement, c'est que la classe ouvrière veut permettre à l'expérience de se faire ; elle est loin de se conduire en spectateur de l'action de celui-ci. Tout en témoignant d'une certaine patience parce que consciente des difficultés résultant de la crise économique, elle manifeste d'abord une hostilité ouverte à l'égard des capitalistes et des hauts dirigeants de l'administration, et également des sentiments antibureaucratiques envers les appareils des organisations ouvrières. (...)

La nouvelle montée de la classe ouvrière est encore lente, mais on ne peut douter qu'elle grandira et qu'à certains moments elle se développera par bonds pour atteindre des niveaux qui s'élèveront au-dessus de ceux qu'elle avait atteint par le passé. Sa lenteur présente n'est pas pour nous desservir. En effet, nous ne devons, je le répète, aucunement faire abstraction de notre présence et de notre intervention dans les événements. Par rapport aux précédentes montées de la classe ouvrière, nous sommes certes encore insuffisants quant aux tâches de l'heure, mais incomparablement plus forts, plus influents ; la LCR est aussi aujourd'hui la seule organisation d'avant-garde qui, dans l'état d'esprit d'une assez large audience, est rattachée directement à Mai 1968. Nous avons besoin de devenir plus nombreux, plus insérés dans la classe ouvrière, pour être mieux en état d'y jouer un rôle dirigeant. Il nous faut du temps pour y parvenir. Plus nous en aurons avant de nouvelles grandes crises, mieux cela vaudra pour nous, à condition bien entendu que ce temps, nous sachions l'utiliser.

J'espère que ce Congrès, aux travaux duquel j'adresse mes meilleurs souhaits, sera un important moment pour nous aider à la réalisation des tâches qui nous attendent et nous mettre à la hauteur des potentialités de la classe ouvrière de ce pays.

Vive la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section française de la IV^e Internationale ! ■

Pierre FRANK
Paris, le 9 décembre 1981.

Erratum-Chine

La disparition malencontreuse, avant l'impression, de deux lignes de l'article de Jun Xing intitulé « La campagne du Parti communiste chinois contre la libéralisation », a rendu incompréhensible une phrase de ce texte paru dans *Inprecor* numéro 115 du 21 décembre 1981.

Nous présentons ci-dessous à nos lecteurs, en même temps que nos excuses, la phrase intégrale qui doit se lire dans la première colonne de la page 35 :

« Les privilèges dont jouissent les cadres demeurent la source principale du mécontentement de la population contre la bureaucratie. »

INPRECOR

NORVEGE

Scission dans les Jeunesses socialistes

A la veille de la VI^e Conférence nationale de la Jeunesse socialiste (SU) des 13 et 15 novembre derniers, les tensions et les contradictions qui traversaient l'organisation depuis plus de deux ans ont atteint le point de rupture.

Aussi, dès l'après-midi du premier jour de cette Conférence, la scission était consommée au sein de la SU. Elle est intervenue après que la majorité de la direction, en collaboration étroite avec la direction de l'« organisation mère », le Parti de la gauche socialiste (SV), ait décidé de jeter au rebut toute considération statutaire et tout respect de la démocratie interne de l'organisation, pour exclure une partie de l'opposition. Une partie des délégués à la Conférence a refusé de reconnaître la légitimité de cette exclusion. Toute l'organisation a alors été dissoute, manifestement à la suite d'une décision de la direction du Parti de la gauche socialiste.

Le but de cette opération bureaucratique est de se débarrasser de l'énorme opposition existant au sein de la Jeunesse socialiste. C'est tout spécialement la section de la ville d'Oslo qui exaspérait la majorité de la SU et le SV, depuis qu'elle était devenue le phare de la critique oppositionnelle à la ligne réformiste du parti.

La direction du SU/SV a tout fait pour éviter une réelle discussion des divergences politiques en les réduisant à une question de « loyauté » au parti et à ses dirigeants. Pourtant, l'opposition avait ouvertement critiqué la réduction des activités du SV à la sphère parlementaire, sa politique suiviste par rapport aux sociaux-démocrates du Parti travailliste, son sectarisme, son nationalisme et son manque d'orientation sérieuse par rapport à la classe ouvrière et à ses luttes.

L'ensemble de la direction de la SU soutenait en principe ces critiques. Mais l'opposition voulait aussi que cela se traduise dans les faits, par une ligne plus indépendante vis-à-vis de l'« organisation mère » et par la priorité donnée au travail syndical. Mais cela a été refusé avec l'argument formaliste que la SU, étant une organisation de jeunesse, devait par conséquent concentrer son action sur « les problèmes de la jeunesse » et laisser le travail syndical au Parti.

Lors de la tenue de la Conférence, la direction du SU/SV a essayé de diviser l'opposition et d'isoler la section d'Oslo.

Mais les délégués de toutes les grandes villes, comme Bergen, Trondheim et Tromsø se sont rangés à ses côtés. Près de 40 % des délégués sont restés à leur place quand la majorité a décidé de quitter la salle de la Conférence pour fonder une nouvelle organisation de jeunesse « loyale » au Parti.

A partir de la section oppositionnelle d'Oslo, la minorité de la SU s'est maintenant lancée dans la construction d'une nouvelle organisation — le Groupe Pouvoir aux travailleurs (AMG). L'AMG est encore surtout limité à Oslo mais, comme la plus grande partie des membres de la SU de Bergen, Trondheim et Tromsø se trouvent en dehors de la nouvelle organisation de jeunesse fidèle au SV, on peut espérer que l'AMG se développera dans les mois à venir comme une organisation de dimension nationale.

Il est aussi possible que l'AMG se développe comme un nouveau centre de regroupement pour toute la gauche norvégienne. Cela pourrait être notamment le cas pour le courant oppositionnel à l'intérieur du parti maoïste AKP-ml (Parti communiste des travailleurs, marxiste-léniniste) qui dispose dans la classe ouvrière d'une influence supérieure à celle du PC pro-Moscou qui, en Norvège, est une petite secte.

Un certain nombre de trotskystes norvégiens ont milité dans la SU depuis dix-huit mois. Partie prenante de l'opposition, ils ont étroitement coopéré avec le courant oppositionnel qui a été l'élément moteur à l'intérieur de la section d'Oslo. Les marxistes révolutionnaires norvégiens ont pleinement soutenu les critiques contre le réformisme et défendu le tournant positif en direction de la classe ouvrière ; c'est pourquoi ils ont tenu à être membres de l'AMG pour prendre part à la construction de cette nouvelle organisation révolutionnaire. Jusqu'à maintenant, le réformisme de gauche et le maoïsme ont dominé la gauche norvégienne. Mais de nouvelles opportunités se font jour ... ■

IRLANDE

"People's Democracy" rejoint la IVE Internationale

L'organisation socialiste révolutionnaire irlandaise *People's Democracy* (PD) vient de rejoindre les rangs de la IVE Internationale à l'occasion de son Congrès qui s'est tenu le 22 novembre dernier à Dublin (dans les 26 Comtés du Sud). John McAulerty, membre de *People's Democracy* et conseiller municipal de Belfast (dans les 6 Comtés du Nord) a déclaré à cette occasion : « Rejoindre la

IVE Internationale, c'est nous mettre en meilleure position pour accroître les forces du marxisme révolutionnaire en Irlande et nous situer dans la tradition internationaliste de James Connolly, le fondateur du marxisme irlandais et le dirigeant militaire de l'insurrection de Dublin en 1916. »

People's Democracy est apparu au cours des années 1968-1969 avec la relance des luttes pour les droits civiques dans les 6 Comtés du Nord. Les années suivantes, l'organisation a évolué vers le marxisme révolutionnaire et a fusionné en 1978 avec le *Movement for a Socialist Republic*, la section irlandaise de la IVE Internationale, le statut de la nouvelle organisation unifiée par rapport à la IVE Internationale restant à discuter.

Ces deux dernières années, *People's Democracy* a joué un rôle important dans la campagne contre les Blocks H, ce qui a eu comme conséquence — au niveau électoral — que deux de ses militants ont été élus conseillers municipaux, en mai 1981, à Belfast.

La veille du jour d'ouverture de son Congrès, l'après-midi du 21 novembre, *People's Democracy* a organisé un meeting sur la Pologne à Dublin. Mais la perspective internationaliste de l'organisation a traversé tout son Congrès. Replaçant l'analyse de la situation irlandaise dans son contexte international, le Congrès a pris une série de décisions importantes.

La première d'entre elles a été de se constituer formellement en section irlandaise de la IVE Internationale. *People's Democracy* s'est également engagé à lutter pour l'unité du mouvement anti-impérialiste irlandais autour des mots d'ordre de « Britanniques hors d'Irlande ! » et de « Non à la collaboration entre Londres et Dublin ! ».

Par ailleurs, *People's Democracy* a précisé son orientation tendant à populariser sa proposition de Front unique anti-impérialiste pour combattre les partis bourgeois sur le terrain électoral, à s'adresser à la jeunesse et à s'orienter vers le recrutement de jeunes à l'organisation, à accroître son travail syndical pour lier les luttes pour l'unité et l'indépendance nationale et celles contre l'austérité.

Comme la campagne contre les Blocks H a pu le démontrer, en dépit de sa petite taille, *People's Democracy* dispose déjà d'une influence significative au sein du mouvement anti-impérialiste irlandais. De la Conférence de Coalisland contre la répression tenue en 1977, à la décision de se présenter aux élections en mai 1981, son exemple a souvent ouvert la voie au reste du mouvement anti-impérialiste irlandais. Aussi, avec l'adhésion de *People's Democracy*, la IVE Internationale vient-elle de recevoir le renfort d'une recrue de valeur. ■

cahiers LEON TROTSKY

DEPUIS sa fondation, l'Institut Léon Trotsky s'est assigné comme tâche essentielle la publication — en français — des Oeuvres de Trotsky, à commencer par ses écrits de la période 1933-1940. Une dizaine de volumes ont déjà été publiés.

En marge des recherches rendues nécessaires à la constitution de l'important appareil critique qui accompagne les textes de Trotsky, les *Cahiers Léon Trotsky* ont pour perspective de publier un matériel soit inédit soit oublié, indispensable, entre autres choses, à la connaissance de l'histoire de la IVe Internationale et de ses sections.

No 9 SUR LA FRANCE :

— Etudes : Gérard Roche sur la rupture Trotsky-Rosmer en 1930 ; Pietro Messina sur l'affaire Feroci en 1933 à Paris ; J.-P. Joubert sur Trotsky et le Front populaire ; Michel Dreyfus sur les féministes trotskystes et pacifistes sous le Front populaire ; Pierre Broué sur la « réconciliation » de Trotsky avec Raymond Molinier ; Pierre Frank et Raymond Molinier sur la crise du mouvement trotskyste en France avant la guerre ; Gilles Vergnon sur l'histoire du PCF.

— Documents inédits : Gilbert Serret sur la Fédération unitaire de l'enseignement ; le procès verbal de la réunion du Secrétariat international où est discutée la question du Front populaire ; le procès verbal de l'entrevue entre Trotsky, Jacques Desnots et Raymond Molinier ; le rapport sur la France de Marcel Hic et Yvan Craipeau en août 1940.

No 10 SUR L'ESPAGNE :

— Etudes : J. Gutierrez Alvarez sur les péripéties de Trotsky en Espagne ; J. Cavnac sur les trotskystes espagnols durant la guerre civile ; Pelai Pagès sur le même sujet ; Pierre Broué sur la mission d'Erwin Wolf à Barcelone en 1937 ; Javier Maestro sur le PCE et le trotskyste.

— Chroniques : F. Manuel Aranda sur les Amis de Durruti ; M. Blanco Rodriguez sur le livre que Trotsky n'a pas écrit.

— Documents : vingt lettres d'Espagne de Trotsky, quatre lettres de Moscou à Alma-Ata d'Andreu Nin, des lettres de G. Munis, le journal d'Espagne de Fenner Brockway, la rupture avec le stalinisme de Liston M. Oak, la visite au POUM de Madrid de Ramon Bréa, Andreu Nin orateur de Mary Low.



Une offre spéciale

Les Cahiers Léon Trotsky proposent aux lecteurs et lectrices d'Inprecor un abonnement promotionnel valable jusqu'au 31 janvier 1982, au prix — très bas — de 100 francs français les quatre volumes.

Par ailleurs, tous les abonnements ou réabonnements faits dans le cadre de cette offre promotionnelle ouvrent la possibilité pour ceux et celles qui y souscrivent de compléter leur collection de Cahiers Léon Trotsky aux prix exceptionnels suivants :

— Numéro 1 (Conférence de la IVe Internationale) et numéro 2 (Souvenirs sur l'assassinat de Léon Trotsky) : 15 FF.

— Numéro 3 (Les procès de Moscou dans le monde) : 25 FF.

— Numéro 4 (100e anniversaire de la naissance de Trotsky) et numéro 5 (Le bloc des oppositions en URSS en 1932) : 15 FF.

— Numéro 6 (Les trotskystes en URSS — 1927-1936 — I) : 25 FF.

— Numéro 7-8 (Les trotskystes en URSS — 1927-1936 — II) : 30 FF.

Abonnement à adresser à Jean-Paul Joubert, Cahiers Léon Trotsky, 2, rue Bayard, 38 000 Grenoble, France, en y joignant le règlement par chèque bancaire ou virement postal.

No 11 SUR L'AMERIQUE LATINE :

— Etudes : Pierre Broué sur le mouvement trotskyste en Amérique latine ; Olivia Gall sur la revue *Clave*, outil politique de Trotsky ; Humberto Valenzuela sur la Izquierda Comunista chilienne ; Enrique Espinoza sur Trotsky devant les écrivains.

— Témoignages : Octavio Fernandez sur comment Trotsky obtint le visa mexicain ; de Mateo Fossa sur ses rencontres avec Trotsky ; Fulvio Abramo sur la construction de la IVe Internationale en Amérique latine.

— Documents : trois lettres de Léon Trotsky à la section mexicaine ; un texte d'Octavio Fernandez sur la révolution mexicaine ; un texte sur les débuts de l'opposition en Argentine ; un texte de C. Caplanca sur la crise politique et les courants liquidateurs à Cuba en 1933-1935 ; le projet de programme pour l'alliance ouvrière de la LCI au Brésil ; un texte de Jorge Norte sur la Gauche communiste chilienne.

No 12 SUR LES PARTIS SOCIALISTES :

— Etudes : Pierre Broué sur la Jeunesse socialiste d'Espagne de 1934 à 1936 ; John Archer sur les trotskystes et l'entrée dans le Labour Party ; J.-P. Joubert sur l'entrée des trotskystes dans le Parti socialiste américain ; Catherine Legein et D. Gérardin sur la sortie des trotskystes du Parti socialiste en Belgique ; Michel Dreyfus sur le rôle du SAP dans le tournant du bureau de Londres vers le Front populaire ; Roland Lewin sur le Bund ; J.-J. Ayme sur la crise des Jeunesses socialistes en France en 1944-1948 ; etc.